

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA
MINE A L'INVENTEUR

ÉTUDE HISTORIQUE ET CRITIQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le Samedi 4 Décembre 1915, à 1 heure et demie

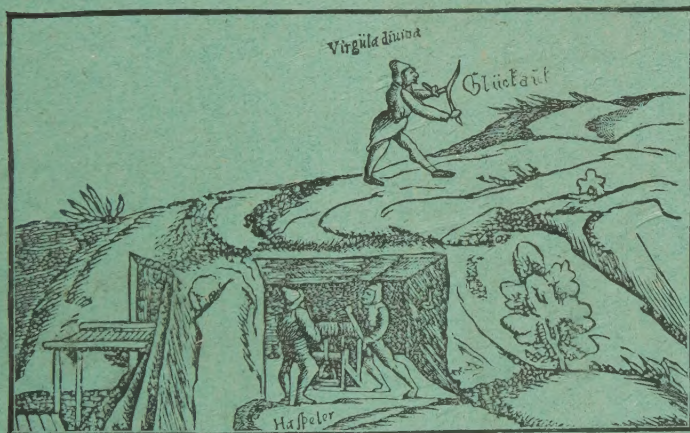
PAR

PHILIPPE RONDEAU

DOCTEUR EN MÉDECINE

Président : M. SOUCHON, professeur.

Suffragants : M. BERTHÉLEMY, professeur.
M. BARTIN, professeur.



LIBRAIRIE
DE LA SOCIÉTÉ DU
RECUEIL SIREY
Anne Mson Larose et Forcel
LÉON TENIN, Directeur
22, Rue Soufflot, PARIS-5^e

MCMXV



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA
MINE A L'INVENTEUR

ÉTUDE HISTORIQUE ET CRITIQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le Samedi 4 Décembre 1915, à 1 heure et demie

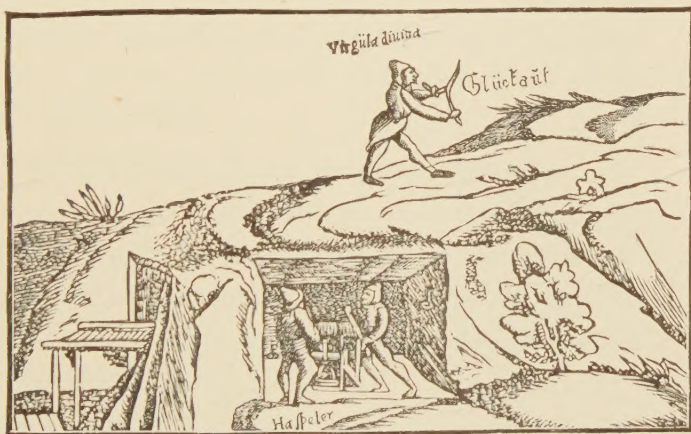
PAR

PHILIPPE RONDEAU

DOCTEUR EN MÉDECINE

Président : M. SOUCHON, professeur.

Suffragants { M. BERTHÉLEMY, professeur.
 { M. BARTIN, professeur.



LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

Anne Mson Larose et Forcel

LÉON TENIN, Directeur

22, Rue Soufflot, PARIS-5^e

MCMXV



LA MINE A L'INVENTEUR

INTRODUCTION

La législation sur le régime général des mines trouve actuellement sa base dans la loi du 21 avril 1810, modifiée ou complétée, dans ses détails plus que dans son fond, par les lois des 27 avril 1838, 9 mai 1866, et 27 juillet 1880.

Le trait caractéristique de cette législation consiste en ce que, d'une part, le Gouvernement a le droit de choisir les concessionnaires de mines, et, d'autre part, la concession ainsi accordée est réputée conférer un véritable droit de propriété dans les termes du Code Civil.

A diverses reprises des projets ou des propositions de loi ont été soumis au Parlement pour modifier cette législation ou y apporter des changements plus

ou moins importants, mais sans qu'on ait jamais pu aboutir à une discussion et à un vote.

Le Gouvernement est revenu récemment encore, les 17 novembre 1908 et 30 juin 1910, sur ces projets de refonte de notre législation minière.

Le 17 novembre 1908, il déposait deux projets de loi :

En premier lieu, un texte général qui n'apportait à l'état actuel que quelques modifications d'ordre secondaire (1).

En second lieu, et accessoirement, un projet de loi relatif au rachat par l'État des concessions de mines (2).

Ces deux projets furent renvoyés à une commission spéciale chargée en même temps d'examiner les trois propositions suivantes :

1^o Proposition de loi de M. Basly, tendant à annexer au domaine public les concessions minières créées antérieurement, ou les portions de concessions non encore exploitées, ainsi que les mines concédées et exploitées (3).

1. Projet de loi sur le régime général des mines, présenté par MM. BARTHOU, Ministre des Travaux publics, CAILLAUX, Ministre des Finances et VIVIANI, Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale. Chambre des Députés, annexe au procès-verbal de la 2^e séance du 17 nov. 1908, n^o 2114.

2. Projet de loi sur le rachat des concessions de mines, présenté par MM. BARTHOU et CAILLAUX. Chambre des Députés, annexe au procès-verbal de la 2^e séance du 17 nov. 1908, n^o 2113.

3. Chambre des Députés, annexe au procès-verbal de la séance du 12 juin 1906, n^o 31.

2^o Proposition de M. Paul Constans et de plusieurs de ses collègues, ayant pour but : a) l'annulation des contrats ayant aliéné la propriété nationale des mines; b) l'exploitation des mines par les travailleurs y employés (1).

3^o Proposition de loi de M. Gabriel Baron, demandant la nationalisation des mines (2).

C'est dans le sens de ces dernières propositions que l'opinion de la majorité de la commission s'était prononcée. Elle avait nommé pour rapporteur M. Zévaès, qui déposait le 1^{er} avril 1909 un rapport suivi d'un dispositif dont l'article 1^{er} était ainsi conçu (3) :

« Les mines sont propriété nationale.

« A dater du jour de la promulgation de la présente loi aucune concession ne pourra être consentie à des particuliers ou à des compagnies. »

« Les mines primitivement concédées feront retour à la nation, dans des conditions qui seront déterminées par une loi spéciale. »

« La nation exploite son domaine minier dans les conditions ci-après. »

Ce texte suffit à indiquer le caractère de la réforme

1. Chambre des Députés, annexe au procès-verbal de la séance du 14 juin 1906, n^o 102.

2. Chambre des Députés, annexe au procès-verbal de la séance du 1^{er} juin 1908, n^o 1744.

3. Chambre des Députés, annexe au procès-verbal de la séance du 1^{er} avril 1909, n^o 2431.

proposée : c'était une véritable révolution dans notre législation minière, dont la base fondamentale était renversée.

Le projet déposé en 1908 n'étant pas venu en discussion avant la fin de la législature, le Gouvernement déposa au début de la législature suivante, dans la séance du 30 juin 1910, un nouveau projet de loi sur le régime légal des mines (1).

Ce projet ne diffère guère de celui de 1908 (2), et, comme lui, il conserve dans ses grandes lignes, en apparence tout au moins, la législation minière antérieure. La Commission et le Rapporteur, M. Ajam, se montrent plutôt adversaires des idées étatistes de la Commission et du Rapporteur précédents. Et cependant un auteur, M. Rostaing (3), a pu dire, en

1. Projet de loi présenté par MM. MILLERAND, Ministre des Travaux publics, COCHERY, Ministre des Finances, et VIVIANI, Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale. Chambre des Députés, annexe au procès-verbal de la séance du 30 juin 1910, n° 202.

Un nouveau projet de loi fait en ce moment l'objet d'un examen approfondi au Ministère des Travaux publics. Réponse du Ministre des Travaux publics à une question posée par M. Louis ANDRIEUX, député. *Journ. off.*, 10 août 1915, n° 3729, p. 5545.

2. Outre les obligations que le projet de 1908 imposait aux concessionnaires :

- a) Participation de l'État aux bénéfices,
- b) Obligation pour les concessionnaires de construire des usines et de subventionner des établissements en faveur des ouvriers, etc...
- c) Principe de l'adjudication pour désigner l'attributaire.

Le projet de 1910 crée une obligation nouvelle : la participation des ouvriers aux bénéfices.

3. LÉOPOLD ROSTAING, *Etude sur le régime des concessions de mines*, Lyon, 1913.

parlant de ce projet : « En réalité les modifications
« apportées aux principes de notre droit minier sont
« profondes, et la situation juridique des exploita-
« tions de mines paraît quelque peu changée. »

Et voici les raisons qui motivent son jugement :
« Les concessions de mines se trouvent rapprochées
« des concessions de services publics par l'institution
« de l'adjudication, la fixation d'un véritable prix
« de vente dans certains cas, et l'établissement d'une
« participation de l'État aux bénéfices. Le Rappor-
« teur, M. Ajam, parle fréquemment de contrat à
« propos de l'acte de concession Est-ce donc que la
« concession n'est plus un acte de la puissance publi-
« que, mais un traité où l'État joue le rôle de co-con-
« tractant ? Ce serait admettre le principe de la domanialité
« des mines. La Commission a modifié l'ar-
« ticle 14 du projet dans le sens de la domanialité,
« en reconnaissant à l'État le droit de ne pas accor-
« der la concession, le cas échéant, et de procéder à
« l'exploitation directe. »

C'est donc, en définitive, à la discussion des prin-
cipes sur lesquels repose la propriété des mines, que
les membres de la Commission de 1910, aussi bien
que ceux de la Commission de 1908, ont convié le
Parlement.

Nous voudrions, nous aussi, apporter notre modeste
contribution à la solution du problème, non certes

dans le sens des tendances actuelles, mais pour combattre les théories destructives du droit de propriété individuelle, dont les projets de 1908 et de 1910 portent la marque évidente, défendre, à ce point de vue, l'œuvre de la loi de 1810, à laquelle Napoléon sut imprimer le caractère de son génie si fécond, et montrer enfin, par des arguments tirés du développement historique de la législation minière, comment cette œuvre pourrait être utilement complétée, en substituant au principe du libre choix du concessionnaire par le Gouvernement, cet autre plus équitable, plus rationnel, qui se résume dans ces mots : *La Mine à l'Inventeur*.

* * *

Cette idée est déjà fort ancienne puisque, dès la fin de l'ancien régime, Turgot, alors Intendant de la Généralité de Limoges, répondant à une demande d'avis du Conseil d'État, s'en faisait l'apôtre convaincu, dans son fameux *Mémoire sur les Mines et Carrières*, et déclarait la mine propriété du premier occupant :

« Les matières souterraines, disait-il, n'appartiennent à personne jusqu'à ce que le terrain soit fouillé ;
« celui qui entreprend de les extraire, s'en empare

« au titre de son travail, comme premier occupant. »

Sans doute, il ajoutait :

« ...Sa possession et par conséquent sa propriété
« se bornent à ce qu'il a effectivement arraché; que
« cette matière forme un banc continu, comme dans
« certaines carrières, ou un filon prolongé, comme
« dans la plupart des mines, celui qui a pris la matière
« de ce filon sur dix toises de longueur, n'a plus de
« droits sur la suite de ce filon jusqu'à cent et jus-
« qu'à mille toises plus loin, que le propriétaire de la
« surface en avait sur la totalité; il n'a que la faculté
« de s'en mettre en possession en continuant son tra-
« vail, mais il ne peut empêcher qu'un autre, en
« ouvrant la terre ailleurs, n'attaque ce banc ou cette
« veine par un autre côté. » (1).

C'était restreindre singulièrement le sens du mot *occupation*. Nous donnons à ce mot une portée plus étendue, et nous considérons que celui-ci fait acte de premier occupant, devient *l'inventeur*, qui, grâce aux données géologiques, à des calculs, à des sondages, en un mot à tout un ensemble d'opérations diverses, fait connaître « non seulement le lieu où
« se trouve une substance minérale, mais aussi la
« disposition des amas, couches, ou filons, de manière
« à démontrer la possibilité de leur utile exploita-

1. *Œuvres de Turgot*, édition Guillaumin, in-8°, 1844, t. 2, pp. 135 et 137.

« tion » (1). Dans le système de Turgot, les droits de l'inventeur ne s'étendaient pas au delà des produits arrachés par le pic du mineur aux entrailles du sol. Ces droits prennent une importance autrement grande dans notre système, qui, sur ce point, se rencontre avec la loi de 1810 : ils s'appliquent à tout l'ensemble du gîte, dans un périmètre déterminé.

Quoiqu'il en soit, malgré ces divergences, l'idée maîtresse se retrouve des deux côtés identique : celle des droits de l'individu dressés en face des droits de l'État. Idée féconde que pour la première fois Turgot proclame en Économie politique, et qu'il oppose victorieusement aux doctrines autoritaires de l'*Ancien Régime*.

« La liberté d'agir sans nuire, écrit-il en termes « éloquents dans sa *Seconde Lettre sur la Tolérance*, « ne peut être restreinte que par des lois tyranniques. On s'est beaucoup trop accoutumé dans les « Gouvernements, à immoler toujours le bonheur « des particuliers à de prétendus droits de la Société. « On oublie que la Société est faite pour les particuliers, qu'elle n'est instituée que pour protéger les « droits de tous, en assurant l'accomplissement de « tous les devoirs mutuels » (2).

1. Instruction ministérielle du Ministre de l'Intérieur MONTALIVET, du 3 août 1810 : A § 1, *in fine*.

2. *Œuvres de Turgot*, édition Guillaumin, in-8°, 1844, t. 2, p. 686.

Cette déclaration, volontiers nous la faisons nôtre. Quelle plus belle préface inscrire au début de ce travail, quelle autorité plus haute invoquer, que celle du grand réformateur, du brillant écrivain, de l'ardent défenseur d'une cause qui, aujourd'hui comme autrefois, divise et passionne l'opinion.

Les droits de l'individu ne sont-ils pas toujours aux prises avec les droits de l'État? Il semble, c'est une remarque souvent faite, que, sur bien des points, les sentiments, les habitudes, les idées même n'ont pas été transformés par la Révolution, et, suivant l'heureuse expression de M. de Tocqueville, si l'arbre de notre mentalité porte de nouvelles feuilles, il plonge profondément ses racines dans le passé.

Cette observation se vérifie tout particulièrement en ce qui concerne notre législation minière. Dans les lois de 1791 et de 1810, le vieux droit régalien ne reparait-il pas encore avec le principe de la concession; et si la propriété concédée n'est plus comme au temps de la monarchie absolue, révocable au gré du Souverain, si elle prend même dans la loi de 1810, par une conception géniale de Napoléon, le caractère d'une propriété perpétuelle, c'est encore le régime du bon plaisir qui règle le choix du concessionnaire.

Pareil système a peut-être moins d'inconvénient sous un Gouvernement fort, conscient de ses devoirs, respectueux des idées de justice et d'honnêteté;

mais avec un régime parlementaire, peut-on compter sur ce Gouvernement idéal ! Sous un régime démocratique comme le nôtre, exposé aux passions de tous les partis, quelle sécurité dans le lendemain y aurait-il pour l'inventeur qui court les risques de ne jamais profiter du fruit de ses travaux ? Où serait par suite le stimulant nécessaire pour la mise en valeur des richesses minérales que recèle encore notre sol, richesses qui dans ce siècle de progrès industriels de toutes sortes, sont devenues les éléments les plus indispensables de notre prospérité nationale.

La question qui se pose est en effet, au plus haut point, une question vitale pour notre industrie. Faut-il rappeler le trouble profond que causa en France, vers 1872, après l'Angleterre et la Belgique, une hausse jusqu'alors sans exemple par sa soudaineté comme par ses proportions, sur les houilles de tous les marchés du monde (1). Voici comment M. de Marcère en rendait compte à l'Assemblée Nationale le 20 mars 1873 (2) :

« Les établissements industriels ont de la peine à

1. « La hausse a commencé par le fer qui est le grand régulateur des marchés des charbons, et elle a été déterminée par des demandes inusitées venues des États-Unis qui ont construit en 1872 environ 12.000 kilomètres de voies ferrées, et de l'Allemagne qui agrandissait toutes ses usines. » RENÉ RADAU, *Revue des Deux Mondes*, 1876, p. 664.

2. *Journ. off.*, n° 1692, p. 2332.

« se procurer les approvisionnements qui leur sont
« nécessaires. On signale des usines qui ont dû sus-
« pendre leur travail faute de charbon. Dans certai-
« nes régions de la France on vit industriellement
« au jour le jour, et cette crainte constante de man-
« quer chaque matin de l'agent indispensable, entre-
« tient un état pénible dans les affaires.»

Le rapporteur terminait en concluant à la modification de la loi de 1810. Elle fut modifiée en effet, mais sur des points de détails, par la loi du 27 juillet 1880 qui laissait intacts les principes fondamentaux de notre droit minier.

D'autres projets devaient suivre quelques années plus tard, en 1886 et 1894, qui ceux-là par une vision plus nette du meilleur moyen de provoquer l'initiative individuelle, reprenaient après un long silence, le système de Turgot de la mine à l'inventeur. Ces projets sont restés sans suite; cependant, on ne saurait les laisser dans l'oubli, non plus que le rapport merveilleux de clarté présenté en 1889 (1) par M. Piou, rapporteur de la Commission des mines, et l'exposé des motifs déposé en 1894 (2), par M. Jonnart, Ministre des Travaux Publics, documents auxquels les

1. Chambre des Députés, annexe au procès-verbal de la séance du 21 février 1889, n° 3542.

2. Chambre des Députés, annexe au procès-verbal de la séance du 5 mai 1894, n° 597.

partisans de ce système devront toujours se reporter, pour y puiser leurs plus solides arguments.

Ces arguments, un passage du rapport de M. Piou les résume en quelques mots :

« Le système de la mine à l'inventeur, dit-il..., sera
« à la fois un stimulant énergique à l'activité indivi-
« duelle, un hommage rendu à l'équité naturelle et à
« la loi positive, le fondement assuré de la propriété
« minière. Il n'aura pas seulement pour effet d'asseoir
« sur des bases fermes les droits des inventeurs de
« l'avenir; il consolidera pour toujours la possession
« des concessionnaires actuels, en la purifiant du vice
« originel qui l'entache. »

On ne saurait plus nettement définir le double but à poursuivre dans une réforme de la loi de 1810. Tout d'abord, encourager l'inventeur afin que par ses recherches il procure à notre industrie les richesses minérales qui lui manquent et qui sont nécessaires à sa vie comme le pain de chaque jour à l'individu (1). D'autre part, donner un fondement logique au droit de propriété des mines, en s'inspirant

1. Ce but apparaît d'une actualité plus évidente que jamais à tous ceux qui connaissent l'histoire de la découverte du bassin houiller de Meurthe-et-Moselle, et les efforts des métallurgistes de l'Est, pour trouver sur place les 18 millions de tonnes de charbon qui leur manquent et qui les rendent tributaires de l'étranger, efforts jusqu'ici paralysés par l'obligation d'obtenir de l'État une concession qu'ils attendent vainement depuis le 4 novembre 1905, date de la première demande en concession des *Sociétés Lorraines de charbonnages réunies*.

des principes qui s'imposeront toujours aux sociétés humaines : les principes du droit naturel. La propriété individuelle est fille du travail individuel. Tel est le principe qui doit diriger le législateur dans la rédaction de la loi positive, s'il veut mettre la propriété, quelle qu'elle soit, propriété de la surface ou propriété du tréfonds minéral, à l'abri des atteintes du *Collectivisme*.

Pour tous ces motifs, motifs d'utilité économique, motifs de raison et d'équité, nous serions en droit, parlant de la nationalisation des mines, de répéter avec Mirabeau : « C'est une folie de regarder les « mines comme une possession domaniale », et d'ajouter avec M. Piou : « C'est une folie, du moins de la « part des partisans de la propriété individuelle, « car sous prétexte d'intérêt général, ils se font les « auxiliaires de ceux qui la nient. » Et de leur étude la conclusion sortirait d'elle-même, pour s'imposer bien vite à notre esprit, telle qu'elle s'était imposée à l'esprit clairvoyant de Turgot : *La Mine à l'Inventeur*.

Toutefois, c'est par une autre route que nous comptons y aboutir; c'est en suivant le développement de la législation minière depuis ses origines, c'est en cherchant les causes diverses, surtout politiques ou économiques, qui l'ont portée vers tel ou

tel système, autrement dit, c'est en envisageant uniquement le point de vue historique, que nous arriverons à la même conclusion. Des documents inédits trouvés dans nos Archives seront les sources principales auxquelles nous puiserons pour en tirer des aperçus nouveaux (1).

Le but poursuivi étant ainsi posé, il ne nous reste plus qu'à fixer le plan de ce travail, avec ses divisions et ses limites.

*
* * *

« Les Lois, dit Montesquieu, doivent être tellement propres au peuple pour lequel elles sont faites, que c'est un très grand hasard si celles d'une nation peuvent convenir à une autre... Elles doivent se rapporter au degré de liberté que la constitution peut souffrir, à la religion des habitants, à leurs inclinations, à leurs richesses, à leur nombre, à leur commerce, à leurs mœurs, à leurs manières. Enfin, elles ont des rapports entre elles, elles en ont avec leur origine... » (2).

1. *Archives nationales* : F¹² 107; F¹⁴ 156 B; F¹⁴ 659; F¹⁴ 1310; F¹⁴ 1311; F¹⁴ 1312; F¹⁴ 1313; F¹⁴ 1315; F¹⁴ bis 7682; F¹⁴ bis 7744.

Bibliothèque de la Chambre des Députés : Manuscrit n° 1092 du catalogue de 1907; Manuscrit n° 350, t. XIII, folio 47.

2. MONTESQUIEU, *L'Esprit des Lois*, liv. I, chap. III.

Dans ce passage de *L'Esprit des Lois*, l'auteur n'avait en vue que les lois spéciales des États. Mais au-dessus des lois positives dont un cours d'eau borne l'empire, et qui, semblables en cela à la matière organisée, subissent l'influence des milieux et du temps, il existe des lois immuables, qui s'imposent et commandent au Législateur lui-même.

Elles constituent « ces rapports de justice possibles » (1) dégagés de toute convention humaine, dont parle Montesquieu lui-même; ce droit supérieur à la loi, qui n'est pas la loi, mais qui est la source des lois; *Non ex regulâ jus sumalur*, disait fort justement la loi romaine, *sed ex jure quod est regula fiat* (2). C'est encore si l'on remonte à l'essence même des principes, la raison des choses préexistant en Dieu, *summa ratio in Deo existens*, suivant la définition de Saint Thomas d'Aquin (3).

L'homme ne découvre pas d'emblée cette raison des choses, mille causes l'obscurcissent à ses yeux, et l'histoire des Sociétés n'est qu'une longue série d'ébauches de systèmes, d'hypothèses, de luttes sans fin, de tentatives souvent infructueuses vers la recherche de la Vérité, idéal que dans la suite des siècles l'humanité poursuit sans trêve ni repos (4).

1. MONTESQUIEU, *L'Esprit des Lois*, liv. I, chap. I.

2. *Digeste*, liv. L, t. XVII, § 1, de *diversis regulis juris antiqui*.

3. *Summa Theologica*, I, II, q. XCIII, art. 1.

4. C'est exprimer sous une autre forme cette pensée de saint Augustin (*De Vera Religione*) : « Comme d'une part, la loi de tous les arts

Notre intention est précisément de suivre les phases diverses par lesquelles est passée la notion du droit de propriété en général, et du droit de propriété des mines en particulier, nous efforçant d'en dégager ces principes supérieurs, dont le législateur devra s'inspirer, s'il veut faire œuvre de saine justice et d'utilité pratique, pour la solution du problème que nous nous sommes posé.

Notons tout d'abord que la propriété fut longtemps considérée comme une conséquence et une délégation de la souveraineté, que par suite faire l'étude du droit de propriété et le suivre dans son évolution historique, c'est envisager successivement les deux théories, la théorie absolutiste et la théorie libérale, qui, depuis la venue du christianisme, c'est-à-dire depuis dix-neuf siècles, se disputent l'opinion sur la question du fondement de la souveraineté, et dont le conflit, aujourd'hui même, apparaît avec plus d'acuité que jamais, dans l'exposé des motifs des nouveaux projets miniers (1).

« est immuable, comme de l'autre, l'esprit humain, auquel il est donné
« de voir cette loi est muable et sujet à l'erreur, il apparaît au dessus
« de l'esprit humain une loi qui s'appelle *Vérité*. »

1. Aujourd'hui comme aux premiers temps du Christianisme, à la théorie étatiste, telle que les Socialistes l'appliquent au droit de propriété, s'oppose la théorie catholique. Nous trouvons celle-ci clairement exposée dans l'Encyclique *Quod Apostolici*, du 28 décembre 1878 : « ... Tandis que les Socialistes présentent le droit de propriété comme étant une invention humaine, répugnant à l'égalité

La théorie absolutiste, nous la trouverons sous l'Ancien Régime, œuvre surtout des Légistes, qui, pour sa défense, empruntent les meilleurs arguments au Droit Romain, et nous la suivrons jusqu'à la Révolution, indiquant au fur et à mesure ses applications au régime des mines. Ce sera l'objet d'une première partie, sous ce titre : *La théorie régaliennne et le principe d'autorité*.

Dans une seconde et dernière partie intitulée : *La Révolution et le principe de liberté*, nous verrons comment la notion de *droit populaire* se fait jour dès la Renaissance, et comment dans les écrits des polémistes d'alors : Suarès (1), Bellarmin (2), François

« naturelle entre les hommes, tandis que, prêchant la communauté
 « des biens, ils proclament qu'on ne saurait supporter patiemment la
 « pauvreté, et qu'on peut impunément violer la possession et les droits
 « des riches, l'Église reconnaît beaucoup plus utilement et sagement
 « que l'inégalité existe entre les hommes naturellement dissemblables
 « par les forces du corps et de l'esprit, et que cette inégalité existe
 « même dans la possession des biens; elle ordonne en outre que le droit
 « de propriété et de domaine *provenant de la nature même* soit maintenu
 « intact et inviolable dans les mains de qui le possède ».

A côté de ces deux théories il en faut mentionner une troisième de date plus récente, qui voit dans l'*utilité sociale* le fondement du droit de propriété individuelle. Voir CH. GIDE, *Principes d'économie politique*, 14^e édit., 1913, p. 493, et PAUL LEROY-BEAULIEU, *Traité théorique et pratique d'économie politique*, 1896. t. I, p. 554.

C'est donner au droit de propriété un fondement bien fragile, car l'*utilité sociale* n'est pas une de ces vérités qui s'impose à tous avec évidence; c'est faire également de ce droit, comme dans la théorie socialiste, une *invention humaine*.

1. F. SUARÈS, *De Legibus*, liv. III, chap. IV; *Defensio fidei catholici et apostolicae adversus anglicanae sectae errores...*, liv. III, chap. II, III, IV.

2. BELLARMIN, *Disputationes de controversiis christianae fidei adversus hujus temporis hereticos*, 1588-1593, 3 vol.

Hotman (1), Hubert Languet (2), Bodin (3), cette notion vient modifier le fondement de la souveraineté qu'ils placent non plus dans le pouvoir qui l'aurait par lui-même, mais dans la Société toute entière; dans la Société qui la confère et la délègue, disent certains, pour aboutir finalement à la théorie du *Contrat social* (4); dans la Société qui se contente de désigner le gouvernant, affirment d'autres écrivains, et parmi eux Hubert Languet et les théologiens catholiques, depuis saint Thomas, Suarès, Bellarmin (5) jusqu'aux papes Léon XIII (6) et Pie X (7),

1. FRANÇOIS HOTMAN, *Franco Gallia, sive tractatus, de regimine regum Galliae et de jure successionis*, 1573. Traduction en français par SIMON GAULARD. *Cologne*, 1574, p. 955 (Bibl. nat., Le⁴ 10) : « ... nous « avons montré que le peuple avait toute puissance tant en élection « qu'en la déposition des rois ».

2. HUBERT LANGUET, *Vindiciae contra tyrannos*. Livre publié sous le nom de JUNIUS BRUTUS, 1597. Traduction en français par FRANÇOIS ESTIENNE, 1586. (Bibl. nat., Le⁴ 99). Au chapitre : De la Puissance légitime du Prince, p. 96, on lit : « ... C'est Dieu qui institue les rois, « qui les élit, qui leur donne les royaumes. Maintenant nous disons que « c'est le peuple qui établit les rois, qui leur met les sceptres ès mains, « et qui par ses suffrages, approuve leur élection. Dieu a voulu que « cela se fit ainsi, afin que les rois reconnaissent que c'est du peuple, « après Dieu, qu'ils tiennent toute leur souveraineté et puissance. »

3. JEAN BODIN, *Les six Livres de la République*, in-folio, Paris, 1576.

4. Voir BEUDANT, *Le Droit individuel et l'Etat*, 2^e édition, Paris, 1891, p. 87.

5. La thèse de SUARÈS et de BELLARMIN s'opposait à celle de JACQUES I^{er}, roi d'Angleterre, qui, dans un ouvrage intitulé *Triplici nodo triplex cuneus* (Londres, 1608), avait prétendu que l'autorité des rois leur est immédiatement communiquée par Dieu lui-même. Sur cette question, voir : *Les Catholiques en face de la Démocratie*, de GASTON SORTAIS, in-8^o, Paris, 1914.

6. Encyclique *Diuturnum illud*, 29 juin 1881. Encyclique *Immortale Dei*, 1^{er} novembre 1885.

7. Lettre de Pie X sur le Sillon. *Analecta Apostolicæ Sedis*, 31 août 1910.

pour lesquels l'autorité vient toujours de Dieu, comme de son principe naturel et nécessaire (1).

L'homme devient ainsi le centre de l'organisme social, c'est d'après lui qu'en sont fixées les règles, règles conformes à l'expansion naturelle de ses facultés. Le Droit naturel est créé, et avec lui les notions de Droit individuel, de Liberté individuelle, de Propriété individuelle. Tous ces éléments épars se soudeut pour former une doctrine, dont un philosophe anglais, Locke, nous donnera pour la première fois, en 1690, un exposé didactique savamment déduit, dans son *Essai sur le Gouvernement civil*.

Déjà Bodin au xvi^e siècle avait fait de la propriété un corollaire de la liberté. « Bien que la nature ait « donné toutes choses en commun, dit l'auteur de « *La République*, l'homme néanmoins étant le maître et le propriétaire de toutes ses actions, de tout « son travail, a toujours en soi le grand fondement « de la propriété. »

Les Économistes de la fin du xviii^e siècle, notamment Mercier-Larivière et Adam Smith, devaient compléter sa pensée et achever de la mettre en lumière, en nous montrant que la propriété est fille du travail,

1. D'après la théologie catholique, tout pouvoir légitime, quelque forme qu'il revêt, monarchique, aristocratique, ou démocratique, est de droit divin.

et que l'échange ne fait ensuite que la déplacer ou la transformer.

Turgot faisait-il autre chose qu'appliquer cette doctrine pour les mines, dans cette phrase citée plus haut : « Les matières souterraines n'appartiennent à personne jusqu'à ce que le terrain soit fouillé ; celui qui entreprend de les extraire s'en empare *au titre de son travail*, comme premier occupant. »

Le droit de l'inventeur sur les mines nous paraît ainsi comme l'aboutissant nécessaire de l'évolution historique du droit de propriété.

Quelle place lui réservaient les législateurs de la Révolution ?

Les Constituants et les Conventionnels devaient mettre dans la loi l'œuvre que le XVIII^e siècle avait faite, celui-ci se bornant du reste à parachever l'ébauche transmise par les siècles passés. Ils étaient *propriélistes* suivant le mot de M. Faguet, parce que « *le propriétélisme*, d'après le même auteur, fait partie du *libéralisme*, parce que de la liberté individuelle, la propriété individuelle en est l'extension, la dérivation, le développement, le stimulant et la sanction » (1).

Et cependant, nous aurons à voir comment et pourquoi, à deux reprises différentes, les auteurs

1. ÉMILE FAGUET, *Le Libéralisme*, Paris, 1902, p. 79.

des lois minières de 1791 et de 1810, obéissant à ce principe rétrograde du droit social, c'est-à-dire à l'absorption de l'individu par l'État, ne surent pas faire prévaloir *le Droit de l'Inventeur*, et cela par une véritable faillite des principes dont ils auraient dû s'inspirer, principes consacrés cependant par la Révolution.

LIVRE PREMIER

LA THÉORIE RÉGALIENNE ET LE PRINCIPE D'AUTORITÉ

CHAPITRE PREMIER

Le Droit Régalien en matière de Mines Son origine et son développement

Notre point de départ sera le Droit romain, auquel il faut toujours se reporter, si l'on veut trouver les origines du Droit moderne. Et tout d'abord une question va se poser : la théorie du *Droit régalien* en matière de mines, théorie qui apparaît dans notre droit du Moyen Age aux environs du ^x^e siècle, et dont l'influence se fait encore sentir aujourd'hui dans la loi minière de 1810, existe-t-elle en germe dans les institutions de la Rome antique? L'admettre serait adhérer à la thèse de la continuité de la législation romaine, thèse qui eut toujours en Allemagne de nombreux partisans, et à laquelle s'oppose la thèse plus récente de la non-continuité.

Devons-nous rappeler ce qu'était dans son principe le Droit régalien : droit de souveraineté tout

d'abord, confondu bientôt, sous l'époque féodale avec le droit de propriété, si bien qu'il est impossible de dire, lorsque le seigneur ou le roi, *seigneur fiefueux* en son royaume (1), dispose du tréfonds minéral, de « *l'avoir en terre non extrayé* », suivant l'expression des vieilles chartes (2), s'il s'agit d'un droit domanial ou d'un simple droit de police, ces deux droits se trouvant confondus à l'origine dans notre droit public.

Jusqu'à ces dernières années, l'hésitation était permise devant les arguments en sens divers, présentés fort habilement par les partisans des deux systèmes, et avec une égale apparence de vérité (3). Mais aujourd'hui la question s'éclaire d'un jour tout nouveau, grâce à la découverte archéologique faite le 7 mai 1906 de la table d'Aljustrel (petit village

1. En qualifiant ainsi le roi, nous n'envisageons qu'un des aspects de son autorité. Sur le caractère de la royauté au Moyen Age, et en particulier au XIII^e siècle, voir le *Manuel des Institutions françaises* d'Achille Luchaire, in-8°, Paris, 1892. « Le Capétien, dit-il, est à la « fois suzerain et roi, chef de la hiérarchie des seigneurs, en même « temps que monarque de droit divin, engagé dans la féodalité, et « cependant, à d'autres égards, placé en dehors et au-dessus de « l'édifice féodal ». (p. 462).

2. Chartes du pays et Comté de Hainaut, 5 mars 1619, chap. CXXX, dans le *Nouveau Coutumier général*, Paris, 1724.

3. En France, cette question n'a été traitée que dans un ouvrage déjà ancien : *De la Richesse minérale*, par HÉRON DE VILLEFOSSE, 2 vol. in-4°, Paris, 1810.

En Allemagne, au contraire, le problème des origines du droit minier au Moyen Age a donné lieu à une littérature abondante. Citons : l'ouvrage d'ACHENBACH : *Das gemeine deutsche Bergrecht*, (1871); celui de ARNDT : *Zur Geschichte und Theorie des Bergregals und der Bergbaufreiheit* (1879); enfin le livre de ZYCHA : *Das Recht des ältesten deutschen Bergbaues bis ins 13 Jahrhundert* (1899).

situé au Sud du Portugal) qui est venue fort heureusement, en nous faisant connaître une *Lex* de l'empereur Hadrien, compléter une autre table trouvée précédemment, en 1876, dans la même région (1).

La Nouvelle Revue historique de Droit français et étranger a publié relativement à cette *Lex* et aux deux tables d'Aljustrel, un article de M. Mispoulet, où le savant auteur des *Institutions politiques des Romains* apporte une solution absolument inattendue à la question de l'origine de notre droit minier (2).

Nous ne pouvons mieux faire que d'en exposer les principales conclusions.

D'après un principe incontesté du vieux Droit romain, les mines et minières sont l'accessoire de la propriété du sol, et leurs produits appartiennent au même titre que les autres fruits de la terre aux propriétaires de ce sol (3). D'où cette conséquence, qu'en cas de démembrement de la propriété, le droit à l'exploitation d'une carrière ou d'une mine appartient à l'usufruitier, et, d'une façon générale à tous

1. Tandis que la *Lex* visée par la table de 1876 est une *Lex locationis conductionis* et s'occupe exclusivement des taxes affermées à un conducteur, la *Lex* de la table de 1906 est une *Lex metallis dicta* qui traite de la concession et de l'exploitation des mines.

2. J.-B. MISPOULET, Le Régime des Mines à l'époque romaine et au Moyen Age d'après les tables d'Aljustrel, *Nouvelle Revue historique de Droit français et étranger*, 1907, pp. 345 et suiv., et pp. 491 et suiv.

3. Dig., 10, 3, 19, Pr. « *arbor quæ in confinio nata est, item lapis qui per utrumque fundum extenditur, quamdiu cohaeret fundo, e regione cujusque finium utriusque sunt*, etc... » Cf. 17, 2, 83; 41, 1, 8, § 1.

ceux qui ont droit aux fruits de la superficie (1).

Pouvait-il en être autrement? Cette doctrine juridique n'est-elle pas conforme aux données scientifiques d'une époque où les savants croyaient à la reproduction spontanée et indéfinie des matières minérales, sous la condition de laisser reposer la terre pendant quelques années? (2).

Ne trouve-t-elle pas également une explication logique dans le mode primitif d'exploitation, le même, sans aucun doute, pour les mines et pour les carrières, ce qui fait qu'on les rapproche constamment dans les textes, et qu'un seul mot, *metallum*, suffit pour les désigner, alors qu'au début, par suite tout à la fois, et de l'imperfection de l'outillage et des besoins restreints de la consommation, l'extraction avait lieu à ciel ouvert, et restait limitée aux parties les plus faciles à atteindre, ne dépassant guère la superficie du sol.

Cette théorie de l'Accession restera vraie jusqu'à Justinien (3), mais cependant avec le temps une

1. *Dig.* 24, 3, 7, § 14; 7, 1, 13, §§ 5 et 6; 23, 5, 18; 50, 16, 77.

2. ULPIN, *Dig.*, 24, 13, 7, § 13. JAVOLENUS, 23, 5, 18. PLIN, H. n. 34, 17, 165, X.

Cette opinion est encore admise au XVIII^e siècle, tout au moins pour les mines de charbon. Voir dans DE BOISLISLE, *Correspondance des Contrôleurs généraux des Finances avec les Intendants*. T. III, n^o 496, Lettre de DE TRUDAINE, Intendant à Lyon (16 juillet 1709), sur les mines de charbon du Forez.

3. Les compilateurs du *Digeste* l'ont reproduite sans aucune modification. C'est donc qu'elle subsistait entière à l'époque de Justinien.

idée nouvelle apparaît, et peu à peu, les jurisconsultes romains arrivent à admettre une distinction entre le droit aux substances minérales souterraines et la propriété du sol. C'est d'abord Ulpien qui après avoir posé le principe que nul ne peut, soit en son nom, soit au nom de l'État, exploiter, contre la volonté du propriétaire, une carrière située dans le fonds de celui-ci, envisage cependant l'hypothèse où ce droit peut exister en vertu d'une coutume et moyennant le paiement d'une redevance au propriétaire (1). C'est plus tard au Bas Empire la double redevance de 1/10 établie, l'une au profit du fisc, et l'autre en faveur du propriétaire du sol, lorsqu'un tiers exploite le tréfonds minéral (2).

M. Mispoulet ne voit dans ces dérogations au principe de l'ancien droit que l'influence de la pratique administrative admise pour les *metalla publica*, ou mines fiscales, qu'il oppose aux *metalla privata*, telle qu'elle résulte de la Table trouvée en 1906. « C'est « la règle adoptée à Aljustrel, dès le règne d'Hadrien, « qui lentement gagne du terrain sur la vieille conception juridique de la propriété romaine, et finit « par sortir du domaine fiscal pour pénétrer dans le « domaine de la jurisprudence » (3).

1. ULPYEN, *Dig.*, 8, 4, 13, § 1.

2. *Cod. Théod.*, liv. 10; *Cod. Just.*, liv. 3.

3. L'expression *ex more* que nous trouvons au § 5 de la lex d'HADRIEN suffirait à elle seule à prouver le caractère coutumier des règles d'Aljustrel.

Mais cette pratique administrative, dont on pourrait retrouver les origines jusque dans le Droit Athénien, au iv^e siècle avant notre ère (1), devait prolonger ses effets dans l'avenir. Échappant à la destruction de l'Empire Romain, elle se continuera toujours vivante, telle qu'elle existait à l'époque d'Hadrien, jusqu'après l'invasion des Barbares, jusqu'au temps de la Féodalité.

La thèse de la continuité a ainsi trouvé en M. Mispoulet un nouveau défenseur, et, grâce à lui, elle semble bien cette fois devoir triompher, mais pour des motifs tout différents de ceux invoqués jusqu'alors par les auteurs de l'École allemande.

Sans entrer dans tous les développements de l'article très substantiel de *La Nouvelle Revue*, qu'il nous suffise, pour mettre en évidence cette continuité d'indiquer quelques-uns des traits communs à la coutume d'Aljustrel et aux statuts miniers du Moyen Âge.

D'après la *Lex* d'Hadrien, édictée pour la province de Vipasca, mais à laquelle M. Mispoulet attribue un caractère plus général, et considère comme étant un exemplaire d'un règlement type, appliqué dans tout l'Empire romain pour les mines fiscales de cuivre et d'argent, la mine appartient au premier

1. *Nouvelle Revue historique de Droit français et étranger*, p. 535.

occupant, lorsque l'occupation est devenue effective par la pose d'une tablette (*pillacium*), signe de la prise de possession, et le paiement au procureur fiscal d'une taxe très probablement fixe (*pillaciarium*).

Une distinction est établie suivant que l'occupation a pour objet un puits abandonné ou un emplacement non encore exploité. Mais quelle que soit la nature des lieux occupés, le droit de l'occupant est toujours un droit de propriété, en tous points semblable à celui que la loi de 1810 donne au concessionnaire. C'est ce qui résulte et du § 2 de la *Lex* qui définit ce droit d'une façon très précise par le mot *proprietas*, et du § 8 qui accorde à l'exploitant le droit d'aliéner sa part par vente ou par donation, et reconnaît par là même le droit de la transmettre par succession.

Ajoutons que l'exploitant, malgré son droit de propriété, n'a pas droit à la totalité des produits, et que, tel un colon partiaire, il doit partager par moitié avec le fisc le minerai extrait; d'où son nom de *colonus* qu'il cumule avec celui d'*occupator* (1).

Ajoutons enfin qu'il peut se créer entre les exploitants des sociétés d'une nature spéciale, qui ne prennent fin, contrairement au droit commun des socié-

1. Situation juridique analogue à celle du *possessor* qui a défriché les terres des *saltus* impériaux. Voir l'article de M. MISPOULET : L'Inscription de Aïn el Djemala, *Nouvelle Revue historique de Droit français et étranger*, 1907, pp. 1 et suiv.

tés, ni par la mort d'un associé, ni par sa retraite volontaire ou forcée, l'associé défunt étant dans le premier cas remplacé par son héritier, dans le second la part de l'associé cédant ou défaillant revenant à ses co-associés.

Telle est dans ses grandes lignes, la Coutume romaine pour les mines fiscales; telle nous apparaît également, la reproduisant dans ses moindres détails, la Coutume minière au Moyen Age (1). Cette Coutume nous est connue par les statuts miniers, dont la rédaction commence à la fin du ^{xiii}^e siècle, à l'époque même de la rédaction des premières chartes sur les libertés communales, avec lesquelles le plus souvent ils forment le droit de la Cité (2).

Ces statuts, nous les trouvons fort nombreux en Allemagne, en Autriche et en Italie; les plus souvent cités sont ceux de Goslar (Hanovre), de Freiberg (Saxe), d'Iglau (Moravie), de Chemnitz (Hongrie), de Zezzen, près Friesach (Carinthie), de Trente (Tyrol), de Massa di Maremna (Toscane) et de Villa di Chiesa ou Iglésias (Sardaigne). En France, il est vrai, aucun document de ce genre n'a été jusqu'ici mentionné. Mais ne peut-on pas raisonner par analogie, d'au-

1. Le caractère coutumier du Droit minier au Moyen Age est reconnu aujourd'hui par tous les auteurs. Il a été mis en lumière pour la première fois dans la préface du tome I du *Zeitschrift für Bergrecht*.

2. Il en est ainsi à Goslar, Iglau, Chemnitz, Massa et Villa di Chiesa, où le statut minier fait partie intégrante du statut municipal.

tant plus que dans certaines parties de la France, en particulier dans les Cévennes et dans les Pyrénées, d'anciennes mines romaines ont continué à être exploitées après les invasions.

Or, la ressemblance est complète entre les statuts du Moyen Age que nous venons de citer, et le statut d'Aljustrel : liberté d'exploitation, consécration du droit du premier occupant, droit de l'occupant allant jusqu'au droit de propriété le plus absolu, redevance au propriétaire de la superficie, redevance dont la quotité oscille, selon les temps et selon les lieux, entre la moitié et le neuvième de la production, associations du genre de celles que nous décrivent les tables d'Aljustrel, avec leur organisme si compliqué, si délicat, et surtout si bien conçu en vue d'assurer la pérennité de l'entreprise, ce ne sont là, pour ne citer que les principaux, autant de points communs.

Comment dès lors, ne pas conclure avec M. Mispoulet que notre droit minier, fondé sur le droit d'occupation, a bien sa source dans la pratique administrative romaine, autrement dit dans le droit coutumier romain.

* * *

L'erreur est donc grande de ceux qui partisans, eux aussi, de la thèse de la continuité, cherchent

l'origine de notre droit minier dans la législation romaine en lui donnant comme fondement le *Droit régalien*.

Il est incontestable que la théorie du Droit régalien se trouve fixée d'une façon définitive au ^x^e siècle; tous les documents de l'époque en font foi, et Achenbach n'hésite pas à considérer ce droit comme un des éléments constitutifs du droit commun allemand des mines. Mais où trouver un seul texte qui permette de conclure à l'origine romaine de la conception régaliennne?

Sans doute on cite un passage de Suétone où il est dit que Tibère enleva à un grand nombre de particuliers et de cités « le droit des mines et d'impôts » (1). Ce passage peut très bien s'expliquer par une allusion aux confiscations — les confiscations étaient fréquentes sous les empereurs — ou même à une simple interdiction d'exploiter.

On cite également une phrase du jurisconsulte Paul qui vient s'intercaler entre deux fragments d'Ulpien. Ce dernier vient d'énumérer certaines catégories de mines et de carrières, « ou autres choses semblables », et Paul ajoute ces mots : « pourvu cependant qu'il soit permis aux particuliers de les posséder » (2). Si l'on réfléchit que sous Justinien un

1. Tib., 49.

2. Dig., 27, 9, 3, § 6.

changement important est intervenu dans le régime des mines et carrières, et que l'État a établi à son profit un monopole pour l'extraction de l'or et de l'argent, on est amené tout naturellement à penser, c'est aussi l'opinion de M. Mispoulet, que la phrase de Paul est une interpolation de Tribonien qui aura voulu mettre le passage d'Ulpien en harmonie avec la législation de l'époque.

Non, l'origine du droit régalien n'est pas dans le droit romain; ou du moins, aucun texte ne peut servir de base à cette théorie. Cette origine, il faut, selon nous, la chercher dans le droit germanique. Le droit régalien dérive de la souveraineté territoriale. C'est un droit de domaine éminent, *Obereigenthum*, qu'on a pu qualifier de *Bodenregal*, et ce droit, les Germains le reconnurent au roi, dès que cessant d'être des tribus errantes, ils furent définitivement fixés sur le sol (v^e siècle) (1).

Ainsi concluent nombre d'auteurs, en Allemagne comme en France (2). Si parmi les preuves appor-

1. Ce droit vient lui-même probablement du droit plus ancien dont nous parle CESAR dans le *De Bello Gallico*, liv. VI, « *Magistratus ac principes in annos singulos gentibus cognationibusque hominum qui una coierunt, quantum eis, et quo loco visum est attribuunt agri, atque anno post transire cogunt* ».

2. SCHRAEDER, *Die Franken und ihr Recht* — *Zeitschrift der Savigny Stiftung*, t. II, 1881, Germ. Abth. — CHARLES LAMPRECHT, *Etude sur l'état économique de la France pendant la première partie du Moyen Age*, Paris, 1889. — GEORGES BLONDEL, *Etude sur les droits régaliens et la Constitution de Roncaglia*, dans *Mélanges*, PAUL FABRE, Paris, 1902.

tées à l'appui de leur thèse, certaines ont pu donner lieu à discussion (1), d'autres par contre ont une valeur incontestée. Comment par exemple ne pas être frappé de la nature des contributions agraires chez les tribus germaniques. Ces contributions qui sous des noms divers : *medem*, *tenagium*, *septima pars*, *septima gerba*, etc... sont mentionnées dans un grand nombre de documents, ne sont-elles pas un argument en faveur d'un droit supérieur sur la terre appartenant à la royauté.

Mais si l'idée de Droit régalien n'est pas une idée romaine, si elle est issue des conceptions germaniques les plus anciennes sur la propriété et la souveraineté, il n'en est pas moins vrai que jusqu'au ^{xii}^e siècle, cette idée reste très vague, très mal déterminée. Arndt croit apercevoir comme la première ébauche de son développement dans le droit censitaire que les exploitants payaient au roi, en retour de son autorisation d'exploiter, et que cet auteur considère comme la reconnaissance d'une propriété régaliennne.

1. Voir dans SCHRAEDER, *op. cit.*, pp. 62 et suiv.; CHARLES LAMPRECHT, *op. cit.*, pp. 73 et suiv.; GEORGES BLONDEL, *op. cit.*, pp. 236 et suiv., l'interprétation que donnent ces auteurs du titre 14, § 4 de la loi salique. Voir dans FUSTEL DE COULANGES, *Etude sur le titre « de Migrantibus » de la Loi Salique*, Paris, 1886, surtout à la page 9 note 1, une interprétation toute différente qui détruit complètement la valeur des arguments que les auteurs précités ont voulu tirer de ces textes.

Tel est du moins, ce qui résulte pour Arndt, et du texte des *Gesta Dagoberti* (chap. XL) (1), où nous lisons que Dagobert I^{er}, en l'an 635, « ...*plumbum quod ei* (au roi) *ex metallo censilum in secundo semper anno solvebatur, libras octo millia ad cooperiendam... ecclesiam... concessit*»; et de cet autre texte, acte de partage bien connu de Louis le Pieux, dans lequel ce roi donnait en l'an 817 les instructions suivantes à ses fils Pépin et Louis (2) : « Cap. XXII. « *De tributis vero et censibus vel metallis, quidquid in eorum potestate exigi vel habueri potuerit ipsi habeant...* ».

Ne peut-on pas lui objecter que l'idée régaliennne ici n'est pas en cause, qu'il est question de biens rentrant dans le domaine du roi, — *res fisci*, ou *res proprietatis* (3), les deux termes sont alors synonymes, — et que le roi, en exigeant une redevance des exploitants du tréfonds minéral, agit en sa qualité de simple propriétaire de la superficie (4).

1. *Mon. Germ. Scr. rer. Merov.* II p. 419. Cité par ZYCHA, *op. cit.* p. 19.

2. *Mon. Germ. Leg.* I, p. 199. Cité par ZYCHA, *op. cit.*, p. 19.

3. Les termes *res proprietatis*, *res fisci nostri*, *res fisci* sont alors synonymes. Voir BLONDEL, *op. cit.*, note 2, p. 238; WAITZ, *Deutsche Verfassungsgeschichte*, t. VIII, pp. 239 et suiv., cf. t. IV, p. 140.

(4) Il s'agit bien du domaine du roi dans les deux concessions données l'une par Charlemagne au Cap Naon (*portum Naonis in Francia*), en 786, en faveur de ses fils; l'autre par Louis I à Reims, en 819 (cinquième année de son règne), en faveur d'une église. Ainsi en témoignent les textes : « *Tractum regionis in saltu nostro Thurin-giaco, ad 20 milliana in longitudine et 10 in latitudine jure hereditario*

Pour trouver un acte où ce droit apparaisse avec le véritable caractère d'un droit régalien, c'est-à-dire attaché, non à la propriété du sol, mais à la fonction royale elle-même, il nous faut arriver au xii^e siècle, à l'époque des Capétiens. Dans une charte de Louis VII le Jeune (an 1162), par laquelle ce roi, confirmant des lettres de ses prédécesseurs Philippe et Louis, donne à l'évêque Gancelin et à ses successeurs *in perpetuum*, la concession de différents droits, et entre autres de droits miniers, sur toute l'étendue de l'évêché de Lodève, nous lisons ces mots : (1)

« *Concedimus tibi prefato episcopo regalia... et
« insuper minerias totius episcopatus Lodovencis qui*

« *possidendum, et facultatem damus in territorio districti illius domi-
« nationis quaerere et fodere aurum, argentumque atque omnia metalla
« uti debeat* ». GOLDAST, MELCHIOR DE HAIMINSFELD. *Collectio
constitutionum imperialium*, Francfort, 1713, in-folio. — « *Praeter
« haec omnia concedimus supradictae Ecclesiae quemdam locum fisci
« nostri valde necessarium, et ad fodiendam minam congruam in pago
« Launense... etc.* » Dans du Cange au mot *Mina*. Charta Ludovici
Imp. data Remis ann. 5, Ind. 4 in Tab. Dervensi.

On invoque quelquefois un autre document, daté de l'an 824, dans lequel il est dit que Louis le Pieux, fils de Charlemagne, concéda au monastère de Ebersheim-Munster in Witswili (Weisweiler), in Breisgau, sur les propres terres de ce monastère, le *jus naule cum investigatione auri*. Mais il est admis aujourd'hui sans conteste que ce document est un faux et ne saurait avoir aucune valeur. GRANDIDIER, *Histoire de l'Eglise et des Evêques princes de Strasbourg*, 1778, II, p. CLXXVI. ARNDT, *op. cit.*, p. 182. ZYCHA, *op. cit.*, p. 20 et note 45.

1. LUCHAIRE, *Etudes sur les Actes de Louis VII*, n° 389. La Charte de Louis VII se trouve reproduite dans *L'Histoire générale du Languedoc*, de Dom DEVIC et Dom VAISSETTE, t. V, p. 1262.

Cette Charte nous empêche d'accepter l'opinion de M. MAURICE AJAM lorsqu'il dit dans son livre *La nouvelle législation minière*

« *cumque jam aperte vel postmodum aperiende sunt,*
« *qui regii muneris esse dignoscuntur.* »

Regalia. Regii muneris esse dignoscuntur. Ces termes, semble-t-il, doivent imposer la conclusion, et nous dirons qu'il existe désormais un droit du Souverain sur les mines.

Ce droit va-t-il jusqu'à la pleine propriété? On pourrait le croire en voyant que Louis VII, devenu duc d'Aquitaine, par son mariage avec Éléonore, exerce par lui-même ou par ses prévôts, un droit de propriété (*possidit in dominio*), sur les trouvailles d'or et d'argent (*inventiones auri, argenti, fortunae*), dans toute l'étendue du territoire ducal (*usque... aquitanicum axem regendum suscepit*) (1).

Mais pour que ce texte fut une preuve décisive, il faudrait qu'aucune incertitude n'existât sur le sens de ces mots : *inventiones auri, argenti, fortunae*, et que le rédacteur de la charte ait eu réellement dans cette phrase l'intention d'opposer le trésor (*fortuna*),

(Paris, 1911), p. 6 : « On a beau fouiller les textes, on ne rencontre
« d'autre fondement aux droits de l'État sur les produits tréfonciers
« que dans sa qualité de propriétaire primitif de la surface, ou peut-être
« encore dans la fourniture de la main-d'œuvre pénitentiaire ».

1. GRASILLIER, *Cart. de N. D. de Saintes*, pp. 52 et 53 : « *Sicqui de
« cetero Guido comes, filiusque ejus Wilhelmus, per longas temporum
« successiones, usque dominus Ludovicus rex aquitanicum axem regen-
« dum suscepit, inventiones auri, argenti, fortunae, possiderunt in
« dominio et propositi eorum* ». Cité dans LUCHAIRE, *Histoire des Insti-
tutions monarchiques sous les premiers Capétiens*, Paris, 1883, in-8°,
t. I, p. 104.

à l'or ou l'argent trouvé dans les mines (*inventio auri, argenti*). Or, sur ce point nous en sommes réduits aux conjectures, et si dans les *Etablissements de Saint-Louis* (chap. LXXXVIII du Livre I^{er}), nous lisons : « ... fortune, si est quand elle est trouvée dedans terre, « et terre en est effondrée », ce que les Commentateurs de nos Coutumes (1), ont traduit par : trésor « mis en « son lieu par main d'homme » (2), et « qui est trouvé « par hasard dans la terre lorsqu'on y fouille » (3), par contre, aucun texte ne nous permet d'affirmer que les mots *inventio auri, argenti*, aient eu le sens de mine d'or ou d'argent (4).

Quoiqu'il en soit, et bien que nous ne puissions préciser d'une façon plus complète l'étendue du droit du Souverain à cette époque, il semble du moins résulter des textes, que si le mot *regalia* a maintenant un sens défini, l'idée qu'il contient répond encore à un état de fait, plutôt qu'à une véritable théorie de

1. LOISEL, *Institutes Coutumières*. Édition Dupin et Laboulaye, Notes de DE LAURIÈRE, Paris, 1846, 2 vol., in-12. — GUY COQUILLE, *Les Œuvres de M. Guy Coquille*, in-folio, Paris, 1646. — BOUTILLIER, *Somme rurale*, gr. in-folio, Bruges, 1479.

2. *Les Œuvres de M. Guy Coquille, La Coutume du Nivernais*, p. 10.

3. Note de DE LAURIÈRE dans LOISEL, *Institutes Coutumières*, sur la règle LII (liv. II, t. II) : « Le roi applique à soi la fortune et treuve « d'or ».

4. Cette signification a été donnée à tort au mot *fortuna* par les premiers rédacteurs de la Coutume d'Anjou, ce qui fait dire à DE LAURIÈRE, *op. cit.*, n° 279 : « Ceux qui rédigèrent la « Coutume d'Anjou, du temps de René de Sicile, ignorant ce que c'était que fortune, ont donc mal mis dans l'article 10, *fortune d'or en mine*, ce « qu'on a mal suivi dans l'article 61 de la *Coutume réformée* de 1508. »

droit public. C'est alors qu'intervient le droit romain ; sous son influence l'idée se complète, devient une doctrine et est mise au service du principe d'autorité dans la lutte des rois contre la Féodalité.

*
* * *

En effet, après avoir joui d'un pouvoir absolu sans contrôle, comme il convenait à leur qualité de chefs de guerre, *duces*, de conquérants des pays romains, les rois barbares avaient vu leur autorité s'affaiblir sous l'effet d'un élément dissolvant apporté par eux du fond de la Germanie, et qui résultait de leur façon de concevoir la nature du pouvoir royal.

A la fois propriétaires et souverains, ils avaient été conduits naturellement, sous les Mérovingiens et les Carolingiens, à confondre ces deux titres et à disposer de leur Souveraineté, comme ils auraient disposé de leur domaine particulier. Le pouvoir royal était devenu pour eux leur chose, leur bien propre, leur patrimoine privé.

Voilà comment, par suite des dispositions à titre gratuit des attributs de ce pouvoir au profit de certaines personnes ou de certains établissements, des renonciations aux droits régaliens, des concessions viagères, puis héréditaires de fonctions publiques,

des chartes d'immunités, les rois s'étaient vus dépouillés de tout le domaine utile de leur royauté. Et voilà comment aussi, les rois sentirent un jour le besoin de reprendre ce qu'ils avaient abandonné et comment ils furent heureux de trouver dans le droit romain les principes qui allaient leur permettre de justifier leurs revendications.

Nous pouvons nous rendre compte aisément de la façon dont les choses durent se passer, en lisant dans l'étude très savante et très documentée de M. Georges Blondel, le récit des événements qui, le 11 novembre 1158, se déroulèrent dans les plaines du Pô, et eurent pour résultat la promulgation par Frédéric Barberousse de la constitution « *de Regalibus* » à la diète de Roncaglia (1).

Cette Constitution n'intéresse pas seulement les sujets de l'Empire. N'oublions pas en effet qu'elle fut incorporée par Frédéric aux *Libri Feudorum* (Livre II, t. LVI), recueil qui de l'École de Bologne pénétra en France, au même titre que le *Corpus juris civilis*, dont il formait une sorte d'appendice, et exerça une influence sur la formation de notre droit (2).

L'Empereur germanique entendait faire naître à son profit tous les droits régaliens tombés en

1. GEORGES BLONDEL, *Etude sur les Droits Régaliens et la Constitution de Roncaglia*, dans *Mélanges*, PAUL FABRE, Paris, I, 1902.

2. ESMEIN, *Cours d'histoire du Droit français*, 1898, 3^e édit., p. 714.

désuétude. Il s'agissait tout d'abord de bien les définir, d'en rassembler les éléments épars, et nous le voyons pour cette œuvre faire appel aux Légistes.

Ce sont les Légistes qui, dans la personne de quatre jurisconsultes de l'École de Bologne, auront la charge de dresser la liste de ces droits, liste d'une composition bien disparate, où nous devons signaler le droit des salines et des mines (1). Ce sont les Légistes qui, sans aucun doute, à Roncaglia inspireront l'Évêque Ubertus, lorsque s'adressant à Frédéric, il rééditera pour lui « *timore vel amore* » la vieille formule du droit public romain : « *Quod principi placuit, legis habet vigorem* » (2).

Plus tard, cette formule revivra dans le droit français du Moyen Âge. « *Si veut le roi, si veut la loi* » (3), tels sont les termes par lesquels nos coutumes traduiront la loi romaine. Et nos Légistes, tout imbus des idées transmises par les maîtres de Bologne, dégageant des textes de la compilation de Justinien l'image d'une monarchie absolue et administrative, s'efforceront de la fixer dans la réalité et de recons-

1. PAUL VIOLLET, *Histoire des Institutions politiques de la France*, 1898, t. II, p. 228.

2. « *Scias itaque omne jus populi in condendis legibus tibi concessum. Tua voluntas jus est, sicuti dicitur quod principi placuit legis habet vigorem, cum populis ei et in eum omne suum imperium potestatem concesserit* ». PERTZ, *Leges*, t. II, p. 3.

3. LOISEL, *Inst. Coutumières*, in-12, Paris, 1679, liv. 1. t. 1, r. 1.

tituer au profit du roi la puissance de l'Empereur romain.

Est-ce à dire que notre droit public, à cette époque, se résume dans cette unique formule d'absolutisme? Non, déjà une autre idée apparaît, l'idée de l'intérêt public, idée qui n'est encore qu'en germe mais qui se développera et deviendra l'idée fondamentale de notre droit public moderne. Cette idée, M. Esmein, dans son *Histoire du Droit français*, exposant l'œuvre politique des Légistes, la souligne fort heureusement : « Ils faisaient appel à un principe supérieur, compris aisément de tous, accessible aux ignorants comme aux savants, l'idée de l'intérêt public, auquel ils donnaient le roi comme représentant. Beaumanoir dans sa théorie du pouvoir législatif de la royauté, ne s'inspirait pas seulement du droit impérial, il invoquait surtout le *commun profil du royaume* » (1).

C'est également l'intérêt public que l'éminent jurisconsulte Domat, au XVIII^e siècle, mettait en avant pour expliquer le droit du Souverain sur les mines : « La nécessité des métaux, dit-il dans son traité de droit public, non seulement pour les monnaies, pour l'usage des armes et pour celui de l'artillerie, mais pour une infinité d'autres besoins et

1. ESMEIN, *Cours d'histoire du Droit français*, Paris 1898, 3^e édit., p. 340.

« commodités, dont plusieurs regardent l'*intérêt public*,
« rend ces matières et celles des autres métaux si
« utiles et si nécessaires dans son État, qu'il est de
« l'*ordre de la police*, que le Souverain ait sur les mines
« de ces matières un droit indépendant de celui des
« propriétaires des lieux où elles se trouvent » (1).

Faut-il conclure de là que le droit régalien n'est plus qu'un simple *droit de police*, et qu'il a perdu le caractère de *droit domanial* qu'il avait au début de l'époque féodale. Comment pourrait-on l'affirmer lorsque moins d'un siècle avant Domat (1666), Louis XIV écrivait au Dauphin : « Vous devez être
« persuadé que les rois ont naturellement disposi-
« tion pleine et entière de tous les biens qui sont
« possédés aussi bien par les gens d'Église que par
« les séculiers, pour en user en tout temps, comme
« de sages économes, c'est-à-dire suivant le besoin
« général de leur État » (2).

Disons simplement que le roi ne dispose plus du bien de ses sujets comme d'un bien propre, et reprenant la définition du savant Héron de Villefosse, que le droit régalien appliqué aux mines est devenu
« le droit que se réserve l'État entier représenté par
« le Souverain, de disposer de la propriété souter-

1. DOMAT, *Les loix civiles dans leur ordre naturel. Le Droit public et Legum delectus*, Paris, 1771, art. XIX, section II, titre II.

2. *Œuvres de Louis XIV*, Paris, 1806, t. II, p. 121.

« raine, comme d'une propriété publique... et d'en disposer pour le plus grand avantage de la société » (1).

Mais ajoutons aussi que le roi dispose des mines, comme il disposerait du reste de toute autre propriété, fût-ce celle d'un de ses sujets, d'une façon toute arbitraire, sans nul contrepoids à sa volonté, si ce n'est la voix de sa conscience et le sentiment de sa responsabilité devant Dieu, d'où émane son pouvoir (2). Comme à Athènes, comme à Rome, où l'État absorbait l'individu, et ne lui laissait aucun droit, c'est le *principe d'autorité*, qui, jusqu'à la Révolution, régira tous les actes de la vie publique, et c'est ce principe d'autorité que nous allons retrouver en parcourant les Archives de notre Histoire, chaque fois que nous verrons le roi intervenir pour assurer l'exploitation des richesses minières de notre sol.

1. HÉRON DE VILLEFOSSE, *De la richesse minérale*, 2 vol. in-4°, Paris, 1810, t. I, p. 6.

2. DOMAT : « Puisque le Gouvernement est nécessaire pour le bien commun, et que c'est Dieu même qui l'a établi... » *Le Droit public*, t. I, section II, § 1.

LOISEL : « Le roi ne tient que de Dieu et de l'épée », *Institutes Coutumières*, liv. I, t. I, r. II.

LOYSEAU : « Les princes sont vassaux et feudataires de Dieu : c'est pourquoi ils sont institués rois par la grâce de Dieu et sont dits tenir de Dieu et de l'épée, qui est la raison pour laquelle saint Clément appelle le roi le féal et l'homme de Dieu. »

CHAPITRE II

Influence des Idées économiques sur la Législation minière Mercantilisme et Protectionnisme

Parmi les documents consultés, nous avons choisi de préférence ceux où se manifeste le plus nettement l'influence des préoccupations diverses, politiques, mais surtout économiques, qui tour à tour ont inspiré les actes de l'autorité souveraine. L'histoire de notre législation minière n'est-elle pas en effet comme un reflet de l'histoire de nos doctrines économiques? N'est-ce pas au sujet des mines que les principes de *l'Ecole Mercantile*, par exemple, ont trouvé leurs plus nombreuses applications? Nous aurons bientôt l'occasion de le démontrer.

Dans l'ordonnance de Charles VI du 30 mai 1413, la première en date de celles que mentionnent les différents recueils des actes royaux relatifs aux mines (I), une idée politique, tout d'abord, semble avoir amené l'intervention royale en cette matière. Nous assistons là à un épisode de la lutte engagée par les Capétiens et continuée par les Valois pour

1. Voir l'indication de ces recueils dans ISNARD, *Actes royaux*, au mot *mines*, p. CLXXV. Catalogue général des livres imprimés à la Bibliothèque nationale, Paris, in-8°, 1910.

battre en brèche l'autorité seigneuriale et la dépouiller peu à peu de ses plus précieux privilèges. Charles VI, tout en cherchant à encourager la production minière, soit par la concession de certains avantages aux mineurs, soit par la liberté d'exploitation qui leur permet de « quérir mines en tous lieux, » veut avant tout, à l'encontre des seigneurs, faire reconnaître son droit au dixième du produit, droit représentatif de sa souveraineté.

« Esquelles mines, dit-il, et autres quelzconques
« estant en nostredit royaume, nous ayons et devons
« avoir, et à nous et non à autre, appartient de plein
« droit, tant à cause de notre souveraineté et majesté
« royale, comme autrement, la dixième partie de
« tous mestaulx qui en icelles mynes est ouvré et mis
« au cler... etc. » (1).

Les successeurs de Charles VI ne manqueront pas en maintes occasions de rappeler ce droit, et certaines Ordonnances royales jusqu'à François I^{er}, ne seront même que la confirmation pure et simple de l'acte précédent (2). Acte politique à son origine,

1. *Ordonnances des rois de France sous la troisième race*, t. X, p. 141, — ISAMBERT, t. VII, n. 540.

2. CHARLES VII, 1^{er} juillet 1437, *Ordonnances*, t. XIII, p. 236. — LOUIS XI, Déc. 1461. (Cette ordonnance se réfère non à l'*Ordonnance* de 1437, mais à une autre *Ordonnance* de CHARLES VII du 21 mai 1455), *Ordonnances*, t. XV, p. 264. — CHARLES VIII, février 1483, *Ordonnances*, t. XXI, p. 41 n. 3. — LOUIS XII, juin 1498, *Ordonnances*, t. XXI, p. 41. — FRANÇOIS I^{er}, Déc. 1515, *Catalogue des Actes de François I^{er}*, n° 397.

soit; mais dans la suite acte surtout fiscal. Toute crainte pour le roi d'une compétition des seigneurs devait en effet s'évanouir, le jour où, le régime féodal ayant disparu, la Monarchie, tempérée sous Louis XII, fut devenue une Monarchie franchement absolue sous François I^{er} et Henri II.

Une autre idée, idée économique cette fois, va s'imposer très vite dans tous les actes miniers. La préoccupation constante de nos rois sera, avant tout, d'accroître le stock métallique, pour les théoriciens de l'époque seule source de richesse du pays, soit en encourageant la recherche des métaux précieux, soit en faisant sortir du sol ces produits dont l'absence aurait pour résultat de les rendre tributaires de l'étranger, et de les obliger, par voie d'échange, à lui abandonner une partie de leur numéraire. Nous reconnaissons là les principes du *Mercantilisme*, théorie fameuse dans notre histoire économique, et qui, malgré ses erreurs, malgré ses excès, compte de nombreux bienfaits à son actif.

Il faut avouer que jamais les circonstances n'avaient été plus favorables à l'éclosion d'un pareil système. Depuis le x^e siècle jusqu'au commencement du xvi^e, le numéraire s'était fait de plus en plus rare, par suite et de la déperdition résultant de l'usage, et de l'oubli dans lequel on laissait les mines, et sur-

tout du drainage du métal précieux vers les pays d'Orient (1).

Au début du Moyen Age, l'argent *capital* n'existe pas encore. La monnaie n'est qu'une sorte d'étalon de la valeur des objets, c'est l'argent *mesure*. Tel est du moins le rôle que lui assigne M. Bridrey, dans son ouvrage sur *Nicole Oresme et la Théorie de la Monnaie au XIV^e siècle* :

« Dans toute la haute époque, dit-il, l'échange est « le mode normal d'acquisition. Les prestations des « contrats à redevances périodiques, se font en nature. « Si la monnaie intervient dans les actes, c'est comme « moyen d'évaluer les prestations qui doivent en « définitive s'exécuter en nature » (2).

Et il en trouve une preuve éclatante dans ce fait que les contrats de cette période ont bien soin « de « stipuler sous une double forme, d'objets matériels, « et ensuite en somme d'argent, les prestations à « fournir. »

1. Voir le *Mémoire* de GUIGNES sur l'état du commerce en France dans le Levant avant et après les Croisades. Académie des Inscriptions et Belles Lettres, t. XXXVII, 1774, p. 467.

2. BRIDREY, *Théorie de la Monnaie au XIV^e siècle*, in-8°, Paris, 1906, p. 144. — Voir contra : DIEUDONNÉ, *La Théorie de la Monnaie à l'époque féodale et royale*, in-8°, Paris, 1909 (extrait de la *Revue numismatique*, 1909, pp. 8 et 9) et ERNEST BABELON, *La Théorie féodale de la Monnaie*, in-4°, Paris, 1908, pp. 19-22. Il est certain, ce qui vient à l'appui de l'enseignement de ces deux auteurs, qu'on spécifiait souvent dans les contrats que les paiements seraient faits en monnaie de bon aloi, preuve qu'on tenait bien compte dans une certaine mesure, en pratique, sinon en théorie, de la valeur intrinsèque de la monnaie.

Tant que la vie économique resta concentrée dans le cadre étroit de la Seigneurie, cette cellule du corps féodal à laquelle avait abouti le morcellement de l'Empire de Charlemagne, peu importait qu'il y eut ou non du numéraire. Le commerce avec le dehors n'existe pas encore, si ce n'est peut-être avec certaines contrées d'Orient, les besoins sont limités, et les habitants, vivant d'une vie agricole, trouvent sur leur sol de quoi les satisfaire. Le troc en nature peut suffire alors pour les transactions.

Mais vers le commencement du xiv^e siècle, le cadre primitif est brisé. Cette œuvre, l'unification du territoire, qui avait été la grande pensée du règne des Capétiens, et à laquelle avaient tendu tous leurs efforts, est en partie réalisée. Lorsqu'en 1328 va s'éteindre leur lignée directe et s'ouvrir la période des Valois, tous les grands fiefs, à l'exception de la Flandre, de la Bretagne, de la Guyenne et de la Bourgogne, ont été absorbés ou détruits. Plus d'unité au point de vue territorial a pour conséquence plus d'autorité et par suite plus d'ordre et de sécurité dans le royaume; d'où un développement de besoins nouveaux, d'où la substitution au régime d'économie restreinte des siècles précédents, d'un régime d'économie commerciale plus large et plus intense. C'est l'époque où les grandes foires de Narbonne,

de Beaucaire, de Lyon et surtout de Champagne sont le rendez-vous de toutes les nations (1).

Alors se font sentir les inconvénients de l'absence du numéraire. La plainte est générale. Dès 1304, au pape qui lui reproche de ne pas faire de la monnaie forte, Philippe le Bel répond « que cette chose ne povoit à bonne manière si hastivement estre faicte, se les nouvelles monnoies couranz... n'estoient mises par devers les monnoyers, pour avoir plus matière à faire monnoie » (2).

En 1322, Charles le Bel, à son tour, dénonce cette pénurie des monnaies. « Si pou, dit-il, en est maintenant entre les peuples pour paiemens, marchander et autres choses faire, que grand deffaut en est partout » (3).

Sous Philippe de Valois, le 1^{er} janvier 1336, à la suite d'une délibération du grand Conseil, où se trouvaient plusieurs barons et prélats, le roi déclare que tous « se douloient moult et comploignoient de jour en jour, et espécialement le commun peuple,

1. Le Commerce resta quelque temps encore dans des limites assez étroites. Voir l'*Ordonnance* du 6 février 1304, par laquelle PHILIPPE LE BEL porte défense de transporter hors des frontières, du blé, du vin et autres marchandises, dans la crainte de favoriser des nations ennemies du royaume. *Ordonnances*, t. I, p. 424.

2. Arch. Nat., J. 419, pièce 11. Cité par BOUTARIC, dans *La France sous Philippe le Bel*, p. 314. Cité également par Bridrey, *op. cit.* p. 150, note 1.

3. Ordonnance du 5 mai 1322, *Ordonnances*, t. I, p. 766.

« de la grant deffaut qui estoit de monnoie en le « royaume » (1).

Et la plainte continuera à s'élever de toutes les parties du royaume jusque sous le règne de François I^{er}. Elle se fera même plus pressante à mesure que les approvisionnements des mines, toujours très limités, correspondront de moins en moins aux besoins croissants du commerce. Ce défaut d'équilibre se fera sentir surtout à la fin du x^{ve} siècle, époque où la valeur des métaux précieux atteindra son chiffre le plus élevé, « au détriment, pauvreté et destruction, de nostre dit royaume pais et seigneuries » (2).

Fait digne de remarque, la découverte de l'Amérique et des trésors qu'elle renfermait, aura une influence beaucoup plus tardive en France que dans les autres pays d'Europe. Le fléchissement du prix des denrées, conséquence nécessaire de la hausse du métal précieux, se maintiendra sans changement notable jusqu'en 1525, et la hausse, légère d'abord, ne s'accroîtra guère que vers 1550. « La première mention faite à « notre connaissance, dit M. Levasseur, du renchérissement dans un document officiel, date de deux ans « après la mort du roi (François I^{er}). Elle se trouve

1. Ordonnance du 1^{er} janvier 1336. *Ordonnances* t. VI suppl., p. 1, b.

2. Ordonnance du 22 septembre 1506. Citée par E. LEVASSEUR, *Mémoire sur les Monnaies du règne de François I^{er}*, dans *Ordonnances des Rois de France*, Règne de François I^{er}, t. 1, Paris, 1902, p. CXXXV.

« dans une Ordonnance sur les monnaies de janvier 1549. Le roi Henri II y dit, entre autres motifs
« de l'élévation du salaire des monnayeurs, qu'il la
« leur accorde, ayant esgard à la cherté de l'eau forte,
« ciment et charges cy-dessus spécifiés » (1).

C'est que pendant longtemps, la lutte avec la Maison d'Autriche fit obstacle à l'introduction en France des produits des mines du Mexique et du Pérou. Cette lutte, en effet, par suite de l'étendue de la puissance de Charles-Quint, puissance qui s'exerçait non seulement sur l'Espagne, mais aussi sur la Picardie, les Flandres, la Franche-Comté et la Bourgogne, tenait fermées la plupart de nos frontières. Celles-ci ne devaient se rouvrir que par le traité de Cateau-Cambrésis en 1559.

* * *

Après cet exposé de notre situation économique au point de vue monétaire, du x^e au xvi^e siècle, il est facile de comprendre que la monnaie ait pris une importance d'autant plus grande qu'elle était plus rare. C'est la richesse par excellence qu'il faut se procurer à tout prix, et le *Mercantilisme*, en indi-

1. E. LEVASSEUR, *op. cit.*, p. CLXXXIII.

quant les moyens de l'obtenir par le commerce, et surtout par l'exportation des produits du pays, ne faisait que traduire des faits économiques qui constituaient alors la pratique courante.

S'agit-il des mines de fer? Charles VII dans une Ordonnance du 21 mai 1455, reproduite et confirmée par Louis XI, dans une autre Ordonnance de décembre 1461, édicte : « Que pour l'utilité et prouff
« fit de la chose publicque du royaume, trop mieulx
« est tirer et forger le fer qui est en icelluy et en ouvrir
« et faire les choses nécessaires, que l'acheter de ceulx
« qui l'amènent d'autres pays estrangers et pour icel-
« luy recoivent grant nombre d'or et d'argent qu'ils
« emportent esdits pays estrangers; et jamais ne
« retournent en nostredit royaume, qui est à grant
« charge et faute d'icelluy... » (1).

Quelques années plus tard Louis XI reviendra sur la même idée et la précisera encore davantage dans l'Édit sur l'exploitation des mines rendu à Montilz-lès-Tours en septembre 1471 (2). On a souvent signalé l'importance de cet Édit dans l'histoire de la Législation minière, d'abord parce que, chronologiquement, il est le premier des actes royaux

1. *Ordonnances*, t. XV, p. 264.

2. ISAMBERT t. X., pp. 623-635. *Ordonnances*, t. XVII, p. 446.

sur les mines, enregistré par les Parlements (ceux de Paris et de Toulouse), puis en raison de certaines de ses dispositions qui se retrouvent, presque identiques, dans les lois de 1791 et de 1810 (1). Mais pour nous, étant donné le point de vue auquel nous nous plaçons, son intérêt est surtout d'ordre économique et nous ne pouvons mieux faire pour appuyer notre démonstration que d'en donner l'extrait suivant :

« En nos royaumes, Dauphiné, comtés de Valentinois, Diois, Roussillon, Sardaigne et ès montagnes de Catalogne, et ès marches d'environ, y a plusieurs mines d'or et d'argent, de cuivre, de plomb, estain, pottin, azur et aultres métaux et matières, lesquelles, par deffaut de conduite d'ouvriers et d'autres gens experts et connoissans en telles matières, et des édits et constitutions et ordonnances convenables et nécessaires pour l'entremectement d'iceulx, sont et demeurent en chômage et de nul effet et valeur... et que en deffaut pourvoir à ces choses nous et nosdicts subjects y avons de grands dommaiges, et se vuide chascun jour l'or et l'argent de nosdicts royaume, Dauphiné, pays et lieux dessus dicts sans y retourner,

1. Le fait a été signalé pour la première fois par M. MIGNERON, dans un article sur les mines où il dit : « On est frappé de la conformité de vues d'après laquelle certaines questions ont été décidées à deux époques séparées l'une de l'autre par un intervalle de trois siècles et demi. »

« dont se pourroit ensuir la totale ruine et destruc-
« tion d'iceulx, si provision n'estait à ce par nous don-
« née, par quoy l'or et l'argent ainsy transporté
« puisse retourner en nosdicts royaumes, Dauphiné
« et autres pays dessus nommés, et l'utilité publi-
« que d'iceulx et préservation des dommages et in-
« térêts que ont soufferts jusqu'à cette heure par
« deffaut de ladicte provision, toutes manières de
« gens, tant d'esglise que nobles, bourgeois, marchands,
« gens mécaniques, laboureurs et autres demeurans
« esdicts pays... ».

L'Édit propose comme remède à de pareils maux, d'encourager l'ouverture des mines, de régler leur exploitation.

« ...Et en ce faisant l'or et l'argent en seroit et
« recouvreroit évidemment en plus grande quantité
« sans comparaison en nosdicts royaume pays et sei-
« gneuries, qu'il ne faict à présent, et si auront nos
« monnoyes, qui sont la pluspart en chommaige,
« largement à besoigner, et s'espandroit l'or et l'ar-
« gent par les bourses, et y auraient tous et chascun
« en son endroit grande utilité et prouffit... ».

Avec les successeurs de Louis XI, la sollicitude royale continuera, et pour les mêmes motifs, à s'étendre sur les mines, et si le droit régalien du dixième est toujours rappelé dans les Ordonnances, soit pour en exempter les exploitants, soit au contraire

pour le leur réclamer, la question monétaire n'en reste pas moins au premier plan.

C'est ainsi que François I^{er}, dans la Déclaration du 18 mai 1543 (1), relative aux mines de fer du Royaume, après avoir un instant songé, devant « le « grand dégat et dépopulation qui se faisait ès bois « et forêts... pour fournir et entretenir le grand « nombre de forges à fer situées près des dites forêts », à réduire lesdites forges, revient sur cette décision, par suite de « la remontrance qui nous a été faite, « dit-il, du grand trafic et traité dudit fer qui se fait « aux estrangers et de l'argent qui en demeure en « nostredit royaume, au profit de nos sujets dont « plusieurs sont et deviennent riches, qui en discon- « tinuant le dit trafic et industrie demeureraient « pauvres et ruinés. »

De même sous Henri II, dans les lettres patentes du 10 octobre 1552 (2), portant ampliation des privilèges précédemment accordés au Seigneur de Roberval pour l'exploitation des mines du royaume, le roi, après avoir constaté le peu d'avancement des mines et les inconvénients qui en résultent, ajoute :

1. ISAMBERT, t. XII, p. 810.

2. ISAMBERT, t. XIII, p. 285. L'énumération des mines dont il s'agit est donnée dans l'Ordonnance du 30 septembre 1548. ISAMBERT, t. XIII, p. 57. Il y est question des mines de azur acre, azur commun, verdelain naturel, antimoine, ocre, orpiment, calamine, vitriol, alun, gonttrain, gommès terrestres, huiles terrestres, pétrole, charbons terrestres, tourbes, houilles, sel gemme, jayet, jaspe, pierreries fines, pierreries étranges.

« A quoy commodement et bien se peut obvier par
« la continuation et entretenement desdites minières
« et que en nosdits pays le dit de Roberval nous a
« fait entendre estre diverses et en bien grand
« nombre, par le moyen desquelles et ayant ainsi
« en nosdits pays, les dits métaux et minéraux,
« l'argent des denrées et marchandises de nostre-
« dit royaume, qui sont infinies, y demeurera et nosdits
« sujets, en ce faisant, y demeureront plus riches et
« opulens sans que les dits étrangers n'y ayent plus
« aucun moyen de ainsi succer leur substance. »

Ces raisons se retrouvaient identiques dans les Lettres patentes, par lesquelles Henri III, en 1557, continuait à son « cher et bien aimé » Étienne de Lescot, le droit d'ouvrir les mines pendant dix ans. Voici en quels termes le roi s'exprimait : « Semblablement a aussi le dit Lescot, suppliant, découvert plusieurs endroits en notredit royaume, où il se pourrait tirer grande quantité d'aluns, vitriol et couperose, et plusieurs autres sels, huiles terrestres et autres espèces, même pour le savon tant en pain que liquide, lesquelles pour avoir été jusqu'à présent cachées ou ignorées l'on est contraint d'aller quérir en plusieurs lointains pays, transportant par ce moyen grand nombre de deniers hors cestuy notre royaume, lesquels en ce faisant i's demeuraient et en seraient apportés par nos voisins étrangers, qui se viendront fournir desdites choses et

« de plusieurs autres espèces de minéraux et semi-minéraux en nostre royaume. »

Encourager l'extraction des matières nécessaires à notre industrie, et par là empêcher la sortie du numéraire, tel fut, nous venons de le voir, le principal mobile qui inspira l'action royale dans la question minière. Ce mobile, par une conséquence nécessaire, allait conduire tout naturellement à interdire l'entrée de nos frontières aux produits venant de l'étranger et que l'on pouvait trouver sur notre sol. En un mot, il allait aboutir au système protecteur qui sera celui de toute la monarchie française jusqu'à la Révolution, et qui, appliqué pour la première fois, d'une façon suivie, sous François I^{er}, se développera sous Henri IV et atteindra son apogée sous Louis XIV avec Colbert (1).

. * .

Est-il besoin de rappeler que c'est pour une grande part à cette politique économique, qu'Henri IV dut

1. Pour certains, François I^{er} lui-même serait le créateur du système protectionniste, pour d'autres, René de Biragues l'aurait importé d'Italie. Sous François I^{er}, il y eut prohibition des draps étrangers, principalement ceux de Perpignan et de Catalogne, prohibition également des sagetteries flamandes; l'importation des draps d'or, d'argent et de soie ne fut plus autorisée que par Lyon, pour les étoffes d'Italie, et par Narbonne et Bayonne pour celles d'Espagne. LEVASSEUR, *op. cit.*, t. II, p. 46.

de pouvoir rétablir les affaires du royaume, un instant compromises par les guerres de religion qui avaient ensanglanté les règnes précédents?

Cette politique avait à cette époque trouvé un ardent défenseur dans la personne d'Hippolyte Laffémas, commerçant, devenu tailleur, valet de chambre du roi de Navarre, puis fournisseur de son « argenterie », puis enfin contrôleur général du commerce, et auquel le roi prêtait volontiers une oreille attentive lorsqu'il l'entretenait du développement à donner à l'industrie, dut-il déplaire à cet autre conseiller, le Ministre Sully, qui lui ne voyait pas de salut possible en dehors de l'agriculture.

Elle fut exposée et développée par un brillant écrivain, observateur avisé, Antoine de Montchrétien, qui, quelques années après la mort de Henri IV, dans son *Traité de l'Economie politique*, dédié à Louis XIII et à sa mère, écrivait cette phrase bien caractéristique : « Donnez-vous le consentement de voir le fer se transmuier en or entre les mains de vos hommes, au lieu que l'or de France se transforme en fer par l'artifice des estrangers » (1).

1. *Traité de l'Economie politique*, édition Funck-Brentano, p. 57.

LAFFEMAS avait exprimé la même pensée : « Tout ainsi que les bonnes gens des champs aux moissons et vendanges, désirent payer leur taille au roy, et leurs dettes particulières, par le moyen de leurs bleds, vins et autres fruits, pareillement le peuple des villes et autres personnes se préparent, ayant reçu leurs rentes et revenus, de payer

Comment, par suite, n'aurait-elle pas remis en honneur l'industrie minière, qui, pareillement à toutes les autres industries, était tombée, au début du règne dans le plus complet abandon. C'est en 1600 que l'ambassadeur vénitien Vendramin constatait que la France, si riche en produits naturels de toutes sortes, manquait de mines (1). C'est en 1601 qu'Henri IV, après avoir fait faire une enquête sur tous les gisements miniers du royaume, plus nombreux que ne l'avait supposé Vendramin (2), rendait un Édit sur les mines (3), complété en 1604 par un arrêt du Conseil (4). Il y faisait de leur exploitation un véritable service public, soumis à une réglementation

« aux étrangers leur tribut, par le moyen des marchandises manu-
« facturées qu'ils apportent par tout le dit royaume. » *Les Monopoles
et trafics des étrangers découverts*, 1598, p. 19. Cité par LEVASSEUR,
op. cit., p. 183.

1. ALBERI, Série I, t. IV, p. 459 : « *Il regno di Francia e abbondante
« di tutte le cose; manca solo di miniere per non esser montuoso, ma cava
« l'oro doi suoi vicini.* »

2. PALMA CAYET et DE THOU en ont fait une énumération presque identique (*Chronologie septennaire*, anno 1602. — *Thuani Historia*, VI, 156, anno 1603). Cités par FAGNIEZ dans *L'Economie sociale de la France à l'époque de Henri IV*, p. 32. — Pyrénées : mines d'or, d'argent, de talc et de cuivre. — Montagnes du pays de Foix : mines de jayet et de pierres précieuses. — Ariège : parcelles d'or. — Environs de Carcassonne : mines d'argent. — Cévennes et Gévaudan : Mines de plomb et étain. — Auvergne : fer. — Village de Saint-Martin en Lyonnais : or et argent. — Normandie : argent et étain de très bonne qualité. — Annonay : mines de plomb. — Picardie et Brie : marcasite, or et argent.

3. LAMÉ FLEURY, *op. cit.*, p. 74.

4. Arrêt du 14 mai 1604. LAMÉ FLEURY, *op. cit.*, p. 87.

précise (1) et placé sous le contrôle d'un Grand Maître Intendant des Mines et de son Lieutenant général.

Les bienfaits de cet acte se firent sentir non seulement pour les mines, mais aussi pour les industries connexes, et en particulier pour celles des fers et des aciers. Malheureusement l'œuvre ne put survivre à celui qui en avait été l'inspirateur, et lorsque Colbert, en 1660, prit en mains la direction des Finances du royaume, il devait retrouver les mines dans le même délaissement où Henri IV les avait trouvées lui-même.

Qui donc n'éprouve un sentiment d'admiration devant l'effort prodigieux fourni par Colbert, pour rendre une nouvelle activité au commerce et à l'industrie ! Mais entraîné dans le sillage lumineux que laissait derrière lui le règne si brillant d'Henri IV, pénétré de cette idée, que, seule, la politique économique suivie par ce prince, avait été capable de ramener la prospérité dans le pays, nous le verrons reprendre, en les exagérant, tous les errements du *Mercantilisme* et du *Protectionnisme*.

1. Dans l'arrêt de 1604 se trouve pour la première fois une pensée de bienfaisance à l'égard des ouvriers mineurs. Le trentième du produit net de chaque mine doit être versé dans une caisse spéciale, « pour « l'entretienement d'un ou deux prêtres, selon qu'il en sera besoin, tant « pour dire la messe à l'heure qui sera réglée tous les dimanches et « jours de fête sur semaine, administrer les sacrements que pour « l'entretienement d'un chirurgien et achats de médicaments, afin « que les pauvres blessés soient secourus gratuitement. et par exemple « de charité les autres plus encouragés au travail des dites mines. »

Dès le début de son Ministère, en 1663, nous en trouvons les principes énoncés, sous la forme d'une sorte de discours programme, dans une minute autographe faisant partie des Archives de M. le Duc de Luynes.

« ...Autrefois, lisons-nous, les peuples gagnoient « beaucoup aux manufactures (il ne sortait point « d'argent du royaume pour ce commerce, et, au contraire il y en entroit beaucoup), à présent, les peuples ne gagnent rien, (il sort beaucoup d'argent « du royaume et il n'y en entre point) » (1).

Puis l'auteur passe en revue chacune des branches de l'industrie, et les moyens à employer pour remédier à la ruine des manufactures, et, lorsqu'il arrive à l'industrie minière, il écrit : « Faire travailler aux mines de charbon, de fer, de plomb, de cuivre; il sort un million du royaume » (2).

« *Il sort un million du royaume* »; voilà surtout ce qui avait frappé Colbert, auquel « l'abondance d'argent dans un État », paraissait être la cause unique de sa « grandeur » et de sa « puissance » (3). Nous n'avons pas à raconter ici la guerre de tarifs, véritable « guerre d'argent », qu'il fit aux peuples voisins pour accaparer au profit de la France la plus grosse partie du stock de numéraire, alors en circu-

1. P. CLÉMENT, *Les lettres de Colbert*, t. II, p. CCLII.

2. P. CLÉMENT, *Les lettres de Colbert*, t. II, p. CCLXII.

3. P. CLÉMENT, *Les lettres de Colbert*, t. II, pp. CCLXVIII et CCLXIX.

lation dans le monde. Qu'il nous suffise de rappeler ce qu'il fit pour les mines.

Au moment où Colbert songeait à doter la France d'une puissante marine de guerre, il importait d'avoir à discrétion sur notre sol les métaux, et particulièrement le fer et le cuivre, nécessaires à la fabrication des ferrures de navires, des ancres, des canons, des boulets, des armes de toute espèce, et de nous affranchir ainsi du tribut onéreux payé à la Hollande, à l'Allemagne, et aux pays scandinaves. Notre tréfonds minéral n'est-il pas assez riche pour que nous puissions nous suffire à nous-mêmes, et n'est-il pas « ridicule que nous allions chercher chez les étrangers ce que nous avons en abondance » (1). Pour le mettre en exploitation, Colbert y apportera son activité habituelle, mais surtout ce soin du détail qui lui donne parfois plus l'air d'un chef d'industrie que d'un homme d'État.

Il a des agents qui le renseignent jour par jour sur l'état des travaux qu'il fait entreprendre, le plus souvent aux frais du trésor, dans les lieux où le minéral lui a été signalé. A ce point de vue sa correspondance est intéressante à consulter.

A Saint-Étienne, Dalliès de la Tour le tient au courant des progrès de la fonderie de canons. Je

1. Lettre de Colbert à l'Intendant de la Marine à Rochefort (1666). Fonds des 500 de Colbert, n° 126.

« m'applique fort, lui écrit-il, à la recherche du bon « fer, comme le fondement solide de la bonne fabri- « que des armes », et il lui vante surtout celui du Dauphiné (1). A Châlons, Gargan vient d'établir une manufacture de cuivre; cet ingénieur envoie à Colbert un échantillon de calamine, et le prévient en même temps qu'il a « gagné à Stalbrich (Stolberg) « un maître fondeur que l'on dit estre très habile », opération difficile, car « ce n'est qu'avec grand risque « qu'il échappe des ouvriers de ce pays-là » (2).

Les ouvriers étrangers seront en effet pour Colbert de précieux auxiliaires, et confiant dans l'habileté des mineurs Suédois et Allemands, il aura plus d'une fois recours à eux pour diriger et former les ouvriers du pays (3). Deux Suédois, les frères Besche, auront pendant quelque temps toute la confiance du roi et de son ministre. Ils avaient été proposés, l'un à la direction des fonderies de fer de Bourgogne, l'autre des mines de Rouergue et du Languedoc où il travaillait sous la surveillance de de Pennautier, trésorier des États de Languedoc,

1. DEPPING, *Correspondance administrative sous Louis XIV* t. III, p. 722.

2. DEPPING, *Correspondance administrative sous Louis XIV*, t. III, p. 786.

3. Sur les causes de cette habileté plus grande des mineurs allemands voir la communication de M. MATHOREZ, inspecteur des finances, à l'Académie des Sciences morales et politiques (séance du 24 juillet 1915), et les observations présentées par M. PAUL LEROY-BEAULIEU. *Journ. off.*, n° du 29 juillet 1915, p. 5215.

et des ingénieurs de Clerville et de la Feuille (1). Ces entreprises, du reste, n'eurent aucun succès, et Louis XIV dut même, en 1676, retirer à l'un des deux frères une terre de 40.000 livres, qu'il lui avait concédée afin d'y établir une fabrique de canons pour la marine (2).

Parfois Colbert se contente d'encourager les recherches des particuliers, et leur laisse, sous une tutelle sévère, la liberté d'exploiter. Parfois aussi, devant les difficultés de l'entreprise et les frais de mise en œuvre, il pense que l'État seul est capable d'assurer une aussi lourde tâche. C'est ainsi qu'un sieur de Marsigny, ayant découvert une mine de mercure dans la Généralité de Caen, Colbert exprime l'opinion qu'il ne convient pas de laisser le travail d'une mine à un particulier « parce qu'il est presque « impossible qu'il se puisse résoudre à faire la dépense « nécessaire pour la mettre en œuvre, et il est à crain- « dre qu'il ne fasse fouiller que la superficie, et que, « lorsqu'il serait question de fouiller les entrailles « de la terre, il ne se rebutast du travail et ne vou- « lust pas poursuivre, en sorte que l'on n'en tire- « rait aucune utilité » (3).

1. P. CLÉMENT, *op. cit.*, pp. 322, 325, 335, 445.—DEPPING, *op. cit.* pp. 800, 802, 803, 876.

2. P. CLÉMENT, *op. cit.*, p. 329.

3. COLBERT à CHAMILLART, Intendant à Caen, Lettre du 24 octobre 1670. DEPPING *op. cit.* t. III p. 847.

Tant d'efforts ne pouvaient rester stériles. Sans doute Colbert n'atteignit pas toujours son but ; mais si l'on parcourt les mémoires des Intendants, en particulier, le mémoire de Bouchu, de 1698 (1), spécialement écrit pour la Généralité de Grenoble, en y voyant le nombre d'industries qui s'étaient créées de toutes parts en France, on ne peut s'empêcher de reconnaître que son œuvre ne fut pas sans grandeur, ni sans utilité pour sa patrie.

En 1683 Colbert meurt en pleine gloire. La fin de son Ministère va marquer un temps d'arrêt dans notre étude. Bien avant la Révolution, dès les premières années du XVIII^e siècle, au moment où le grand roi agit et parle en maître absolu, des changements, préludes des temps nouveaux, s'annoncent déjà dans les idées économiques et sociales. Nous devons tout à l'heure les indiquer, et dire quelle fut leur répercussion sur notre législation des mines. Mais il importe auparavant de revenir en arrière, de reprendre le chemin parcouru depuis l'Ordonnance de 1413, et d'en tirer des conclusions au point de vue de l'action exercée par le pouvoir royal sur les mines.

1. *Mémoire sur la Généralité de Grenoble*, publié et annoté par BRUN-DURAND, dans *Le Dauphiné en 1698*, in-8°, Lyon, Grenoble 1874, pp. 87-92.

CHAPITRE III

Action du Pouvoir Royal sur les Mines, de l'Avènement des Capétiens à la Révolution

Tout d'abord il nous faut protester contre l'assertion de certains auteurs, qui prétendent que cette action fut sans suite et sans unité, et nous ne pouvons laisser dire avec l'un d'eux, que le « tableau « du régime légal des mines avant 1789 fait peu « d'honneur à la monarchie » (1).

Parler ainsi, c'est méconnaître le point de vue auquel nous nous sommes placé, le point de vue économique, c'est ne pas comprendre cette conception de la royauté, conception fausse sans doute, mais conforme aux doctrines de l'époque, sur l'importance exagérée donnée au numéraire, et qui ne visait qu'à procurer plus de richesse au pays, et partant plus de bien-être aux sujets. C'est aussi et surtout, avoir une idée absolument erronée de la nature du pouvoir législatif sous l'Ancien Régime.

Avant 1789, en effet, le pouvoir législatif n'existait pas encore, ou, tout au moins, il n'avait pas les

1. RENÉ DE RÉCY. La Propriété des Mines, *Revue des Deux Mondes*, 1889, p. 571.

caractères que nous lui reconnaissons aujourd'hui. A partir des Capétiens (x^e siècle), le roi exerce une autorité toute patronale, il ne légifère pas. « Comme « le père parmi ses enfants, le roi est parmi ses sujets « la loi vivante. Il gouverne son royaume comme « une famille » (1). Les Ordonnances du roi et de son Conseil n'ont qu'un effet passager, et pour les mines en particulier, elles se renouvellent de règne en règne, se confirmant les unes les autres. Doivent-elles prolonger leur effet dans l'avenir ? Il faut qu'elles entrent dans les mœurs, qu'elles deviennent coutumières, car suivant l'expression de Pascal et Domat : « La « Coutume c'est la Loi. » Comment dans de pareilles conditions, les Ordonnances sur les mines auraient-elles pu former un ensemble coordonné ? Ce sont des actes séparés, dictés par les circonstances du moment, où le roi agira comme un chef de famille, avec la plénitude du pouvoir absolu.

Toute classification en devient impossible et prend de suite un caractère factice et arbitraire. Ainsi en est-il de celle de M. Lamé Fleury (2), reprise par nombre d'auteurs après lui, lorsque, dans la période la plus ancienne de la législation souterraine, il décrit plusieurs phases, dont l'une, la première, celle qui va de 1413 sous Charles VI à Henri II, serait

1. FRANTZ FUNCK-BRENTANO, *Le Roi*, Paris, 1912, p. 99.

2. La Propriété souterraine, *Revue des Deux Mondes*, 1857, p. 667.

marquée par une liberté absolue d'exploiter, tandis que dans la seconde, un privilégié obtiendrait seul la concession temporaire de toutes les mines du royaume.

Si véritablement à l'origine existait la liberté d'exploitation, on ne s'expliquerait plus alors ces actes de concession que les rois qualifient de donations, et que, à toutes les époques, ils n'ont jamais cessé de consentir, en vertu des prérogatives qui résultaient de leur droit régalien.

C'est Louis XI donnant à plusieurs reprises, en 1467, 1469 et 1470, « congié et licence » pour « qué-
« rir, manouvrer, et besougner » dans des mines de vitriol, mines d'alun et autres mines à Jean II, Duc de Bourbon (1).

C'est Louis XI encore, réglementant par les Lettres d'avril 1483, datées du Plessis du Parc lès Tours, les mines d'or, d'argent, de plomb, de cuivre, d'étain, d'acier, de fer et d'autres métaux, situées dans le Vicomté de Couserans et concédant le droit d'exploiter à Estienne Ragueneau, Raymond Guionnet, Alexis Henri, son canonnier ordinaire, Christophe Jehan, Sclabe Despolsaux et Conrat Unisups-corp (2).

1. *Histoire des Ducs de Bourbon et de la Mure*, édition Chantelauze, Paris, 1868-1894, t. III. Preuves, Juillet 1467, n° 127 d; juillet 1469, n° 127 e; 12 février 1470, n° 127 f.

2. ISAMBERT, X, p. 911. — *Ordonnances des rois de France*, XIX p. 105.

Le bon plaisir du roi s'y donne libre cours :

« ...Car ainsi nous plaît-il estre fait nonobstant
« quelzconques dons que pourrions avoir faiz
« desdictes mynes à quelzconques personnes que ce
« soient, lesquelz, d'aucuns sont ou estaient, nous
« avons revoquez, cassez et adnulliez, revoquons,
« cassons et adnullons et mectons du tout au
« néant... »

Ces mines de Couserans feront aussi l'objet de concessions particulières sous Charles VIII et Louis XII. Les bénéficiaires, bénéficiaires à titre exclusif, sont, d'après les lettres patentes de novembre 1483 (1) : M^e Jean de la Primaudaye, notaire et secrétaire du roi, Jean Basire, contrôleur de la recette générale des finances d'Outre-Seine, Estienne Ragueneau, élu sur le fait des aides à Tours, Raymond Guionnet, Alexis Heim (*sic*), canonnier ordinaire du roi, Jean le Duc et Conrad Wysupscorps (*sic*). Louis XII par Lettres patentes de février 1507 (2) autorisera Jean de Puis, maître d'hôtel du roi, écuyer, seigneur de Montbrun et de Forgues, capitaine de l'artillerie à succéder dans ses droits sur les mines, à Jean le Duc à Tours.

Signalons également (3) un des derniers édits du

1. *Ordonnances*, t. XIX, p. 175.

2. HENRI STEIN, *Inventaire analytique des Ordonnances enregistrées au Parlement de Paris jusqu'à la mort de Louis XII*, Paris, 1908.

3. *Ordonnances*, t. XXI, p. 543.

règne de Louis XII, (juillet 1514) autorisant Pierre de Bèze et Jean de Bèze à exploiter les mines d'argent, de cuivre, de plomb et autres métaux, et plusieurs édits du même genre rendus sous le règne de François I^{er} (1).

Sans doute l'Ordonnance de Charles VI du 30 mai 1413, permet aux mineurs de « *querir mines par tous les lieux* » (2). Mais encore faut-il entendre le sens de cette phrase. La liberté est donnée aux mineurs à l'encontre de tous ceux qui peuvent avoir des droits sur la terre, qui ont tout ou partie de la propriété de la superficie : seigneurs tréfonciers, censitaires, bénéficiaires. Aucun d'eux assurément ne peut arguer de ses droits pour s'opposer à la recherche des mines ou en tirer bénéfice. Mais on ne saurait en conclure que les maîtres mineurs sont devenus

1. 21 mars 1531. Lettres portant permission à Jacques d'Estra d'exploiter en Dauphiné toutes les mines d'argent, plomb, etc... *Catalogue des actes de François I^{er}*, Paris, 1887, n° 4465.

4 avril 1537. Permission aux sieurs de Roberval et de Guelphe de « chercher, ouvrir et exploiter dans le royaume et autres pays appartenant au roi, les mines d'or, d'argent et d'autres métaux précieux pendant trois ans à courir de l'ouverture des mines... » *Catalogue des Actes de François I^{er}*, n° 9920.

21 novembre 1537. Lettres permettant à Philippe Robichon de chercher et exploiter en Dauphiné des mines d'argent, de plomb et autres métaux. *Catalogue des actes de François I^{er}*, n° 24324.

27 août 1539. Autorisation à Riforciat de Pontevès de faire des fouilles dans ses seigneuries de Pontevès et de Sainte-Catherine, pour y chercher des mines d'or, d'argent, de fer, de cuivre et de plomb. *Catalogue des actes de François I^{er}*, n° 11162.

2. *Ordonnances*, t. X, p. 141.

indépendants du pouvoir royal, qui peut toujours leur donner l'autorisation d'exploiter ou la révoquer à son gré.

Cette opinion trouve un point d'appui sérieux dans l'Édit sur l'exploitation des mines de septembre 1471, par lequel Louis XI complète en ces termes (art. 10), la pensée de ses prédécesseurs : « Vou-
« lons et ordonnons en oultre qu'il soit permis... *de*
« *quérir ouvrir el chercher mines par tous les lieux et*
« *contrées de nosdicts royaume... sans qu'il soit*
« *besoin... en demander congé et licence ausdicts*
« *propriétaires treffonciers ou à autres quelzcon-*
« *ques* » (1).

Citons enfin trois actes du règne de François Ier qui, eux aussi, donnent une singulière force à notre interprétation : le premier est un avis des généraux des monnaies pour le fait des mines du 6 octobre 1520 (2). Il y est dit : « ...Il soit permis et loisi-
« ble à uns chacuns de faire ouverture et besogner
« en toutes mines qu'il se pourrait trouver, et que
« nuls hauts justiciers, seigneurs fonciers ni autres,
« ne prennent ni exigent aucun profit sur les ouvrant
« en icelles... »

Dans le second acte : *Règlement pour l'exploitation des mines du royaume et confirmation des privi-*

1. *Ordonnances*, t. XVII, p. 446.

2. LAMÉ FLEURY, *op. cit.*, p. 20.

lèges accordés aux maîtres ouvriers et mineurs, du 17 octobre 1520 (1), se trouve cette phrase encore plus explicite : « Déclarons et nous plaît, que « tous et chacuns les dits maîtres et ouvriers qui « feront continuellement faire l'œuvre des dites « mines ouvertes et à ouvrir en notre dit royaume... « ayant congé de nous et non autrement, puissent « ouvrir, sercher et continuellement besogner esdites « mines franchement et quittement, sans ce qu'on « leur puisse faire aucun grief, destourdier, empê- « chements, ou molest, en quelque manière que ce « soit, par quelconques seigneurs spirituels, tempo- « rels, marchands, ou autres nos[—] officiers qui disent « avoir droit esdites mines, quelqu'ils soient. »

« *Ayant congé de nous et non autrement* ». Ces mots indiquent bien la limitation que le roi entend mettre à la liberté d'exploiter. Il revient du reste sur cette idée et précise encore son intention dans un troisième écrit, dont nous ne possédons pas le texte, mais dont il est fait mention dans les Archives de la Monnaie de Paris. Ce sont les Lettres du 18 octobre 1521, portant défense d'exploiter les mines sans la permission du roi, et d'exporter les métaux sans qu'ils soient marqués (2).

Le seul changement apporté par Henri II sera

1. LAMÉ FLEURY, *op. cit.*, p. 22.

2. STEIN, *op. cit.*, n° 23681.

dans la nature de la concession, qui, désormais, sera donnée à un seul, d'une façon temporaire pour toutes les mines du royaume.

Dans l'Édit du 30 septembre 1548, rendu en faveur du Seigneur de Roberval, pour une durée de neuf années, le roi révoque même par avance toute nouvelle concession qui sera faite au préjudice des droits du premier cessionnaire :

« ...Et si, sur ce, aucunes lettres étaient par nous octroyées durant le dit temps de neuf ans, nous les avons dès à présent comme pour lors déclairet et déclarons nulles et de nul effet et valeur, sans que les dits impétrans d'icelles s'en puisse aider en quelque manière que ce soit » (1).

Promesse bien fragile et difficile à concilier avec cette volonté royale qui à elle seule fait et défait la loi. Aussi trois ans après ce premier Édit, le 9 décembre 1551, des lettres patentes permettaient à de nouveaux bénéficiaires, aux sieurs Goutre, de chercher et ouvrir toutes sortes de mines dans le royaume (2).

L'absolutisme royal entre en jeu, du reste, chaque jour davantage dans la réglementation minière. De véritables fermiers prennent la place du Grand

1. ISAMBERT, t. XIII, p. 57. Cité plus haut, p. 56, note 2.

2. Mentionné dans ISAMBERT, t. XIII, p. 236.

Maitre des Mines, de ce *fonctionnaire* supérieur, comme l'appelle si justement M. Lamé Fleury, que dans une pensée de génie avait créé Louis XI, et auquel il avait donné « indépendamment d'attributions à la fois judiciaires et fiscales, finalement « très complexes, un rôle technique et administratif « fort remarquable pour l'époque » (1). Les privilèges précédemment accordés à Roberval passent successivement : sous François II, à Claude de Grippon de Guillien, Seigneur de St Julien (2); sous Charles IX à Étienne de Lescot (3), capitaine de marine, en considération de sa grande expérience minéralogique, puis à Antoine Vidal, Seigneur de Bellesaignes (4), receveur général des finances à Rouen. Ce dernier est maintenu dans ses droits par Henri III, et nous voyons lui succéder : Antoine Collonges (5), marchand lyonnais, et plus tard François de Troyes (6) Seigneur de la Féraudière, contrôleur général des traites domaniales.

Leurs droits sont souvent bien éphémères, à peine la durée d'un règne; le caractère de généralité de leur concession parfois est purement nominal, lors-

1. LAMÉ FLEURY, La Propriété souterraine, *Revue des Deux-Mondes*, 1857, p. 669.

2. 29 juillet 1560, LAMÉ FLEURY, *De la législation minérale sous l'ancienne monarchie*, p. 48.

3. 10 mai 1562, LAMÉ FLEURY, *op. cit.*, p. 54.

4. 28 septembre 1568, LAMÉ FLEURY, *op. cit.*, p. 61.

5. 31 janvier 1580, LAMÉ FLEURY, *op. cit.*, p. 67.

6. 28 février 1588, LAMÉ FLEURY, *op. cit.*, p. 66, note 1.

que par exemple, reprenant l'expression de Lamé Fleury, il existe « un véritable parallélisme entre « deux séries de concessionnaires généraux » (1). Enfin l'expérience minéralogique qui avait inspiré le choix d'Étienne de Lescot, n'est pas toujours la raison dominante du choix royal, et souvent, si l'on en croit Gobet, l'auteur des *Anciens Minéralogistes*, « l'ambition, l'avarice et l'intrigue des courtisans, « sont la cause secrète de tant de changements dans « les chefs des mines » (2).

Sans doute, si l'observation de Gobet peut expliquer en partie les mutations fréquentes dans le personnel de l'Administration minière au *xvi^e* siècle, elle vise également des temps moins éloignés de ceux où l'auteur écrivait (1779), c'est-à-dire le *xvii^e* et le *xviii^e* siècles (3). Alors apparaissaient même aux yeux les moins clairvoyants, les inconvénients de l'extension trop grande donnée à cette Cour, qui évoluait autour du roi, dans le cadre majestueux de Versailles.

Là comme ailleurs il y eut des défaillances, c'est

1. LAMÉ FLEURY, *Revue des Deux Mondes*, 1857, p. 669.

2. GOBET, *Les anciens Minéralogistes*, in-8°, Paris, 1779, t. 1, p. 23.

3. Tout au moins avant 1741, époque où disparaît la charge de surintendant à la mort du Duc de Bourbon, GOBET, *op. cit.*, t. I p. XXXV.

certain. N'est-ce pas après tout le propre de toute institution humaine? Mais ces défaillances peuvent-elles faire oublier que le *bien public* fut avant tout la pensée dominante de l'autorité royale dans l'œuvre minière, et faut-il pour quelques intrigants, laisser dans l'ombre les grandes figures d'Henri IV et de Colbert qui brillent d'un si vif éclat dans l'histoire de notre commerce et de notre industrie?

Quoiqu'il en soit, les idées qui se dégagent de tous les actes relatifs aux mines sous l'ancienne monarchie, et c'est le point que nous tenions, avant tout, à mettre en lumière, se résument dans ces mots : *Droit régalien, principe d'autorité*. Un droit supérieur émanant de la personne du roi, prime tous les autres droits : droit du propriétaire, droit de l'inventeur, et « l'ouverture et l'exploitation des mines « qui sont dans le royaume est *un don royal* qui appartient à sa majesté » (1).

C'est du moins ce qui ressort de notre étude arrêtée en 1683, à la mort de Colbert. C'est ce qui nous apparaîtra non moins clairement, si, la poursuivant au delà de cette date, nous nous avançons à travers le XVIII^e siècle jusqu'à la Révolution.

1. Arrêt du 21 avril 1705, BRUYARD, *op. cit.*, p. 31.

* * *

De toutes les mines au XVIII^e siècle, les mines de houille doivent attirer surtout notre attention. La houille, en effet, fort négligée jusque-là, soit qu'on ignorât les moyens de l'utiliser (1), soit que l'absence de voies de communication (2), en augmentant les

1. Le charbon de terre trouvait son emploi, non seulement dans les forges, mais aussi dans les fours à chaux, les verreries, les brasseries, les raffineries de sucre, les briqueteries, les chaufferies à eau de vie, et surtout pour les usages domestiques.

L'emploi du charbon de terre dans les forges ne se généralisa qu'à partir de 1740, et GERMAIN MARTIN remarque que c'est de cette époque que datent presque tous nos grands centres manufacturiers. *La Grande Industrie sous Louis XV*, p. 152.

Déjà sous Charles VII, le charbon de terre alimentait les forges et martinets concurremment avec le charbon de bois. Nous savons en effet par les comptes de Jean Dauvet, auquel Charles VII avait donné la charge d'exploiter les mines de Jacques Cœur, après la mise en disgrâce de ce dernier et la confiscation de ses biens, que 50 douzaines de charges de charbon de bois, et 164 charges de charbon de pierre ou de houille, charroi à destination, avaient coûté 62 livres 10 sous. (Arch. nat., KK 329, f^o 61) Cité par SIMÉON LUCE dans *Revue des Questions historiques*, t. XXI, pp. 189-203.

Dès 1701, le charbon de terre est employé dans les raffineries de sucre, au dire de M. Bégon, Intendant de la Rochelle qui conseilla d'en généraliser l'usage. DE BOISLISLE, *op. cit.*, t. II, p. 101.

Dans un *Mémoire* du 28 décembre 1727, le sieur de Sartres signale que quatre verreries seulement font usage du charbon : « Une dans le « Boulonnois, une à Bordeaux, une à Bourg-sur-Dordogne, et une « établie depuis peu à Sève, sur le chemin de Versailles, à la maison « de Madame Dargentou, où est l'arcade de Saint-Cloud ». (Arc. dép. de l'Hérault, C. 2761). Cité par GERMAIN MARTIN, *La Grande Industrie sous le règne de Louis XV*, p. 110.

2. La Loire et le Rhône étaient les deux grandes voies désignées pour l'exportation des produits du bassin houiller de la Loire. Elles furent longtemps difficiles d'accès. En 1702, une compagnie se forma

frais de transport, rendit son emploi impossible en dehors des lieux de production, va prendre une place de jour en jour plus considérable dans l'industrie. C'est elle qui permettra de remédier à cette « disette « extraordinaire des bois de construction et de chauffage » (1), qui déjà, nous l'avons vu, alarmait François I^{er} dès 1543 (2), qui, en 1701, provoquait les plaintes des Députés du Conseil du Commerce (3),

pour rendre « la rivière de Loire » navigable depuis Saint-Rambert jusqu'à Roanne, ayant pour objet le transport du charbon de terre à Paris. Lettre de Trudaine, Intendant de Lyon au Contrôleur général (16 juillet 1709). Dans BOISLISLE, *op. cit.* t. III, n° 496.

Ce n'est que dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, qu'un maître horloger de Lyon, Zacharie, proposa de relier la Loire au Rhône par un canal construit dans les vallées du Gier et du Furon. Ce projet vivement appuyé par la Chambre de Commerce de Lyon (29 janvier 1757) ne fut exécuté qu'après la mort de Zacharie (*A. N.*, F¹⁴ 659).

1. Année 1702, *A. N.*, F¹² 647. Cité par GERMAIN MARTIN *La Grande Industrie sous le règne de Louis XV*, p. 303.

2. *Supra*, p. 56.

3. Le Mémoire où les plaintes des Députés du Commerce, touchant la pénurie des bois, se trouvaient consignées, est envoyé par le Contrôleur général aux divers Intendants de province le 29 juillet 1701, afin d'obtenir leur avis. Ces derniers paraissent avoir été rarement bien inspirés dans leurs réponses. Voir de BOISLISLE, *op. cit.* t. II, n° 355 et note.

C'est ainsi que M. d'Herbigny, Intendant à Rouen (fin 1701) se plaint de l'augmentation des forges et de l'excessive quantité de fer qu'on emploie pour l'ornement des maisons.

M. Bouchu, Intendant du Dauphiné (fin 1701), propose entre autres choses « de diminuer le nombre des forges, fourneaux et manufactures ».

M. Bégon, Intendant à la Rochelle (fin 1701) voit plus juste lorsqu'il demande comme remède qu'on généralise l'emploi du charbon de terre.

Il en est de même des Intendants de la Flandre (15 février 1702), de la Flandre maritime (5 août 1701), et du Hainaut (19 août 1701), qui déclarent que tout va pour le mieux dans leurs départements où les forêts sont suffisantes, et où, surtout, il y a grande consommation de houille et de charbon de terre.

et qui, de 1714 à 1724, faute de combustible pour alimenter les fours des verreries allait rendre le verre à vitre si rare et d'un prix tellement élevé qu'il fallut prendre des dispositions pour assurer « la fourniture de la ville de Paris », ainsi que « l'entretien du palais et des maisons de sa majesté » (1).

C'est grâce à la houille également que les chefs d'industrie pourront faire face aux besoins grandissants d'une production dont le développement, dans la seconde moitié du règne de Louis XV, devint à ce point prodigieux, qu'on a pu dire, « que de 1750 à 1770, la France connut des années de prospérité qu'elle ne retrouva qu'au milieu du *xix^e* siècle, et « encore de 1850 à 1870 » (2).

Enfin, rappelons-nous que plus tard, sous le règne de Louis XVI, la fabrication de la fonte et par suite toute la Métallurgie, va subir une véritable révolution par la substitution du coke à la houille naturelle (3). Pour la première fois, en 1782, dans la val-

1. Règlements des 24 avril 1714, 7 mai 1715, 25 juillet 1719, 4 mars 1724, s'appliquant aux quatre verreries de la forêt de Lyons en Normandie. Ces quatre verreries fournissaient la plupart des verres à vitre qui se consommaient à Paris. Voir SAVARY, *Dictionnaire universel du Commerce*, Copenhague, 1762, t. IV, p. 1188.

L'exportation du verre qui avait été prohibée par ces règlements fut déclarée libre par un édit du 14 septembre 1728. Voir Archives dép. de l'Hérault, C. 2758.

2. GERMAIN MARTIN, *op. c. l.*, p. 339.

3. Le coke est de la houille carbonisée. La houille naturelle colle au feu, et l'on ne peut la charger dans les hauts fourneaux qu'elle obstrue très rapidement. Le coke au contraire, a perdu les hydrocarbures fusibles auxquelles la houille doit ses propriétés agglutinantes.

lée de la *Charbonnière*, aujourd'hui le *Creusot*, Pierre Toufaire, ingénieur du roi, le créateur d'Indret et de Ruelle, construisait une fonderie « pour y fondre la mine de fer au coke suivant la méthode « apportée d'Angleterre et mise en pratique par « M. William Wilkinson » (1).

On comprend que dans ces conditions, sous la pression des nécessités du moment, la recherche du charbon de terre ait sollicité l'attention du pouvoir. C'est nécessairement auprès des Intendants et de leurs subdélégués que celui-ci ira puiser ses plus précieux renseignements. En 1709, de longs rapports sur les mines de charbon sont adressés au Contrôleur général par les Intendants de Lyon, de Tours, d'Amiens, des Flandres, de Hainaut et de Limoges (2). Le cahier de Bruyard, « premier commis de M. Trudaine » Directeur du Commerce, cahier qui porte la date de 1756, contient un tableau où, généralité par généralité, se trouve l'indication des mines de charbon alors existantes, et il semble bien que ce soit là le résultat d'une vaste enquête, faite de 1741 à 1743, auprès des

1. Inscription trouvée sur la pierre de fondation d'un des plus vieux bâtiments du Creusot. Voir PHILIPPE RONDEAU *Un grand ingénieur au XVIII^e siècle Toufaire*, in-8°, Pons, 1884, p. 8. Extrait du *Bulletin de la Société des Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis* (avril 1884).

2. EOISLISLE, *op. cit.*, t. III p. 496 et note.

Intendants (1), en vue de préparer la rédaction du règlement général de 1744 sur l'exploitation des mines de charbon du royaume (2). Déjà ceux-ci, bien avant, au début de la Régence, avaient envoyé, à la demande du Duc d'Orléans, chacun pour sa province, des échantillons de produits minéraux qu'on avait disposés aussitôt « dans le cabinet de feu M. de Réaumur, qui est aujourd'hui, ajoute l'auteur du dictionnaire auquel nous empruntons cette citation, réuni à celui du jardin du roi » (3).

On comprend également que l'appât des bénéfices, bénéfices rendus plus certains, ait fait naître en

1. Les motifs de cette enquête sont exposés par le Contrôleur général Orry : « La plupart des entreprises formées en France pour l'exploitation des mines ont échoué parce que les travaux n'ont été ni commencés, ni suivis suivant les règles de l'art, qui enseigne divers moyens pour pénétrer jusqu'aux plans de la mine, en se ménageant l'air et les moyens de vider les eaux... » Cité par BARDON, *L'exploitation du Bassin houiller d'Alais sous l'Ancien Régime*, in-8°, Nîmes, 1898, p. 47. La cote d'Archive (A. N., G⁷ 58) donnée par Bardon est inexacte. L'auteur étant mort et ses notes ayant été détruites, il nous a été impossible de retrouver la pièce pour en vérifier l'exactitude.

2. BRUYARD, *Bibliothèque de la Chambre des députés*, n° 1092 du Catalogue de 1907. Bruyard le dit lui-même dans un passage de son Recueil à propos du Règlement de 1744 : « Toutes ces considérations ont déterminé le Conseil, après avoir pris l'avis de la plus grande partie de MM. les Intendants de province, où les mines de charbon sont le plus en valeur, de faire un règlement pour l'exploitation de ces mines ». BRUYARD, feuillet devant porter le n° 7 (erreur de pagination).

3. MACQUER, *Dictionnaire portatif des Arts et Métiers*, 1767, t. II, p. 644.

Le fait est rapporté également dans un Mémoire sur l'Administration des Mines de 1780 (A. N., F¹⁴ 1313).

plus grand nombre, durant tout le cours du XVIII^e siècle, les demandes de concession.

L'intérêt économique n'est pas toutefois le seul à envisager. Celui-ci, très grand assurément, se double d'un intérêt d'ordre différent, mais non moins considérable que le premier, car il touche, nous allons le voir, au fondement même de la législation minière. C'est dans le bassin houiller du Forez et du Lyonnais, où, de tout temps, les habitants étaient considérés comme les maîtres de leurs mines, les mines étant pour eux une dépendance de la surface, que s'élèveront les premières protestations contre les actes de l'autorité royale qui les dépouillent de leurs droits séculaires au profit d'étrangers. Leurs clameurs ne se feront pas entendre seulement autour des clochers de leurs Cités. Apres et ardentes, elles trouveront bientôt un écho au sein de l'Assemblée Nationale; et c'est ainsi qu'au *système régalien*, sera substitué un système bâtard où dominera *le droit d'accession*.

Sans vouloir empiéter davantage sur ce qui fera l'objet de notre seconde partie, seconde partie où nous étudierons l'œuvre de la Révolution au point de vue minier, franchissons l'étape qu'il nous reste à parcourir avant de dire adieu à l'ancienne monarchie, et, limitant notre étude aux mines de houille, traçons dans un tableau rapide les actes par les-

quels devait, pour la dernière fois, s'affirmer le droit régalien.

*
* *
*

Où cette affirmation apparaît-elle plus nettement que dans le règlement de 1744? (1) Par son article premier, aucune mine de charbon ne pourra être ouverte sans autorisation du Contrôleur général. Les propriétaires de la superficie, en vertu de l'article 2, n'auront droit qu'à une indemnité fixée de gré à gré ou à dire d'experts, ceux-ci ayant été convenus entre les parties ou nommés d'office par les Intendants. Ce n'était pas la première fois sans doute que l'autorité royale faisait reconnaître son droit sur les mines de houille. Elle n'avait pas attendu ce règlement pour donner des concessions, et souvent avec privilège exclusif d'exploiter. Enfin, dans un arrêt du 21 avril 1705 (2), confirmant une concession donnée antérieurement à la Duchesse Daumont pour l'exploitation des mines de charbon de terre du Boulonnais, déjà on pouvait lire : « L'ouverture et l'exploitation des mines qui sont dans le royaume, est un *don royal* qui appartient à sa

1. LAMÉ FLEURY, *op. cit.*, p. 142.

2. BRUYARD, *op. cit.*, p. 31.

« majesté, à l'exclusion de tous autres, même des
« propriétaires des terres dans lesquelles elles se trou-
« vent situées, lequel privilège elle peut céder à ses
« sujets quand elle juge à propos. »

Si ce règlement nous a paru devoir être mis au premier plan, c'est qu'il est comme le dernier manifeste de tous les systèmes anciens qui allaient disparaître : systèmes économiques avec cette réglementation à outrance poussée jusqu'à l'absurde par l'esprit étroit et routinier de deux Directeurs du Commerce, Fagon et Rouillé; systèmes politiques, où s'affirme l'antique conception de la prédominance de l'État et la négation du droit individuel, idées, qui, au point de vue des mines, se résumaient dans ces deux mots : *Droit régalien*.

Le règlement de 1744 venait heurter bien des idées nouvelles et surtout troubler bien des intérêts. Les protestations auxquelles il donna lieu, ne trouvaient pas seulement leur raison d'être, il faut bien le dire, dans des usages anciens, usages consacrés par le temps, et auxquels nous faisons allusion, il y a un instant, à propos du Forez et du Lyonnais (1). Elles pouvaient s'appuyer également sur deux actes importants : un Édit de 1601 et un arrêt du Conseil de 1698, actes dans lesquels l'autorité royale elle-même sem-

1. Voir sur ces usages la lettre de Trudaine Intendant de Lyon au Contrôleur général du 16 juillet 1709. BOISLISLE *op. cit.*, t. III, p. 188.

blait avoir abandonné ses prérogatives essentielles sur les mines de charbon.

Par l'Édit de 1601, Henri IV avait créé un régime distinct pour « les mines de soufre, salpêtre, de fer, « ocre, pétroil, *de charbon de terre*, d'ardoise, plâtre, « craye, et autres sortes de pierres pour bastiment « et meules de moulin... par grâce spéciale... » ajoutait l'Édit, « en faveur de notre noblesse et pour gratifier nos bons sujets propriétaires des mines » (1).

Il ne s'agit pas là seulement, comme on l'a prétendu, de l'exemption du droit du dixième perçu par le roi. L'Édit a certainement une toute autre portée, car dans l'article 22 le roi enjoint à tous les propriétaires « qui auront dans leurs terres héritages et possessions, *des mines cy dessus non exceptées*, et qui les voudront ouvrir, ne le puissent faire « sans envoyer... devers le dit Grand Maître prendre « règlement de lui ». D'où il ressort à n'en pas douter, que les propriétaires *des mines exceptées* par l'Édit, ne sont point soumis à pareille obligation et gardent toute leur liberté.

Les mines de charbon jouirent-elles longtemps de l'exception créée par l'Édit de 1601 ? Nous ne

1. ISAMBERT, t. XV, p. 253.

Cet acte n'est pas le premier où le charbon de terre soit mentionné. Nous le trouvons indiqué déjà dans les Lettres de Henri II du 30 septembre 1548, concédant au Seigneur de Roberval le privilège exclusif d'exploiter les mines et minières du royaume.

savons. En tout cas ce que le roi a fait, le roi peut le défaire. « Tel est nostre plaisir » avait dit Henri IV à propos de l'Édit de 1601 (1). « Tel est nostre plaisir », dira Louis XIV, dans un acte en date du 2 septembre 1670 (2), acte par lequel il dérogeait à l'Édit de son aïeul, en donnant un privilège exclusif de douze années à Jacques Jaër, liégeois, pour la recherche de la houille en Champagne, dans le pays du Rethelois.

D'autres concessions suivront celle-ci, qui seront autant de dérogations à l'Édit de 1601 : concession au Duc de Nevers, exclusivement à tous autres, pour exploiter les mines de charbon de terre dans l'étendue du Nivernais (Arrêt du Conseil du 19 avril 1689); concession au Duc de Montausier à qui le roi accorde pour quarante années « le don et permission de faire ouvrir et fouiller dans l'étendue des « terres et seigneuries de l'obéissance de sa majesté, « toutes les mines de charbon qu'il découvrira. » (Arrêt du Conseil d'État du 16 juillet 1689). Cette concession sera elle-même renouvelée à la mort du Duc de Montausier, survenue avant la délivrance des lettres patentes, au profit de la Duchesse d'Uzès, sa fille et unique héritière, pour elle, ses

1. Le 26 juillet 1603 dans les Lettres de jussion pour l'enregistrement de l'Édit de 1601. LAMÉ FLEURY, *op. cit.*, p. 76 en note.

2. Bibliothèque de la Chambre des Députés, n° 350 du Catalogue, t. XIII, fol. 47.

successeurs et ayant-cause, par arrêt du Conseil du 29 avril 1692 (1).

Des contestations s'élevèrent bientôt sur l'étendue de cette concession. Devait-on l'appliquer même à l'encontre des propriétaires de mines déjà en exploitation? C'est ce que prétendait la Duchesse d'Uzès, ou plutôt c'est ce que prétendaient les fermiers qu'elle avait substitués dans ses droits pour la mise en valeur des terrains houillers. En Anjou, où les exploitants avaient eu fort à se plaindre d'un certain Goupil, agent de la Duchesse d'Uzès, un arrêt du Conseil du 4 janvier 1695 (2), tout en réservant les droits de la Duchesse d'Uzès, à laquelle les propriétaires devront à l'avenir demander autorisation pour ouvrir des mines sur leurs fonds, défend à celle-ci ou à ses représentants de les troubler dans les fouilles des mines anciennement ouvertes.

1. BRUYARD, *op. cit.*, p. 17.

2. BRUYARD, *op. cit.*, p. 22. Le roi par cet arrêt ordonne que « le dit arrêt du 29 avril 1692 et Lettres Patentes du 5 mai suivant, seront « exécutés selon leur forme et teneur, ce faisant que la dite Dame « Duchesse d'Uzès, pourra faire ouvrir et fouiller toutes les mines et « minières de charbon de terre qu'elle découvrira, conformément au « dit arrêt et aux dites lettres, du consentement néanmoins des propriétaires, et en les dédommageant préalablement de gré à gré, « suivant et ainsi qu'il sera convenu entre eux. Et à l'égard des mines « ouvertes par les propriétaires, Sa Majesté fait défense à la dite « Dame Duchesse d'Uzès et tous autres de les troubler dans les « fouilles, et dans les suites d'icelles... sans qu'à l'avenir les dits « propriétaires puissent faire ouvrir les mines qui se trouveraient sur « leurs fonds, sans le consentement de la dite Duchesse d'Uzès ou de « ceux qui auront ses droits. »

« Cet arrêt a rendu le calme et la paix aux tireurs
« de charbon de terre de cette province », assure
Claude Pocquet de Livonnières, dans ses *Arrêts
célestes* (1). Ailleurs sans doute les réclamations des
propriétaires durent se faire plus vives et plus pres-
santes, car quelques mois après, en Auvergne, à la
suite de difficultés du même ordre, où sont en cause
les religieuses du couvent de Ste-Florine et plusieurs
habitants de cette localité, le roi intervient encore
par un arrêt du 13 mai 1698 (2); mais cette fois, vou-
lant supprimer une fois pour toutes les causes de
litige, il nous ramène à la liberté d'exploiter de l'Édit
de 1601. Une disposition générale permet en effet
« à tous propriétaires des terres où il y a des mines
« ouvertes ou non ouvertes, en quelques endroits
« ou lieux du royaume qu'elles soient situées, de les
« ouvrir et faire exploiter à leur profit, sans être
« tenus d'en demander la permission au Duc d'Uzès,
« sa majesté dérogeant à cet égard à tous arrêts, dons,
« concessions ou lettres patentes à ce contraires. »

Ainsi à deux reprises différentes dans l'espace
d'un siècle, au début et à la fin du xvii^e siècle, la
liberté d'exploiter paraît avoir été la règle pour les

1. *Arrests célèbres rendus pour la Province d'Anjou, à la suite des
Coutumes du Pays et Duché d'Anjou*, revus par CLAUDE POCQUET DE
LIVONNIÈRES, in-folio, Paris, 1725.

2. BRUYARD, *op. cit.*, p. 2.

mines de charbon. Mais combien ce principe, en 1698 aussi bien qu'en 1601, allait recevoir d'exceptions.

On se tromperait tout d'abord si l'on croyait que l'arrêt de 1698 eut des effets immédiats dans toute la France. La Province, sous l'Ancien Régime, avait trop sa vie propre, l'organisme social ne formait point un système assez complet et homogène, pour que tout s'ébranlât au moindre souffle venu du point central (1). En 1701, nous voyons le sieur du Casaux de Hallay, député de Nantes, dans un mémoire remis au Conseil du Commerce, après avoir déploré la grande destruction des bois « pour l'usage des sucreries », et la pénurie du charbon de terre, demander comme s'il ignorait encore l'arrêt rendu trois ans auparavant en faveur des religieuses de Ste-Florence, « que le roi eut agréable de retirer le privilège « donné à Madame d'Uzès, et de permettre à tous « les propriétaires des mines d'en tirer ou faire tirer « par qui bon leur semblerait » (2).

Le bon plaisir du roi n'est-il pas toujours là, du reste, prêt à entrer en jeu, pour restreindre cette liberté octroyée si libéralement. Il trouva même dans la circonstance d'habiles interprètes, qui, avec quel-

1. L'arrêt de 1698, arrêt de règlement n'avait point été revêtu de Lettres patentes, ni par conséquent, enregistré dans les différentes cours du royaume. Voir le *Mémoire* de M^e MARIETTE, avocat (A. N. F¹⁴ 1311). On s'expliquerait ainsi l'absence de publicité.

2. BOISLISLE, *op. cit.*, t. II, p. 498.

que subtilité d'esprit, sans doute, surent masquer ce qu'il avait d'arbitraire et lui donner une apparence de Droit et de Justice. C'est ainsi que Bruyard, dans le recueil précédemment cité, s'efforce de montrer, avec preuves à l'appui, que le Souverain, en 1601 comme en 1698, a toujours entendu conserver son droit de concession. Lisons, entre autres, ce qu'il dit à propos du Haynault où les Seigneurs se réclamaient de l'Édit de 1601 : « Il fut observé que « le droit des propriétaires sur les mines de charbon « n'était qu'une concession faite en leur faveur par « Henri IV, *par grâce spéciale*, que cette grâce spéciale pouvait être révoquée quand elle occasion-
« nait des abus, et que, lorsque le Souverain se départait de ses devoirs, il s'en suivait que le Seigneur « n'avait aucun droit à prétendre » (1).

Un fait certain c'est qu'en admettant que la liberté d'exploitation ait été accordée d'une façon générale par l'arrêt de 1698 à tous les propriétaires de mines, le roi, en principe, n'en a jamais tenu compte, du moins si l'on en juge par les concessions particulières qui se continuent nombreuses, dès 1704, et surtout à partir de l'avènement de Louis XV (2),

1. BRUYARD, *op. cit.*, p. 82.

2. Liste des concessions particulières accordées par arrêt du roi (d'après BRUYARD), entre 1698 et 1744 :

12 février 1704 (BRUYARD, p. 31). Cet arrêt permet « au sieur Duc d'Humières de faire fouiller et exploiter à son profit pendant vingt

et qui sont toujours considérées comme un *don* de sa Majesté. Bien plus, quand un concessionnaire privilégié se voit contester l'exercice de son privilège par des particuliers, sous prétexte que l'arrêt de 1698

« années les mines de charbon, de pierre ou de terre qu'il a découvertes
 « ou pourrait découvrir dans l'étendue des paroisses de Pardicq et
 « Plaivin en Bretagne, même de continuer l'exploitation de celles du
 « village de Treguernec abandonnées depuis plusieurs années, à l'ex-
 « clusion de tous autres, avec défense à toutes personnes d'ouvrir et
 « exploiter aucune desdites mines sans la permission du S^r Duc
 « d'Humières ou de ses ayant-cause, à la charge de dédommager les
 « propriétaires. »

30 septembre 1704 (BRUYARD, p. 29). Privilège accordé à la Duchesse Daumont, à ses héritiers ou ayant-cause, pendant 37 ans, à compter du jour du décès de feu le sieur Duc Daumont, de fouiller les mines de charbon de terre qui se trouveront dans l'étendue du Boulonnois, pays reconquis et Comté d'Ardres. Ce privilège ne faisait que continuer un privilège précédemment accordé par un arrêt du 9 mai 1692 (BRUYARD, p. 19) au Duc et à la Duchesse Daumont.

21 avril 1705 (BRUYARD, p. 31). Cet arrêt renouvelle en faveur de la Duchesse Daumont, ses héritiers et ayant-cause, le privilège donné à ses ancêtres d'ouvrir des mines de charbon dans le pays du Boulonnais. Il ordonne, en outre, qu'ils seront tenus avant de pouvoir ouvrir et exploiter les dites mines, de notifier le dit privilège aux propriétaires de terrains, ceux-ci ayant six mois depuis la notification pour déclarer s'ils entendent exploiter eux-mêmes.

8 mai 1717 (BRUYARD, p. 84). Cet arrêt permet au sieur Desaubois et à sa compagnie d'exploiter pendant 15 années le charbon de terre des mines qu'il pourra découvrir depuis Condé en remontant la rivière du Haynaut jusqu'à Roubiès et de là à Valenciennes, et depuis la rivière d'Escaut jusqu'à celle de Scarpe. (Cet arrêt est l'origine de l'exploitation du bassin d'Anzin).

9 juillet 1720 (BRUYARD, p. 86). L'arrêt accorde au sieur Desaubois et à ses associés une gratification sur le trésor royal de la somme de 35.000 livres, et prolonge de cinq années le privilège exclusif qui leur a été accordé.

22 février 1722 (BRUYARD, p. 88). Pierre Desandrouins Desnoelles est mis au lieu et place de Nicolas Desaubois et de ses associés.

27 août 1726 (BRUYARD, p. 94). L'arrêt permet au sieur Desandrins ses hoirs et ayant cause, de fouiller et tirer du charbon de terre non seulement depuis Condé, en remontant la rivière du « Honneau » jusqu'à Roubiès, et de là à Valenciennes et depuis la rivière d'Escaut

autorise seuls les propriétaires à ouvrir et à exploiter les mines qui sont en leurs terres, le roi se prononce de préférence en faveur du concessionnaire et le confirme dans ses droits.

Ainsi en est-il dans l'arrêt du 21 avril 1705, confir-

jusqu'à celle de Scarpe, mais encore dans tout le terrain qui est entre l'Escaut et la Scarpe, dans l'étendue du Haynaut français seulement.

29 mars 1735 (BRUYARD, p. 96). Sont prorogés pour 20 années qui finiront le 1^{er} juillet 1760, les privilèges accordés aux entrepreneurs des mines à charbon de terre dans la province du Haynaut, avec exemption de tous droits domaniaux et autres sur les charbons qu'ils extrayent de leurs fonds.

26 juin 1736 (BRUYARD, p. 100). Privilège exclusif accordé pendant 15 années, aux sieurs Laurent, Vincent, et compagnie, pour exploiter des mines de charbon de terre dans l'étendue de trois lieues aux environs de Maubeuge.

16 décembre 1736 (BRUYARD, p. 72). L'arrêt étend le privilège accordé aux sieurs Pierre Taffin et Jacques Desandrouins, leur permet de tirer exclusivement à tous autres du charbon de terre des mines qu'ils pourront découvrir dans le terrain qui est entre la rivière de Scarpe et celle de la Lys pendant la durée de leur privilège.

11 avril 1740 (BRUYARD, p. 66). Permission donnée au sieur Forsy, ses associés, leurs hoirs ou ayant cause, de faire ouvrir et fouiller les mines de charbon de terre qu'ils découvriront dans l'étendue de six lieues à la ronde de la ville de Reims.

28 juin 1740 (BRUYARD, p. 173). Permission donnée au Sieur de la Bretonnière et à ses associés de faire exploiter les mines de charbon de terre dans l'étendue des paroisses de St-Georges Chatelaisson et Concourson, près la ville de Doué en Anjou.

30 mai 1741 (BRUYARD, p. 136). Permission donnée aux sieurs de Boulemer et Fillemin de tirer annuellement 3.000 voyes de charbon de terre des mines de Roche, et de les conduire à Villeneuve-St-Georges, à condition de ne les y vendre que sur le pied de 32 livres la voye.

6 juin 1741 (BRUYARD, p. 40). Permission donnée au Duc et à la Duchesse d'Humières de continuer pendant l'espace de trente années, à compter du 1^{er} juillet prochain l'exploitation des mines de charbon de terre actuellement ouvertes et travailler dans le territoire d'Hardingham, dépendant du Marquisat de Fiennes, même d'exploiter celles qu'ils pourront découvrir par la suite dans l'étendue du Boulonnais.

mant les arrêts des 9 mai 1692 et 30 septembre 1704, arrêt par lequel la Dame Duchesse Daumont obtient le renouvellement de sa concession sur les mines du Boulonnais.

Ainsi en est-il également dans l'arrêt du 6 juin 1741, arrêt destiné à mettre fin aux « contrariétés », suivant l'expression même des considérants, subies du fait des propriétaires, après l'arrêt de 1705, par le sieur Duc d'Humières, héritier de la Dame Duchesse Daumont. Renouvelant les privilèges antérieurs, cet arrêt « permet au Sieur Duc et à la Dame Duchesse « Daumont, de continuer l'exploitation des mines de « charbon de terre actuellement ouvertes, et travailler « dans le village d'Hardinghem, dépendant de la terre « et marquisat de Fiennes, même d'exploiter par pré- « férence à tous autres, celles qu'ils pourront décou- « vrir dans l'étendue du Boulonnais... »

Cependant dans les deux arrêts précités, une restriction apparaît en faveur du propriétaire de la superficie. Il doit, dit l'arrêt de 1705 comme celui de 1741, recevoir de la part du concessionnaire, notification du privilège, et alors un délai lui est imparti pour déclarer s'il entend exploiter lui-même, le concessionnaire ne pouvant jouir de son privilège qu'à défaut d'exploitation par le propriétaire (1).

1. Une différence est à noter entre les deux arrêts : Le propriétaire d'après l'arrêt de 1705, a besoin, pour exercer son droit de posséder

Faut-il voir dans ces tendances favorables aux propriétaires du sol, l'influence d'idées économiques encore imprécises, mais qui devaient prendre corps quelques années plus tard avec les Physiocrates (1), et de l'importance que celles-ci donnaient à la terre dans la production? Ce serait là une nouvelle preuve de cette répercussion dont nous avons parlé plus haut à propos du *Mercantilisme*, des idées économiques sur la législation minière, et sur laquelle nous reviendrons dans un instant, quand nous aurons à rappeler de quelle empreinte Quesnay et son École marquèrent les lois minières de la Révolution.

Mais au moment où paraît l'Édit de 1698, si la réaction contre le *Mercantilisme* s'aperçoit déjà nettement chez certains auteurs, voire même chez des mercantilistes notoires, comme le médecin anglais William Petty (2); si en 1695 se publie sans nom

quatre arpents de terre de même contiguité, réserve qui ne se trouve pas dans l'arrêt de 1741.

Le désir de sauvegarder les droits du propriétaire apparaîtra chaque jour davantage dans les actes de concession. C'est ainsi que nous lisons dans un avis de l'Intendant de Champagne du 30 septembre 1757, adressé à un certain Samson Marais : « ... J'ai fait savoir « au sieur Samson Marais que le Conseil n'était point dans l'intention « d'accorder de privilège au préjudice des terrains où se trouve cette « mine et qu'ainsi il devait avant toute chose, ou acheter ces terrains, « ou s'accomoder avec les propriétaires, de quelque manière que ce « soit, pour éviter toute plainte de leur part. » (A. N., F¹⁴ 1311).

1. Le premier article de QUESNAY parut dans l'*Encyclopédie* en 1756.

2. « Le travail est le père et le principe actif de la richesse comme « la terre en est la mère ». PETTY, *Treatise of Taxes*, 1622, chap. X, 10.

d'auteur ni de lieu, le *Détail de la France*, où Boisguilbert, lieutenant général au bailliage de Rouen, fait entendre un éloquent plaidoyer en faveur de la terre et de ceux qui la cultivent, cri de détresse au milieu de la misère commune et de la famine, on ne saurait dire que le mouvement soit encore ni bien étendu ni bien profond. Lorsque le 14 mai 1709, Boisguilbert a vu son second ouvrage, le *Factum*, « saisi, confisqué, mis au pilon » par arrêt du Conseil du roi, un silence se fait sur lui, silence si profond, qu'un de ses biographes, M. Cadet, ne trouve nulle trace de ses œuvres dans les revues du temps. Rien, dit-il, dans le *Journal des savants*, rien dans *La Gazette de France*, rien dans *L'Œuvre littéraire*, rien dans la *Bibliothèque choisie* de Le Clerc (1).

Ainsi, nous sommes amenés à chercher la cause de ce retour de l'exploitation des mines aux propriétaires miniers moins dans un changement de système économique que dans la poursuite d'un résultat plus immédiat et plus pratique, résultat indiqué par Casaux du Hallay dans son mémoire adressé au Bureau du Commerce en 1701, et qui se résume en ces termes : augmenter la production du charbon afin d'empêcher la destruction des bois et forêts. Du jour, en effet, où les concessionnaires privilégiés

1. CADET, *Pierre de Boisguilbert précurseur des Economistes* in-8°, Paris, 1870, p. 343.

deviennent seuls maîtres du débit de charbon, il en résulte un véritable monopole qui leur permet de n'en faire tirer « qu'autant qu'ils en peuvent débiter « à un haut prix, qui empêche les raffineries de s'en « pourvoir et les oblige à brûler toujours du bois (1) ».

Les prévisions malheureusement ne furent pas réalisées, et contrairement à ce qu'on avait espéré, le nouveau régime eut des conséquences néfastes pour la mise en valeur de nos richesses minérales. « Si l'on parcourt la France, lit-on dans un mémoire « écrit vers le milieu du XVIII^e siècle, l'on y verra « pour fruit de la liberté qui a régné depuis 1601 « jusqu'en 1744, deux mille fosses noyées ou enflam-

1. DE BOISLISLE, *Correspondance des Contrôleurs généraux avec les Intendants*. Mémoire de Casaux de Hallay, 4 mars 1701, t. II, p. 498.

Peut-être aussi qu'une autre raison, particulière aux mines du Boulonnais, expliquerait les dispositions favorables aux propriétaires contenues dans les arrêts de 1705 et de 1741. On aurait voulu permettre aux charbons de ce pays de lutter avantageusement avec ceux du Haynaut et d'Angleterre que jusqu'alors on leur avait préférés. C'est ce qui semble résulter de ce passage du *Mémoire sur la généralité de Picardie*, rédigé par M. BIGNON, Intendant en 1698 : « On a décou-
« vert depuis 5 ans une mine de charbon proche du village d'Arg-
« denhem (sans doute Hardinghem); le Duc d'Aumont a eu une
« permission exclusive du roi d'y faire travailler, en dédommageant
« les propriétaires; le Marquis de Tagny en a une pareille pour le
« territoire de Réty; ils en ont fait tirer l'un et l'autre une grande
« quantité, mais il ne se trouve pas si bon que celui de Hainaut et
« d'Angleterre; on voit que c'est par la faute ou l'ignorance des
« travailleurs qui cherchent le plus tôt fait et ne connaissent pas
« les bonnes veines; il est certain qu'on trouverait ailleurs de pareilles
« ou de meilleures mines, mais les propriétaires qui ne peuvent espérer
« qu'un léger dédommagement ne s'empressent point de faire des
« découvertes ». COMTE DE BOULAINVILLIERS, *État de la France*,
2 vol. in-folio, 1727, t. I, p. 65.

« mées, qui n'ont pas cinquante pieds de profondeur ;
« et que l'on juge depuis cette profondeur modique
« jusqu'à 200 toises où les travaux en grand peuvent
« se porter, combien de richesses enfouies en pure
« perte pour l'État » (1).

Bruyard se lamente également sur les dispositions trop favorables aux propriétaires de terrains, dispositions qui, « loin de procurer l'abondance du charbon, « a occasionné au contraire des dégradations par le « peu de facultés et de connaissances de la part de « ceux qui ont tenté de faire quelques entreprises » (2).

En face de pareils abus, et à la suite des plaintes nombreuses qu'ils soulèvent, surtout relativement à la mauvaise qualité du charbon, les Intendants, dans certaines généralités, à Tours et en Auvergne (3) par

1. A. N., F¹⁴, 1313

2. BRUYARD, *op. cit.*, p. 11. Voir également les pages 6 et 7, où se trouvent énumérés les abus résultant de la liberté d'exploitation.

3. BRUYARD, *op. cit.*, p. 171 : « Sur les plaintes qui furent portées « au Conseil, de la mauvaise qualité des charbons qui s'en tiraient, « feu M. Orry, Contrôleur général manda, le 22 février 1742, à M. de « Lesseville, lors Intendant à Tours, qu'en attendant qu'il y ait un « règlement qui put indiquer les précautions à prendre pour prévenir « tous les inconvénients résultant d'une mauvaise exploitation, il « convenait qu'il rendit une Ordonnance pour défendre à tous parti- « culiers d'ouvrir de nouvelles fosses sans permission ». Cette ordon- nance, dit Bruyard, fut rendue le 2 mars 1742.

BRUYARD, p. 46. A propos de l'Auvergne où des mines de charbon existaient dans les paroisses de Sainte-Florine, de Charbonnière, d'Anzac, de Frugères et de Brassac, il est dit : « Les plaintes réitérées « de la mauvaise qualité du charbon, déterminèrent le Conseil en « 1742, à faire défendre à tous propriétaires de terrains d'ouvrir sans « permission ».

exemple, se voient forcés de prendre des mesures de protection et de faire défense à tous particuliers d'ouvrir de nouvelles fosses sans autorisation.

L'arrêt du 15 janvier 1744 ne fera que compléter et généraliser pour toutes les mines de France ces dispositions particulières. Son article 1^{er} est ainsi conçu : « A l'avenir personne ne pourra ouvrir et « mettre en exploitation des mines de houille ou « charbon de terre, sans en avoir préalablement « obtenu une permission du sieur Contrôleur général « des Finances » (1). C'était la suppression pure et simple de la liberté d'exploiter. Cet article 1^{er}, dix autres viennent le compléter par une série de dispositions très précises, très minutieuses, destinées à assurer, avec la sécurité de l'ouvrier, un meilleur rendement des mines, par suite, à réduire d'autant l'importation étrangère (2), et à maintenir le numéraire en dedans des frontières. Cette dernière préoccupation n'avait point en effet complètement disparu; elle montre à la veille de l'apparition des théories physiocratiques l'influence toujours agissante de la

1. ISAMBERT, t. XXII, p. 166.

2. L'importation étrangère ne tenait pas du reste seulement au défaut de rendement de nos mines, mais aussi à la réputation dont jouissaient au XVIII^e siècle les charbons de la Grande Bretagne. Ainsi les entrepreneurs d'une verrerie installée à Cherbourg demandent en 1753 la permission d'employer des charbons d'Angleterre, quoique l'une des conditions de leur établissement soit de ne brûler que celui de France. Arch. dép. du Calvados, C. 2975. Cité par GERMAIN MARTIN, *La Grande Industrie sous le règne de Louis XV*, p. 191.

théorie mercantile sur l'esprit des gouvernants (1).

Nous avons dit plus haut l'opposition que rencontra le nouvel Édit, opposition de la part des Seigneurs hauts justiciers (2), opposition surtout de la part des

1. Cette préoccupation se trouve indiquée à plusieurs reprises dans les Archives de l'époque. Ainsi, dans un arrêt du 26 juin 1736, par lequel le roi accorde une concession près de Maubeuge, afin d'alimenter de charbon, non seulement cette ville et les villes voisines, mais encore les provinces de Champagne, de Picardie, et de Thiérache, « qui ne peuvent actuellement en tirer que des environs de Mons et « de Charleroy, *ce qui fait sortir du royaume des sommes considérables.* » BRUYARD, p. 100.

Ainsi également dans un Mémoire relatif aux mines de Carmaux, concédées depuis 1752 au Chevalier de Solages, « Le Gouvernement, « y est-il dit, n'ignore pas que pendant la guerre qui vient de cesser — « —très probablement la guerre de 7 ans, ce qui date le Mémoire des « environs de 1763 — la ville de Bordeaux n'a point usé d'autres « charbons que celui de Carmaux. Le Gouvernement n'ignore pas que « les Anglais laissent tous leurs navires qui viennent à Bordeaux et « dans le pays d'Aulnis avec leur charbon, que ce cabotage est une « source très abondante de leur puissance maritime, *qu'ils nous « enlèvent tous les ans plus de deux millions de livres par ce commerce.* » Arch. départ. de l'Hérault, C. 2720. Cité par GERMAIN MARTIN, *La Grande Industrie sous le règne de Louis XV*, p. 160.

2. Ainsi en Haynault où les Seigneurs justiciers représentent l'article 1^{er} de l'Édit comme étant « contraire aux Chartes et loix « fondamentales de la Province, et même opposé aux capitulations du « Haynault français dont le premier article porte : Haut justice et « Seigneurie s'entend et comprend de faire emprisonner, avoir en « terre non extrayé, et le second article porte : par avoir en terre non « extrayé sont entendues choses trouvées en terre, comme charbon ». BRUYARD, p. 81.

Il semble cependant qu'on soit parvenu dans le Haynault français, à concilier les droits des concessionnaires avec les droits des Seigneurs. La concession obtenue le 1^{er} mai 1759 par la Compagnie d'Anzin porte en effet cette réserve : « A condition que lesdits entrepreneurs « ne pourront exploiter lesdites mines sur les terres des Seigneurs « hauts justiciers qui auront une demi lieue de terrain sur les veines, « contigue et d'une seule pièce, qu'après les avoir fait sommer de les

propriétaires du sol. Un écho de leurs doléances nous parvient dans une lettre du subdélégué de Saint-Étienne du 15 mai 1744 : « Je viens de faire publier l'arrêt pour l'exploitation des mines, il cause une Révolution étonnante; tous les propriétaires qui peuvent avoir des carrières s'imaginent voir une Compagnie entreprendre leur exploitation, et forment des chimères qu'ils prennent pour des réalités, et qui vont jusqu'à l'extravagance. Je tâche de les désabuser du mieux qu'il m'est possible, mais il n'y a que le temps qui puisse les guérir » (1).

Le temps ne produisit pas sans doute le résultat attendu, car plus de dix ans après, nombreux étaient les propriétaires qui refusaient de se soumettre aux prescriptions du nouvel Édit (2), et cela parfois avec l'assentiment des agents du pouvoir.

« exploiter eux-mêmes ». *Mémoire de Taboureau*, 1770 (A. N., F¹⁴ 1312).

Ainsi à Oëilly (Marne), où un fondeur de Verdun, Nicolas Sivery, ayant obtenu, le 25 octobre 1747, l'autorisation de rechercher une mine de charbon qui avait été signalée, rencontre une opposition de la part des Seigneurs d'Oëilly : Christophe de Rossel de Cercy, enseigne de vaisseau du roi, et Charles d'Haudouin, et se voit obligé d'interrompre ses travaux au bout d'un an. Arch. de la Marne, C. 1764. Cité par LAURENT, *Cahier des doléances pour les États Généraux de 1789, Département de la Marne, Bailliage de Sézanne et Châtillon-sur-Marne réunis*, t. II, préf., p. CXV, Épernay, 1909.

1. Arch. du Rhône, C. 123. Cité par BROSSARD, p. 10.

2. Généralité de Tours : « Il ne paraît pas qu'il ait été fait aucune déclaration de la part des propriétaires des terrains, ni même demandé aucune permission ». BRUYARD, p. 171.

En Provence : « Il paraît que M. de la Tour y a fait néanmoins

C'est ainsi que l'Intendant de Montpellier, Jean-Emmanuel de Guignard, Vicomte de St-Priest écrit le 17 novembre 1756 au Marquis Pierre de Bernis : « Je sais à la vérité qu'on exploite ces mines « (mines du Diocèse d'Alais, auxquelles s'approvision-
« naient Nîmes et Montpellier) sans permission, mais
« il m'a semblé que le bien de la chose demandait
« qu'on fermât les yeux jusqu'à ce qu'on eut trouvé
« quelque autre moyen de suppléer à la suppression de
« l'exploitation dans ces cantons » (1)

Et le même Intendant, quelques mois après, le 19 juin 1757, recevait de Trudaine, le Contrôleur général du Commerce, l'avis suivant : « On a trouvé
« jusqu'à présent si peu d'avantage à faire ces sortes
« de concessions que le Bureau du Commerce a pensé
« qu'il conviendrait peut-être mieux de laisser aux
« propriétaires de terrains, où les mines sont situées,
« la liberté d'en faire eux-mêmes l'exploitation » (2).

Cependant, loin de revenir à l'ancien système, un arrêt du 19 mars 1783 (3), après une nouvelle enquête auprès des Intendants et la rédaction de nombreux

« publier le règlement de 1744, mais qu'il n'a été donné aucune
« permission, ni fait aucune concession depuis, d'où il y a lieu de
« penser que l'extraction s'est faite comme anciennement. » BRUYARD,
p. 162.

1. ACHILLE BARDON, *L'Exploitation du bassin houiller d'Alais sous l'Ancien Régime*, in-8°, Nîmes, 1898, p. 56.

2. ACH. BARDON, *op. cit.*, p. 57.

3. LAMÉ FLEURY, *op. cit.*, p. 147.

projets (1), confirmait l'injonction de l'Édit précédent et en reproduisait à peu près tous les termes.

C'est là le dernier effort du Pouvoir pour ressaisir en matière de mines, une autorité qui lui échappe. La *Grande Industrie*, élevée sur la ruine des petits métiers et des exploitations restreintes, ne va plus obéir qu'aux lois naturelles, qui servent de fondement à cette science nouvelle, étudiée pour la première fois par les Économistes du XVIII^e siècle, et qui a pour objet : « la nature et les causes de la richesse des « nations ». Désormais loin d'elle ces *béquilles* que lui avait prêtées Colbert pour assurer ses premiers pas. Les temps sont révolus, où la conception de l'État, maître de l'homme et du citoyen, conception inspirée de l'antiquité, va disparaître, et où vont triompher les principes de liberté individuelle et de propriété individuelle, qui seront parmi les grands principes du Droit moderne.

1. Plusieurs rapports et mémoires se trouvent dans : A. N., F¹⁴ 1313.

LIVRE DEUXIÈME

LA RÉVOLUTION ET LE PRINCIPE DE LIBERTÉ

CHAPITRE PREMIER

Le Principe de Liberté et la Loi du Travail, Fondements du Droit de Propriété

Taine a écrit : « La Révolution est par essence une « translation de propriété (1) », et, son autorité aidant, cette phrase acceptée sans contrôle, a pris bien vite dans l'opinion publique, la valeur d'un axiome. Elle contient cependant une erreur manifeste, contre laquelle M. Planiol, dans son *Traité de Droit Civil*, proteste avec raison : « La Révolution, dit-il, a affranchi la terre des redevances qui la grevaient; elle n'a pas eu à opérer un déplacement de propriété, qui « était chose faite (2) ». Déjà M. de Tocqueville avait dit : « La Révolution n'a pas créé la petite propriété,

1. TAINÉ, *La Révolution*, t. I, p. 386.

2. PLANIOL, *Traité élémentaire de Droit civil*, 4^e édition, Paris, 1906, t. I, p. 740.

« elle l'a libérée » (1). Les deux formules se complètent et se précisent.

Quel est en effet le sujet des plaintes qui, à la fin de l'ancien régime, s'élèvent ici et là, dans les milieux populaires, de l'échoppe de l'artisan ou de la chaumière du vilain ? N'y est-il pas question moins de conquérir la propriété et de l'enlever à une classe privilégiée, que de la libérer des charges qui l'écrasent, des entraves multiples qui font obstacle à sa productivité ?

Aussi reprenant la phrase de Taine, nous en modifierons les termes, et nous dirons que la Révolution de 1789, Révolution sociale avant tout, est par essence, non une *translation*, mais une *libération* de propriété.

Nous aurons à voir bientôt, comment et dans quelle mesure cette transformation eût une influence sur la législation de la propriété minière. Mais auparavant il nous faut préciser le sens de notre affirmation.

La propriété est libérée des charges féodales ; désormais libre, elle n'est plus dans la *mouvance* d'un Seigneur ou d'un Roi, suzerain lui-même, ayant la *directe* universelle sur tous les biens (2). Soit ; mais *libération* veut dire encore autre chose ; ce mot vise

1. PAUL JANET, *Revue des Deux Mondes*, 1877, t. XIII, p. 331.

2. Voir l'Édit d'août 1692. ISAMBERT, t. XX, p. 165.

une transformation sociale, non moins profonde que la précédente, transformation qui touche aux principes mêmes de la Souveraineté, et qui, en posant à l'État souverain des limites, place dans le *droit naturel* le fondement de la propriété.

Reprenons, en les développant, ces divers points.

Même sous le régime féodal, depuis la disparition du servage, c'est-à-dire, depuis le ^{xiii}e siècle (1), tout roturier est à même d'acquérir la propriété, tout au moins la propriété utile, grâce à cette forme de tenure appelée *censive*, véritable contrat de vente, où l'une des parties, moyennant le droit donné *in perpetuum* d'exploiter la terre et de jouir de ses fruits, s'engage vis-à-vis de son co-contractant, c'est-à-dire vis-à-vis du seigneur, à lui verser un prix, *census*, prix devenu dès le ^{xvi}e siècle à ce point modique, que les jurisconsultes le déclarent simplement *recongnitif* du domaine éminent (2).

1. LAVISSE, *Histoire de France*, Paris, 1902, article de Luchaire, t. III, partie I, pp. 390-391. « On constate qu'au début du ^{xiii}e siècle, « les affranchissements individuels ou collectifs ont beaucoup diminué « le nombre des serfs... Des provinces entières, la Touraine, la Normandie, la Bretagne, le Roussillon, plusieurs régions du Midi « semblent ne plus connaître le servage ou être en très grande partie « libérées ».

2. GUY COQUILLE, *Institution*, p. 131 : « La prestation ordinairement est petite, et payée par reconnaissance de supériorité, et non pas pour avoir profit, qui ait quelque proportion aux frais de l'héritage chargé de cette redevance ».

DUMOULIN, sur la *Coutume de Paris*, art. 73, glose I, n° 16 : « *Et quamvis hujusmodi census ut plurimum in modico aere consistat et*

Il va s'en suivre un morcellement du sol, morcellement dont la marche ne sera pas continue, qui subira plus d'une fois des retours en arrière au profit de la grande propriété, surtout dans les périodes de crise (1), mais qui, malgré tout, à la veille de la Révolution, aboutira à une prédominance de la petite propriété. Arthur Young qui visitait la France dans les années 1787, 1788 et 1789, nous en donne un témoignage formel et en parfait accord du reste avec celui d'autres contemporains. C'est même pour lui un sujet d'étonnement, n'ayant point constaté pareil fait économique dans son pays : « Les petites propriétés « des paysans, dit-il dans ses *Voyages en France*, se « trouvent partout au point que nous refuserions à « croire en Angleterre, et cela dans toutes les provinces, même celles où prédominent les autres régimes (fermes et métairies). Dans le Quercy, le Languedoc, les Pyrénées, le Béarn, la Gascogne, une « partie de la Guyenne, l'Alsace, la Flandre et la Lorraine, ce sont les petites propriétés qui l'emportent » (2).

« consistere debeat, ulpote in quo non id quod solvitur (quod est parvum), « sed qualitas solutionis, quae est magna et recognitionem dominii et « reverentiam implicat, consideratur, tamen quandoque ex tenore investiturae magna penditur summa ».

Cités par ESMEIN, *Cours d'histoire du Droit Français*, 9^e édit., p. 213, note 1.

1. Voir BOISGUILBERT. Il signale à la fin du règne de Louis XIV une augmentation de la grande propriété.

2. ARTHUR YOUNG, *Voyages en France*, Traduction Lesage, 2 vol., Paris, 1882, partie II, chap. XI.

Mais si le paysan est le propriétaire de la terre, les conditions de l'existence n'en sont pas moins pénibles pour lui.

En est-il un plus pauvre en la machine ronde ?
Point de pain quelquefois et jamais de repos :
Sa femme, ses enfants, les soldats, les impôts,
Les créanciers, et la corvée,
Lui font d'un malheureux la peinture achevée.

Peinture où, au milieu de tous ces maux, apparaissent se détachant au premier plan, les impôts, et parmi les impôts la taille, surtout la taille personnelle, celle-ci d'autant plus exécrée d'autant plus inique, qu'elle constitue précisément, comme son nom l'indique, un impôt personnel, c'est-à-dire en fait arbitraire. C'est en effet le caractère personnel de l'impôt, est-il besoin de le rappeler, qui au ^{xvii}e et au ^{xviii}e siècles, fit l'objet des plus vives réclamations de la part du malheureux imposé, *taillable*, suivant le vieux dicton, et *corvéable à merci* (1). Vauban dans la *Dîme royale*, Boisguilbert dans le *Détail de la France* (2), en fourniraient mille preuves au besoin. N'est-ce pas également

1. Ces expressions, le Parlement les répétait encore à Turgot en 1775, comme un des principes essentiels de Gouvernement. Voir CADET, *op. cit.*, p. 161.

2. Ainsi BOISGUILBERT oppose l'état de prospérité de la Généralité de Montauban où la taille réelle est appliquée, où même depuis Colbert un essai de cadastre avait été tenté, à l'état d'appauvrissement et d'abandon de la Généralité de Rouen, pays au contraire de taille personnelle. *Le Détail de la France*, p. 204.

ce caractère arbitraire de la taille qui devait faire le principal sujet de *L'Adresse aux Français sur le paiement des contributions*, adresse rédigée par Dupont de Nemours, et votée le 24 juin 1791 par l'Assemblée Nationale (1).

Aussi l'acte accompli dans la nuit du 4 août, acte irréfléchi, acte de sentiment, acte de faiblesse imposé par la peur, et que Mirabeau lui-même, qui n'avait point assisté à la séance, traitait ironiquement le lendemain, le jugeant avec sang-froid, de *tourbillon électrique* (2), n'aurait pas eu au point de vue de la libération de la propriété l'importance que les acteurs de la scène ont voulu lui donner, s'il n'avait servi de préface, en proclamant l'égalité de tous devant l'impôt, aux lois et décrets par lesquels la Constituante opéra la refonte de notre système financier (3).

Sans doute l'acte du 4 août et les décrets qui vinrent le compléter (4), mettent fin à tout un ensemble d'institutions, de privilèges, d'exemptions qui constituaient le régime féodal. Mais de ce

1. *Archives Parlementaires*, 1^{re} Série, t. XXV, pp. 491 et suiv.

2. Cité par DARESTE, *Histoire de France*, 3^e édition, 1885, t. VII, p. 190.

3. « Égalité des impôts de quelque espèce que ce soit, à compter du commencement de 1789, suivant ce qui sera réglé par les Assemblées provinciales... » Résumé des grands principes adoptés le 4 août, résumé donné par les députés à la fin de la séance. *Moniteur* du 5 août 1789.

4. Décrets du 11 août 1789, 23 décembre 1790, 20 avril, 7 juin, 10 juillet 1791.

régime que restait-il alors? Quelques « bribes de « chevalerie », « quelques décors d'une pièce qu'on ne « joue plus », pour emprunter les expressions de M. d'Avenel (1), l'auteur des études si savantes sur la vie privée de l'Ancien Régime, décors « dont quelques morceaux restent plantés de ci de là », devant les spectateurs qu'ils étonnent par leur archaïsme.

Et quant à ces droits féodaux dont la noblesse durant la nuit fameuse, fait le sacrifice, dans un vent de folie, avec ce langage grandiloquent, où se reconnaît à chaque instant le lyrisme emphatique de Rousseau, que rapportaient-ils au ^{xvii}e et au ^{xviii}e siècle? Bien peu de chose, si nous en croyons encore M. d'Avenel (2). Derniers témoins d'un état social sur le point de disparaître, sans la Révolu-

1. D'AVENEL, La Propriété foncière de Philippe Auguste à Napoléon, *Revue des Deux Mondes*, 15 février 1893, p. 778.

2. Ou bien les droits se sont comme évaporés. C'est ainsi que les habitants de Glange « dans un terrier fait en 1600 par les soins de « Messire de la Guiche, avouent être taillables aux quatre cas jusqu'à « la somme de 40 sols, qui valent intrinsèquement 5 francs, et au « pouvoir actuel de la monnaie 12 fr. 50 pour toute la paroisse ». C'est ainsi également que « la Communauté de Noyelles-sur-Mer qui payait « une rente annuelle de 4 livres (ou 40 francs) au ^{xiv}e siècle, pour « le four banal, ne devait plus au ^{xvii}e siècle qu'une poule, c'est-à-dire « une valeur de 1 franc ».

Ou bien, et c'est le cas le plus fréquent, les droits sont demeurés les mêmes, mais la valeur monétaire a varié. C'est ainsi que la taxe du four banal de Romorantin est encore en 1787 de 6 deniers pour la cuisson de chaque pain de 13 livres : « mais 6 deniers de Louis XVI « ne valent pas plus de 0,02 centimes, tandis que jadis ils avaient peut-être valu 0,50 centimes ».

D'AVENEL, *op. cit.*, p. 779.

tion, ne se seraient-ils pas, sans doute, évanouis d'eux-mêmes?

Il est vrai que même remarque peut s'appliquer aux impôts de l'Ancien Régime, et l'acte du 4 août, loin d'innover en proclamant solennellement l'égalité de tous devant les charges publiques, ne faisait après tout que s'inspirer de la pensée des Turgot et des Necker, que reprendre l'œuvre des Assemblées provinciales (1), l'œuvre surtout de l'Assemblée des Notables de 1787, dont le projet d'impôt territorial, s'il n'eût pas trouvé devant lui l'opposition malfaisante des Parlements, eut évité à la France, les catastrophes et les ruines qui plus tard, sous la Terreur, devaient être la rançon des libertés conquises?

La séance du 4 août ne fut donc qu'un incident au milieu des débats qui depuis le 5 mai 1789 se déroulaient à Versailles, dans la salle des États, et devaient aboutir à la Déclaration des Droits et au vote de la Constitution du 5 septembre 1791.

C'est à cette *Constitution*, mais surtout à la *Déclaration des Droits*, qui la précéda de quelques mois, et qui porte la date du 27 août 1789, qu'il faut se reporter si l'on veut trouver l'acte vraiment libé-

1. La première Assemblée provinciale fut créée dans le Berry par arrêt du Conseil, le 12 juillet 1778.

rateur de la Révolution, celui qui mettant la souveraineté dans la nation, qui faisant, ou plutôt semblant faire (1) table rase du passé, fondait sur les droits de l'individu tout l'édifice social, et cela non seulement en France, mais bientôt après elle dans tous les pays de l'Europe. N'est-ce pas là en effet, l'acte d'un peuple dont on peut dire avec Joseph de Maistre, que chaque parole est une « conjuration », que la moindre opinion lancée sur le monde « est un bélier poussé par trente millions d'hommes ? » (2).

* * *

Des droits mentionnés dans la Déclaration, droits naturels et comme tels antérieurs et supérieurs à toutes les conventions humaines, nous n'en retiendrons qu'un seul, car il touche directement au sujet de notre étude, le droit de propriété. Avec lui nous

1. La tradition ne fut pas toujours, en effet, de parti pris mise de côté, comme on le prétend quelquefois, dans l'établissement des institutions de la France moderne. Voir BEAUSSIRE, *Les Principes du Droit*, p. 17, et TCHERNOFF, *Revue de Droit Public*, t. XX, p. 92.

2. JOSEPH DE MAISTRE, *Soirées de Saint-Petersbourg*, 6^e entretien. A rapprocher de ces paroles de MIRABEAU : « Vos lois deviendront « celles de l'Europe, si elles sont dignes de vous, car telle est l'influence « des grands États, et surtout de l'Empire français, que chaque « progrès dans leur constitution, dans leurs lois, dans leur gouverne-
« ment, agrandit la raison et la perfectibilité humaine ». *Arch. Parl.* t. VIII, p. 438.

pouvons suivre le développement d'un principe, où ce droit va trouver sa raison d'être et sa justification : le principe de liberté, de liberté individuelle, principe nouveau que le Christianisme devait poser dans le monde, proclamant bien haut, en opposition aux lois de la Cité, l'existence d'un droit de l'individu, alors que jusque-là l'homme absorbé tout entier par un État omnipotent « ne croyait pas « qu'il put exister de droit vis-à-vis de la Cité et de « ses dieux » (1).

Sans doute dès la plus haute antiquité, en Grèce et en Italie, un droit de propriété existe, droit même plus absolu dans ses effets qu'il ne l'est dans nos sociétés modernes. Mais alors ce droit n'est point un prolongement de la personnalité humaine, dont la notion restera longtemps encore imprécise, servant seulement de thème aux disputes des philosophes. C'est dans la religion du foyer qu'il faut en chercher le fondement. « Ce n'est pas l'individu « actuellement vivant qui a établi son droit sur cette « terre, c'est le dieu domestique » (2). Et l'on sait le respect que les Romains avaient pour leurs dieux termes, respect qui s'étendant à la propriété elle-même, la rendait inviolable et sacrée.

1. FUSTEL DE COULANGES, *La Cité antique*, Paris, 1885, p. 269.

2. FUSTEL DE COULANGES, *La Cité antique* Paris, 1885 p. 74.

Lorsque le Christianisme eut pris la place de l'ancienne religion, lorsque fut enseignée cette parole du divin Maître : « Rendez à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu », la séparation devint complète entre deux choses jusqu'alors étroitement unies : Dieu et l'État, la religion et le gouvernement. La conception du droit de propriété, conception à laquelle le citoyen d'Athènes et de Rome était parvenu, d'un seul coup, sans effort, par la vertu de ses seules croyances, une fois dégagée du moule rigide dont l'enveloppait l'idée religieuse, s'élaborera pendant de longs siècles, d'un travail lent et continu, pour aboutir enfin, avec la déclaration des droits de 89, à la propriété individuelle et libre (1).

Ce travail, si nous n'avions la crainte de dépasser les limites modestes du plan que nous nous sommes tracé, il nous serait facile d'en suivre les progrès, au cœur même de la nation tout d'abord, dans ces États Généraux qui vont se succéder, à des intervalles malheureusement trop espacés, depuis le Moyen Age jusqu'à la Révolution, et où, dès 1356, sous le roi Jean, le respect de la propriété privée est

1. « Il y a plus d'un millier et demi d'années, dit HEGEL, que la « *liberté de la personne* sous l'influence du Christianisme, a commencé « à *fleurir*, et ce n'est encore que dans une petite partie de la race « humaine qu'elle est devenue un principe général; la *liberté de la* « *propriété* ne date que d'hier, et elle n'est encore, on peut le dire « reconnue comme un principe que sur quelques points isolés ».

Grundlinien der Philosophie des Rechts . § 60.

déjà réclamé par le Tiers (1), et fait pour ainsi dire l'objet unique de ses vœux. Nous pourrions également, au milieu des idées qui s'agitent confusément dans les écrits des polémistes du xvi^e siècle, de Suarès, de François Hotman, d'Hubert Languet, d'Étienne de la Boétie, de Bodin, à cette heure trouble et mouvementée de la Renaissance, où le droit populaire va prendre conscience de sa force, en dégager celles qui nous laissent entrevoir le droit de propriété, jusqu'alors considéré comme une délégation de la Souveraineté, ayant désormais sa place dans le droit naturel, à côté et comme la condition et le corollaire nécessaire de la liberté (2). Nous pourrions même les suivre jusque dans les revues et publications du xviii^e siècle où à chaque instant se trouvent citées les œuvres de ces auteurs, premiers adeptes de l'École libé-

1. Les députés de la bourgeoisie y réclamaient également le vote annuel de l'impôt. « C'est la consécration la plus forte de l'indépendance de la propriété », dit ÉMILE BEAUSSIRE, *op. cit.*, p. 312. « L'impôt voté par les citoyens rend la propriété privée supérieure au pouvoir royal... »

C'est dans les États Généraux qui suivirent ceux du roi Jean, à Tours, en 1484, que Philippe Pot, surnommé la bouche de Cicéron, exposa avec force les principes et les idées de la Souveraineté nationale.

2. « Si donc le Prince souverain n'a pas puissance de franchir les bornes des lois de nature que Dieu, duquel il est l'image, a posées, il ne pourra aussi prendre le bien d'autrui sans cause qui soit juste et raisonnable... » BODIN, *De la République*, édition de 1580, liv. I, chap. VIII, p. 156.

Un auteur anglais GOOCH (*The history of english democratic ideas*, 1898, p. 16) reconnaît que les *Vindiciae contra tyrannos*, de HUBERT LANGUET, sont le premier ouvrage qui « contient une philosophie politique en prenant pour base certains droits inaliénables de l'homme ».

rale (1), puis dans les Écrits des Philosophes, précurseurs ou apôtres de la Révolution, avant que, dernière étape, elles ne sortent du domaine de la théorie pour prendre corps dans les lois de la Constituante et de la Convention.

Pareil tableau serait cependant incomplet, peut-être même nous conduirait-il à des conclusions inexactes, si nous ne donnions une large place aux Économistes dans le mouvement des idées qui prépara la venue des temps modernes.

*
* *
*

Parmi les conquêtes propres aux Économistes, n'est-ce pas en effet une de celles qui s'imposent,

1. *Mélanges tirés d'une Grande bibliothèque*, Paris, 1779 à 1788, 70 tomes en 69 vol. in-8°. Le vol. R, t. XVII est consacré spécialement aux auteurs du xvi^e siècle.

Bibliothèque de L'Homme Public, 1790-1792, 28 vol. in-8°.

Ces écrits sont parmi les arguments dont se sert TCHERNOFF (*Revue de Droit Public*, 1903, t. XX) pour montrer l'influence des idées du xvi^e siècle sur la *Déclaration des Droits*.

Contra : JELLINECK (*La Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen*. Traduction française par FARDIS, Paris, 1902). L'idée de la déclaration ne serait pas une idée française, mais aurait été inspirée par les Bills of Rights qui précèdent les constitutions des États américains. — BOUTMY (*Annales de l'Ecole libre des Sciences politiques*, 1902, t. XVII). La Déclaration des droits trouve son explication dans la politique française du xviii^e siècle. — AULARD (*Histoire politique de la Révolution française*, Paris 1901) voit surtout l'influence américaine.

d'avoir fait sortir d'une façon complète et définitive le droit de propriété de l'état de dépendance où l'avait maintenu si longtemps la théorie féodale du roi suzerain, ayant la directe universelle sur tous les biens du royaume? Leurs écrits ne vinrent-ils pas ainsi fort heureusement contrebalancer l'influence néfaste de Montesquieu et de Rousseau, alors que ceux-ci forgeant à la propriété de nouvelles chaînes, ne voyaient en elle qu'un acte du législateur (1), par suite précaire et révocable comme toute œuvre humaine. Et de fait, Montesquieu et Rousseau, tous les deux rêvant d'une égalité chimérique, prônent à qui mieux mieux l'intervention de l'État en vue d'arrêter l'accroissement des fortunes, le premier par un nouveau partage, lorsque la République « est « si corrompue, que les pauvres se croient obligés « de chercher et les riches de souffrir un pareil remède » (2), le second par le retour des héritages à la masse commune, car « à l'instant, dit-il, qu'un « homme est mort, son bien ne lui appartient plus » (3).

Propriétistes, Montesquieu et Rousseau le sont

1. MONTESQUIEU : « Le bien public est toujours que chacun con-
« serve invariablement la propriété que lui donnent les lois civiles ». *Esprit des lois*, l. XXVI, chap. XV.

JEAN-JACQUES ROUSSEAU : « ...Le Droit de propriété n'étant que
« de convention et d'institution humaine... ». *Discours sur l'origine
et l'inégalité parmi les hommes*. Œuvres, p. 562.

2. *Esprit des lois*, l. V, chap. V.

3. Œuvres, p. 597.

assurément (1), mais autant seulement que le permet le législateur, à la façon des hommes de la Convention, qui plus tard ne reculeront devant aucune spoliation, devant aucun crime, pour assurer ce que dans l'étrange conception de leurs cerveaux exaltés jusqu'à la folie, ils considéraient comme devant être le bonheur de l'humanité.

Propriétistes, ils le sont, eux aussi, mais combien différemment, ces fondateurs de l'École physiocratique : Quesnay, Dupont de Nemours, Mercier la Rivière, pour n'en citer que quelques-uns. La propriété devient non seulement la clé de voûte de tout leur système (2), mais est placée bien haut au-dessus des pouvoirs du monarque (3) dans les régions supérieures du Droit naturel, et la loi positive ne peut faire autre chose que s'y conformer (4). Cette

1. Pour J.-J. ROUSSEAU, la propriété est « le plus sacré de tous les droits du citoyen ». *Œuvres*, t. I, p. 596.

Pour MONTESQUIEU (voir page précédente, note 1), la propriété doit être respectée, mais dans l'intérêt de l'État.

2. MERCIER LA RIVIÈRE, *Lettre sur les Economistes. Encyclopédie méthodique*. Paris, 1786, gr. in-8°, au mot *Economistes* : « Mais, direz-vous, est-ce que le système économique se trouve entièrement renfermé dans la loi de propriété? Hé sans doute, monsieur, ce système n'est autre chose que le droit de propriété même, reconnu pour la première de toutes nos lois fondamentales ».

3. MERCIER LA RIVIÈRE, *op. cit.* : « C'est donc dans la loi de propriété même, dans cette loi dont l'auteur de la nature est instituteur, qu'il faut chercher les bornes essentielles de l'autorité suprême d'un monarque ».

4. DUPONT DE NEMOURS, *Maximes du Dr Quesnay*, p. 590 : « Les lois sont des règles de justice... Les hommes ou leur gouvernement ne les ont point faites et ne peuvent les faire... ils les reconnaissent

place de la propriété dans le Droit naturel, n'est pas du reste à leurs yeux un fait uniquement d'*évidence*, mot que les Physiocrates emploient volontiers dans leurs écrits, le raisonnement aussi le leur impose lorsqu'ils découvrent la loi du travail à la base du droit de propriété.

Locke, il est vrai, les avait précédés sur ce point lorsque, dans son *Essai sur le Gouvernement civil*, il écrivait : « ...Le travail étant indispensable à l'homme, « la propriété en est une suite nécessaire. La terre « où l'homme a mis son temps, sa peine, ses soins, « pour en tirer sa subsistance est un bien qui lui « appartient; personne autre que lui ne peut avoir « sur ce bien-là aucun droit légitime. Le gland qu'un « homme amasse sous un chêne, l'eau qu'il puise à une « fontaine, le gibier qu'il tue à la chasse, le poisson « qu'il pêche, sont pour lui autant de propriétés; par « son travail, il a séparé ces choses de celles qui sont « en commun pour tous les êtres vivants, il les a tirées « de l'état de nature, il y a misquel que chose de lui-même, de son moi; il doit seul les posséder » (1).

« comme conformes à la raison suprême... Ils les *déclarent*... C'est « pour cela qu'on dit *porteur de loi, législateur*... et qu'on n'a jamais « osé dire *faiseur de loi, légisfacteur* ».

MERCIER LA RIVIÈRE exprime la même idée sous une autre forme Voir *L'Ordre naturel et essentiel des Sociétés politiques* chap. XV, p. 442

1. Ce passage de l'ouvrage de LOCKE se trouve reproduit dans la *Bibliothèque de l'homme public* (t. I, p. 145), dont les principaux rédacteurs furent CONDORCET et LE CHAPELIER. On sait le rôle important.

C'est la même idée qui sera reprise par les Physiocrates, un peu obscure tout d'abord dans les écrits de Quesnay, le fondateur de la nouvelle École, mais se précisant bientôt avec Mercier la Rivière, Dupont de Nemours, l'abbé Baudeau, tous ceux, en un mot, qui parmi les illustres disciples du Maître, ont cherché plus ou moins heureusement, à donner une vue d'ensemble de sa doctrine (1).

« Le premier objet de la loi est la propriété, la
 « liberté d'un chacun, dit l'abbé Baudeau; c'est à
 « vous conserver, à vous garantir propriété et liberté,
 « que le souverain doit pourvoir par la loi... Or
 « l'attribution de la propriété n'est jamais arbitraire,
 « elle a un titre naturel : c'est, ou le travail qui a
 « mérité le bien dont la jouissance est réclamée, ou
 « la transmission au légitime acquéreur » (2).

L'évolution de l'idée de propriété est maintenant complète. Déplacement de la Souveraineté, indépendance du citoyen vis-à-vis de l'État, reconnaissance

que joua ce dernier à l'Assemblée nationale : député du Tiers-État de la Sénéchaussée de Rennes il fut élu Président le 3 août 1789 et dirigeait les débats dans la nuit du 4 août.

1. MERCIER LA RIVIÈRE, *L'Ordre naturel et essentiel des Sociétés politiques*, gr. in-8°, Londres, 1767.

DUPONT DE NEMOURS, *Origine et Progrès d'une science nouvelle*, 1768. Cet ouvrage eut pour objet de donner une analyse exacte du précédent.

ABBÉ BAUDEAU, *Première Introduction à la Philosophie économique ou Analyse des États policés*, 1771.

2. ABBÉ BAUDEAU *op. cit.* édition Guillaumin t. XII p. 674.

des droits naturels, et parmi ceux-ci du droit de propriété individuelle fondée sur la loi du travail, telles sont les trois étapes de cette longue route sur laquelle nous ont entraîné les polémistes de la Renaissance, puis les écrivains précurseurs de la Révolution, et que, dans une course rapide, nous avons poursuivi à travers l'histoire, en la prenant aux origines du Christianisme.

Alors sortant du creuset où depuis de longs siècles tant d'esprits inquiets travaillent, tant d'éléments et des plus divers s'agitent, apparaît la Propriété, mais la Propriété revêtue d'une forme nouvelle, telle que la lui ont donnée les Économistes, forme si nouvelle, qu'un auteur a pu dire qu'elle était à elle seule une Révolution (1).

Comment les juristes de la Constituante vont-ils l'accueillir, comment en accepteront-ils les principes sur lesquels, inébranlable désormais, elle semble assise, comment surtout en feront-ils sortir la solution de la question de la propriété des mines, c'est ce qui nous reste maintenant à montrer.

1. PAUL JANET, *Histoire de la Science politique dans ses rapports avec la Morale*, 2 vol. in-8°, Paris, 1887, t. II, p. 638.

CHAPITRE II

La Constituante et la Loi de 1791

Échec aux Nouveaux Principes

Dans l'œuvre si considérable accomplie par la Constituante, parmi les décrets et les lois dus à l'activité prodigieuse de ses comités, la *Propriété* occupe assurément la plus grande place. Si bien qu'après avoir proclamé la Révolution de 1789 une Révolution sociale, certains ont pu se demander si elle n'avait pas été en même temps une Révolution socialiste (1), autrement dit, si la destruction de toute propriété individuelle n'était pas l'aboutissant nécessaire de ses doctrines. Cette question est bien faite pour surprendre, au premier abord, quiconque se rappelle le soin scrupuleux apporté par la Constituante, en vue de sauvegarder l'intégrité des droits acquis par les particuliers sur les biens fonds. S'agit-il de supprimer les entraves du régime féodal, c'est une suite de discussions sans fin, les rapports de Merlin au Comité de Féodalité en font foi, à l'effet d'établir une classification des droits, en droits rachetables et droits non rachetables, ces derniers, droits honorifiques, droits

PAUL JANET, La Propriété pendant la Révolution, *Revue des Deux Mondes*, 1877, p. 320.

serviles ou droits justiciers, de nature non contractuelle, seuls, devant être supprimés sans indemnité.

Il est vrai que tout en défendant le droit de la propriété acquise, la Constituante entend en même temps assurer le libre accès à la propriété. L'aliénation des biens ecclésiastiques, de même que la limitation de la liberté de tester par l'établissement de l'égalité de partage dans les successions, mesures qu'on serait tenté de lui reprocher comme contraires à ses principes, n'ont pas d'autre objectif; les biens du clergé, biens de mainmorte, immobilisant la propriété au détriment de la propriété individuelle, la liberté illimitée de disposer, pouvant écarter du sol à tout jamais les familles nouvelles au profit de familles privilégiées.

Enfin l'œuvre de libération entreprise par la Constituante, ne restera pas limitée à la propriété du sol. Elle s'étendra également à la propriété industrielle, puis à la propriété littéraire, et les décrets du 31 décembre 1790, et des 13-19 janvier 1791, relatifs, le premier aux brevets d'invention, le second à la représentation des œuvres dramatiques et musicales, ne feront qu'une heureuse application des doctrines des Économistes sur la liberté du travail, et sur leur conception du travail envisagé comme source du droit de propriété.

On chercherait donc vainement dans cette première

partie de l'œuvre de la Révolution un seul acte dont puissent se prévaloir les partisans du *Communisme*. Et cependant dès cette époque, en maints passages des discours prononcés à l'Assemblée Nationale, on trouve la trace du *Contrat social*, dont l'influence devait surtout se faire sentir sous la Législative et la Convention.

Combien parmi les Constituants ont eu l'esprit faussé par la lecture de Mably et de Rousseau (1), ces précurseurs du Socialisme; combien se sont faits l'écho des discussions des clubs, où les écrits de Jean-Jacques, leur grand homme, avaient souvent les honneurs des séances (2).

« Qu'est-ce que la propriété en général? dit Mira-beau le 30 octobre 1789, au cours des débats sur

1. L'abbé DE MABLY prônait la communauté des biens, Voir son ouvrage : *Doutes proposés aux philosophes économistes*, 1768, Lettres I et 2 notamment.

Est-il besoin de rappeler les attaques brutales de Rousseau contre la propriété. Dans son *Discours sur l'inégalité des conditions*, se trouve la phrase bien connue, premier cri de guerre du socialisme moderne, et qui commence par ces mots : « Le premier qui ayant clos son terrain, « s'avisa de dire ceci est à moi, etc... » Citons encore le *Contrat social*, où nous lisons : « Avant que les mots affreux de tien et de mien « eussent été inventés, en quoi pouvaient consister les vices et les « crimes »; *L'Emile*, où il écrit : « La propriété est soumise à la volonté « générale qui peut l'anéantir; elle ne s'étend pas au-delà de la vie « du propriétaire »; enfin la *Lettre au Roi de Pologne* avec cette déclaration : « La première source du mal est l'inégalité... Partout où les « hommes seront égaux, il n'y aura plus ni riches ni pauvres ».

2. Le *Contrat social* de ROUSSEAU, est le thème favori de FAUCHET dans ses discours au *Cercle social*, dont l'organe officiel, la *Bouche de Fer*, nous en donne un compte rendu fidèle. Voir : *Histoire parlementaire de la Révolution française*, BUCHEZ et ROUX, t. VIII, p. 307.

« les biens du clergé : c'est le droit que tous ont donné
« à un seul de posséder une chose à laquelle, dans l'état
« naturel, tous avaient un droit égal; et d'après cette
« définition générale, qu'est-ce qu'une propriété par-
« ticulière? C'est un bien acquis en vertu des lois.
Tronchet développe la même idée à propos de la loi
sur les successions : « La nature a donné à l'homme
« la terre en commun, elle l'a doué de toutes les
« facultés nécessaires pour faire valoir les trésors
« qu'elle renferme, mais elle n'a donné à aucun homme
« aucune portion de terre en particulier. » (1)

Comment après cela s'étonner, en voyant l'influence
de Rousseau se manifester à nouveau dans le rapport
déposé par Regnault d'Epercy au nom « des Comités
« réunis de Constitution, d'Agriculture et de Com-
« merce, des Finances, d'Impositions et des Domaines,
« sur les mines et minières du Royaume » (2).

« Les mines, y lisons-nous, ne sont point le produit
« de l'industrie, elles ne font point partie des fruits de
« la superficie, sur lesquels l'homme applique son
« travail. Elles sont les bienfaits de la nature, tous les
« hommes y ont un droit égal, elles ne peuvent donc
« appartenir qu'à tous, et la nation a le droit d'en
« disposer et d'en régler l'usage... Conservons-lui ce
« droit imprescriptible » (3).

1. BUCHEZ ET ROUX, *op. cit.*, t. IX, p. 302.

2. *Archives Parlementaires*, t. XXIV, p. 223.

3. *Archives Parlementaires*, t. XXIV, p. 229.

Et le rapport de conclure que les mines doivent être mises à la *disposition de la nation*.

Nous voici bien loin de la reconnaissance *du droit de l'inventeur*, qui semblait pourtant devoir s'imposer, depuis que le *travail* avait été placé par les Économistes à la base du droit de propriété. La mine, si l'on est conséquent avec les principes, ne doit-elle pas en effet appartenir à celui qui l'a faite sienne par son esprit d'initiative, par la science mise en œuvre dans les recherches, par les risques courus dans l'entreprise, et par les dépenses engagées pour la mener à bien.

Ces considérations n'avaient point échappé à Mirabeau, dans son discours du 21 mars 1791 : « Certainement si l'on entend par le droit de propriété, « disait-il à propos de l'article du projet maintenant « les concessionnaires antérieurs, le droit de s'emparer « d'une mine exploitée par ceux qui l'ont découverte, « de recueillir à la place de celui qui a semé, de ruiner « à son profit quiconque a mis des capitaux immenses « à ce genre de culture, alors le droit de propriété est « violé, mais il n'est aucun de nous qui n'appelât « cette usurpation un brigandage. » (1) Et il ajoutait : « Ils n'auraient point de concession qu'ils auraient

1. Discours de MIRABEAU *op. cit.*, t. III p. 434.

« pour titres leurs travaux, leurs dépenses et leurs services. » (1)

Cependant des trois solutions qui s'offraient au législateur : *la Mine à l'Etat, la Mine au propriétaire du sol, la Mine à l'inventeur*, cette dernière fut écartée presque sans discussion, tout au moins sans discussion de principe. Elle n'avait même pas été envisagée dans la première rédaction du projet, telle qu'elle fut adoptée par les Comités de Constitution, d'Agriculture et de Commerce, des Domaines, Finances et Impositions (2). Sans doute dans les articles 4 et 10 le législateur semble avoir voulu sauvegarder les droits de l'inventeur, mais c'est uniquement, et peut-être par égard pour l'observation de Mirabeau, au profit, soit des concessionnaires antérieurs ayant

1. Discours de MIRABEAU, *op. cit.*, t. III, p. 450.

2. GERBAUX et SCHMIDT, *Procès-verbaux des Comités d'Agriculture et de Commerce*, Paris, 1906, t. I, p. 661. Procès-verbal de la séance du 19 novembre 1790 : « M. Regnault d'Epécy a repris en présence de « MM. les Commissaires nommés par les Comités des Domaines, « Finances et Impositions, son rapport sur les mines. On a discuté « l'article 1^{er}. Après une longue et mûre délibération, les deux rédac- « tions suivantes ont été proposées :

« *Première rédaction* : Toutes mines et minières métalliques et non « métalliques, ainsi que les substances fossiles font partie de la pro- « priété foncière, mais pour l'intérêt général, elles ne peuvent être « exploitées que du consentement de la nation, et sous la surveillance « de l'administration nationale...

« *Deuxième rédaction* : Les mines sont à la disposition de la nation, « et elles ne pourront être exploitées qu'à la charge d'indemnité envers « les propriétaires de la surface...

« La priorité a été demandée et accordée à la première de ces rédac- « tions ».

eux-mêmes mis à jour les mines qu'ils exploitent (art. 4), soit des « entrepreneurs qui auront découvert « des mines *en vertu de permission à eux accordée par « l'ancienne administration* » (art. 10), en un mot au profit d'inventeurs qui avaient déjà des droits acquis au moment du vote de la loi (1).

Il y a là un exemple manifeste de l'aversion que professaient les Constituants pour tout ce qui était *raisonnement métaphysique*, en attendant l'abus qui devait en être fait plus tard par les hommes de la Révolution. Ne sont-ce pas moins des principes que des intérêts, intérêt de l'État, intérêt des particuliers, qu'il importe avant tout et principalement sur cette question de la propriété des mines, de

1. L'article 10 est formel et ne vise que ceux des entrepreneurs, « qui auront découvert des mines, *en vertu de permission à eux accordée « par l'ancienne administration.* » Nous aurons bientôt l'occasion, lorsque nous étudierons les influences particulières qui s'exercèrent sur le vote de la loi, de voir pourquoi ceux-là seuls pouvaient intéresser Mirabeau. Aussi repoussons-nous comme inexacte l'opinion de deux auteurs, MM. MAURICE AJAM et JULES BLANCHET, qui donnent de cet article l'interprétation suivante :

« L'Assemblée Constituante, malgré le discours de Mirabeau (?) « avait été très frappée également par la nécessité qui s'imposait à « son bon sens, de récompenser l'effort du prospecteur. Elle place le « droit des entrepreneurs qui auront découvert les mines, immédia- « tement après le droit des propriétaires ». AJAM, *La nouvelle législation minière*, Paris, 1911, p. 11.

« La loi qu'ils votèrent en 1791 consacrait donc en première ligne « les droits des propriétaires de la surface, en seconde ligne, et sur le « refus des propriétaires du sol, les droits de l'inventeur ». JULES BLANCHET, *Les Nouvelles Concessions minières*, thèse, Paris, 1914 p. 5.

savoir concilier (1). Mirabeau reprochera au Comité d'avoir mis trop de « métaphysique » dans son rapport, car, dit-il, des abstractions qui sont « les « meilleures manières de raisonner, ne sont ni les « seuls, ni les premiers éléments de l'art de gouverner. » (2) Et comme Mirabeau et les orateurs qui avec lui se firent entendre au cours des débats, ne pouvaient passer sous silence, en raison de l'autorité de l'auteur, le *Mémoire sur les Mines et Carrières* (3), où Turgot exposait et défendait le droit

1. « Tout se tient donc dans ce système... et tous les intérêts sont « parfaitement conciliés ». MIRABEAU, Discours du 27 mars 1791, *op. cit.*, t. III, p. 471.

2. Séance du 21 mars 1791. Discours, *op. cit.*, t. III, p. 426.

On connaît cette phrase de Mirabeau souvent citée : « Le Métaphysicien voyageant sur une mappemonde franchit tout sans peine, ne « s'embarrasse ni des montagnes, ni des déserts, ni des fleuves, ni des « abîmes ; mais quand on veut arriver au but, il faut se rappeler sans « cesse qu'on marche sur la terre, et qu'on n'est plus dans le monde « idéal ». Séance du 15 juin 1789. Cette image se retrouve dans une lettre de Mirabeau à Mauvillon, lettre où il rend compte de sa conduite pendant le débat relatif à la réunion des ordres. Cité par DE LOMÉNIE, *op. cit.*, t. IV p. 280.

Cette prévention à l'égard de la Métaphysique se rencontre également chez d'autres constituants, au cours des débats sur la déclaration des droits :

MONNIER : « Elle (la déclaration) ne doit pas être *métaphysique*, « mais claire et simple ». *Arch. Parl.*, t. VIII, p. 231.

M. DE SILLERY : « ...Ce n'est pas un ouvrage philosophique qu'il « faut leur présenter ; les habitants des campagnes ne sont pas faits à « des idées métaphysiques ». *Arch. Parl.*, t. VIII, p. 340.

LALLY TOLLENDAL : Les Anglais, dit-il à propos des constitutions anglaises, « ont constamment écarté toutes les discussions métaphysiques ». *Arch. Parl.*, t. VIII, p. 458.

3. Ce mémoire fut publié par les *Ephémérides du Citoyen* dans le numéro de juillet 1767. Il en est fait mention dans le procès-verbal de la séance du Comité d'Agriculture et de Commerce du 10 septembre 1789, où nous lisons : « Un membre s'est chargé de rapporter au

du premier occupant, ils se contentèrent de le combattre en usant d'arguments puisés non dans la doctrine, mais dans les faits.

C'est ainsi que Heurtault Lamerville fait entrevoir les conséquences de la rencontre de deux mineurs qui se disputeront le même filon, rencontre fâcheuse, devant nécessairement entraîner « des difficultés et « des combats ». « C'est déjà trop, dit-il, que de connaître le fléau des guerres sur la surface du globe, « sans y joindre le fléau plus terrible d'une guerre « continuelle et souterraine que le glaive de la loi « aurait peu de moyens de réprimer » (1).

Les mêmes craintes aussi peu fondées, se retrouvent chez Mirabeau. Il les expose en ces termes : « Quelle « sera la propriété de celui qui aura trouvé le premier « une mine ? Il n'aura certainement que ce qu'il aura « touché... Ce filon de dix toises, de cent toises est à « lui ; mais si le filon a mille toises, deux milles toises, « l'autre bout lui appartient-il, quoiqu'il ne l'ait pas « trouvé, quoiqu'il n'en connaisse ni la direction ni « l'existence ? Un autre mineur peut sans doute l'exploiter ; il sera à son tour le premier occupant, et « voyez quelles seront les suites d'un pareil système. » (2)

« Comité un ouvrage de M. Turgot sur la législation des mines et des « carrières ». Voir *Procès verbaux du Comité d'Agriculture et de Commerce*, GERBAUX et SCHMIDT, p. 4.

1. *Archives Parlementaires*, t. XXIV, 1^{re} série, p. 243.

2. Discours du 21 mars 1791, *op. cit.*, t. III, p. 447.

De telles objections n'étaient rendues possibles, qu'en raison des lacunes que présentait le système de Turgot et de la façon particulière dont celui-ci concevait la nature du produit minier. Turgot dans son *Mémoire*, considère en effet la veine métallique comme « une chose mobilière, un *trésor* déposé par « la nature dans le sein de la terre ». Celui qui entreprend de l'exploiter « s'en empare au titre de son « travail, comme premier occupant », mais « *sa possession ne s'étend que sur ce qu'il a pris et ne lui donne « aucun droit sur ce qui reste à prendre.* » (1);

Turgot n'avait point pour la *métaphysique*, le dédain que professaient pour elle nombre de ses contemporains. Morellet, dans ses *Mémoires*, n'a-t-il pas écrit : « M. Turgot qui aimait la métaphysique... (2) ». Et cependant un peu plus de métaphysique aurait permis, à lui comme aux membres de la Constituante, de concevoir la propriété minière non plus limitée par le fait brutal de l'occupation à quelques blocs de minerai arrachés d'un filon, mais s'étendant à tout un gîte métallique dont les dimensions et l'importance se trouvaient naturellement établies par les recherches de l'inventeur, avant d'être sanctionnées par la loi.

1. TURGOT, *Mémoire sur les mines et carrières*, Collection des Économistes, édition Guillaumin, Paris, 1844, t. IV, p. 130.

2. MORELLET, *Mémoires sur le XVIII^e siècle et la Révolution*, 2 vol., in-8°, t. I, chap. XII, p. 244.

Même défaut de métaphysique apparaît également, lorsque, placés en face des deux premières solutions, la troisième étant écartée, les Constituants eurent à choisir entre *l'État* et le *propriétaire foncier*.

On sait quel fut le résultat de leurs délibérations : un système bâtard, tenant à la fois de la théorie domaniale et de la théorie foncière, où il semble qu'on ait eu pour but avant tout de satisfaire les intérêts de collectivités, quelquefois même, et sur ce point l'étude de nos Archives nationales nous permettra d'apporter des précisions nouvelles, les intérêts de simples particuliers.

Les mines sont à *la disposition de la nation*, dit l'article 1^{er} de la loi du 28 juillet 1791. C'est le système domanial, semble-t-il, c'est la nation succédant à la royauté, héritière de ses prérogatives et de ses privilèges. C'est, suivant la remarque de l'éminent économiste Ch. Dunoyer, la Révolution qui veut tout donner au peuple comme l'Ancien Régime avait tout donné au roi (1). Et cependant un correctif apparaît immédiatement, grâce auquel le principe est détruit aussitôt que posé : les mines sont à la disposition de la nation, mais, ajoute le même article, « *en ce sens seulement que ces substances ne pourront être exploitées* »

1. CHARLES DUNOYER, Des Industries extractives. *Journal des Economistes*, t. III, p. 134.

« *que de son consentement et sous sa surveillance.* » (1)

A côté du droit de l'État, un autre droit vient prendre place et s'imposer au législateur : celui du propriétaire de la surface.

Avec quelle attention vigilante la loi défend ses intérêts !

Au propriétaire appartient la liberté absolue d'exploiter « ou à tranchée ouverte, ou avec fosse et « lumière jusqu'à cent pieds de profondeur. » (2) (art. 1).

Au propriétaire appartient également, en dehors du cas précédent, un droit de préférence pour l'exploitation des mines existant sur son fonds, et la concession ne peut lui être refusée, lorsqu'il la demande (art. 3).

Préfère-t-il ne pas user de son droit de priorité et laisser donner à un autre la concession, il a droit à une indemnité (art. 1).

Son droit est encore reconnu, même à l'encontre des concessionnaires antérieurs, qui sont déchus de leurs concessions, dès l'instant qu'elles ont pour

1. « Ce serait une absurdité de dire que les mines sont à la disposition de la nation, dans le sens qu'elle peut ou les vendre ou les faire « administrer pour son compte, ou les régir à l'instar de biens domaniaux, ou les concéder arbitrairement ». Discours de Mirabeau, Séance du 27 mars 1791, *op. cit.*, t. III, p. 468.

2. Il s'agit des mines superficielles, « ce qui comprend, dit Mirabeau, toutes les mines de fer et une grande partie de celles de charbon, « dans les provinces où elles sont par couches horizontales et rapprochées de la surface ». Discours de Mirabeau *op. cit.*, t. III, p. 429.

objet des mines déjà découvertes et exploitées par lui (art. 6), seuls les concessionnaires inventeurs, ou leurs cessionnaires, devant être maintenus jusqu'au terme de leur concession (art. 4).

Si enfin, laissant de côté le titre premier relatif aux mines en général, nous passons au titre second, qui traite spécialement des mines de fer, nous y trouvons encore ce même esprit de prévoyance à l'égard du propriétaire, qu'il faut à tout prix protéger contre les empiètements des maîtres de forge, lorsqu'il possède du minerai dans son fonds.

Malgré ces avantages divers consentis au propriétaire terrien, les mines autres que les mines superficielles, ne sont pas reconnues propriétés privées dépendantes de la surface qui les couvre, autrement dit, on ne saurait leur appliquer le droit d'accession. Comme elles ne sont pas non plus propriétés domaniales, la loi de 1791 reste ainsi une loi incertaine dans ses principes.

Cette constatation n'est pas faite pour surprendre, si tout d'abord on a pris soin de dégager les influences qui s'exercèrent, souvent en des sens contraires, sur les auteurs de cette loi, et ne leur permirent pas de lui donner cette unité de conception sans laquelle il ne saurait y avoir d'œuvres fortes et durables.

D'où vinrent ces influences ? C'est la question dont

la solution nous révélera toute l'économie de la loi de 1791.

* * *

Ces influences sont de plusieurs ordres : influences d'ordre général, influences d'ordre particulier et local, influences d'ordre personnel.

Influences d'ordre général : par ces mots il faut entendre celles dont l'origine se trouve dans les doctrines politiques ou économiques qui agitaient l'opinion. Lorsque Mirabeau, dans son discours du 27 mars 1791, déclare que « la nation *a droit* à l'exploitation des mines, qu'ayant le plus grand *intérêt* à « cette exploitation, elle a le *droit* d'exiger qu'elle « se fasse bien » (1), que par suite, elle peut provoquer l'exploitation de celles qui seront négligées, il ne fait autre chose, nous l'avons précédemment indiqué, que reprendre les doctrines de Rousseau, doctrines qui, donnant pour but à la société *l'utilité*, la fait sortir d'une convention arbitraire, au lieu de la chercher dans la vraie nature de l'homme.

Est-ce à dire que Mirabeau aboutit comme le philosophe dont il s'inspire, à l'anéantissement de tout

1. Discours de Mirabeau, *op. cit.*, t. III, p. 469.

droit individuel, à l'absorption de l'homme tout entier par l'État. Non assurément, et plus volontiers nous nous rangerions à l'opinion de Lanfrey, opinion moins absolue, d'après laquelle Mirabeau « tenait de « Rousseau et plus encore de ses instincts un peu des-
« potiques d'homme de pouvoir, une propension très
« prononcée à exagérer les droits de la société aux
« dépens », non « de la liberté, mais de l'action, de
« l'initiative des particuliers. » (1)

Il y était du reste naturellement conduit par l'importance que l'État, malgré le développement de l'individualisme, n'avait jamais cessé d'avoir pendant toute la seconde moitié du XVIII^e siècle, comme pouvoir directeur de l'organisme social.

C'est là une conception courante chez les publicistes de cette époque; on la retrouvera également dans les comités de province. Ainsi voyons-nous les citoyens de Nantes dans une adresse à l'Assemblée Nationale, affirmer que « pour se libérer du joug qu'il
« subit depuis si longtemps, le peuple français doit
« donner la plus grande extension au pouvoir exécutif. » (2)

Elle avait été surtout fortement développée par les Physiocrates qui voulaient le moins possible de légis-

1. LANFREY, *Essai sur la Révolution française*, Paris, 1879, in-8°, p. 116.

2. *Arch. Parl.*, 1^{re} série, t. VIII, p. 203.

lation, mais le plus possible *d'autorité* (1). Turgot lui-même, qui avait si vivement protesté contre l'idée de demander au Gouvernement « des bourre-lets pour tous les enfants qui pourraient tomber », (2) Turgot dont on connaît le passage si souvent cité de la seconde de ses *Lettres sur la Tolérance* (3), n'a-t-il pas un mot très explicite : « donnez-moi cinq ans de « despotisme et la France sera libre ». On sait que passant des paroles aux actes, non content d'exposer à son Souverain ses théories de despotisme éclairé (4), théories qu'il partageait avec les rois, reines, ministres, tous, à cette époque, plus ou moins économistes, plus ou moins philosophes, les Frédéric II, les Catherine II, les Joseph II, comme les Pombal, les Aranda, les Tanucci, il en fit un essai, hélas sans lendemain, pendant les vingt mois que dura son ministère (5).

Sans doute dans les années qui vont suivre, l'autorité royale est singulièrement amoindrie, et, en 1791,

1. « Les Physiocrates avaient le plus parfait mépris pour la liberté « politique ». ESMEIN, *La Science politique des Physiocrates*, Discours d'ouverture du Congrès des Sociétés savantes, Paris, 1904.

2. *Eloge de Gournay*, Œuvres de Turgot, t. I, p. 272.

3. TURGOT, t. II, p. 686 : « On s'est beaucoup trop accoutumé dans « les gouvernements à immoler le bonheur des particuliers à de pré-
« tendus droits de la Société. On oublie que la Société est faite pour
« les particuliers... » Déjà mentionné, *supra*, p. 8.

4. TURGOT, *Mémoire sur les Municipalités*, 1775, t. II, p. 503
« La plus grande de toutes les puissances est une conscience pure
« dans ceux à qui la Providence a remis l'autorité. Votre Majesté,
« tant qu'elle ne s'écartera pas de la justice peut donc se regarder
« comme un législateur absolu ».

5. Septembre 1774 à mai 1776.

au moment où s'ouvre la discussion sur la législation minière, deux des principaux attributs de la Souveraineté, l'action législative et la justice, ne sont plus attachés à la personne du roi. C'est à grand peine si ce dernier a obtenu un droit de *veto* sur les décisions de l'Assemblée, droit de veto, qui même, par suite d'une concession malheureuse, est purement suspensif. Quant aux juges, ils sont élus, et si le roi peut encore nommer les commissaires publics, on limite autant qu'on le peut leurs attributions.

Mais ce que le roi perd en autorité passe au corps social tout entier représenté par l'Assemblée, c'est en lui que réside maintenant la Souveraineté; c'est lui qui prend en mains l'exécutif avec toutes ses prérogatives et tous ses privilèges. Et si le roi avait autrefois la libre disposition des mines, désormais, par voie de conséquence, les mines seront à *la disposition de la nation*.

De tous les penseurs du XVIII^e siècle, les Physiocrates étaient parmi ceux qui, sans aucun doute, avaient le plus contribué par leurs écrits à exagérer ainsi le rôle de l'État, et par suite on peut dire que les doctrines économiques ont eu là encore, d'une façon indirecte, une répercussion sur la législation des mines. Mais cette action apparaît avec bien plus d'évidence, dans un sens il est vrai tout à fait opposé, si l'on songe que la préoccupation du législateur

de 1791 de sauvegarder les intérêts des propriétaires de la surface, fut due en grande partie à l'importance donnée à l'agriculture par les doctrines physiocratiques.

Pour Quesnay et ses disciples, en effet, la terre est la seule richesse et l'agriculture le seul moyen de production. Ces idées, du jour où elles ont apparu pour la première fois, en 1756, dans l'Encyclopédie, se sont immédiatement emparées des esprits, et d'autant plus vite qu'elles répondaient à un mouvement d'opinion déjà très marqué contre le système mercantiliste, mouvement que la chute du système de Law, les ruines qu'elle avait entraînées, avaient contribué à développer, et que devait encore accentuer le marasme profond où allaient se trouver, au début du règne de Louis XV notre commerce et notre industrie.

Sous le règne précédent il n'est question que de manufactures, et nous avons dit l'essor prodigieux que celles-ci avaient pris de 1750 à 1770, par suite de l'apparition de la grande industrie. Par contre l'agriculture est de plus en plus délaissée, et malgré l'éloquence déployée par Boisguilbert et Vauban (1), dès la fin du Règne de Louis XIV, en faveur du malheureux paysan, celui-ci reste un paria dans la société.

1. BOISGUILBERT, *Le Détail de la France*, 1696; *Le Factum de la France*, 1707.

VAUBAN, *La Disme royale*, 1707.

Goudar, contrôleur de la province du Languedoc, constate, en 1757, cet antagonisme créé par le mercantilisme entre la classe industrielle et commerçante et la classe agricole. « Une espèce de maladie, écrit-il, « gagna ceux qui gouvernaient l'État. Tout fut « établissement de fabriques... La plupart de nos « ménagers furent changés en artisans. Tous nos « ministres d'aujourd'hui parlent manufactures : c'est « à présent le langage à la mode... Cependant ces « hommes d'État traversent eux-mêmes de vastes « pays incultes ou mal mis en valeur, et il ne leur « vient jamais dans l'esprit que ce désordre prend sa « source dans cette grande affluence d'arts superflus, « qui dépeuplent les campagnes de laboureurs... Plu- « sieurs millions de sujets sont employés à faire valoir « nos arts, tandis que nos champs n'ont pas assez de « laboureurs. Toutes nos villes regorgent d'étoffes « du produit de nos manufactures. Bientôt nous n'au- « rons plus de pain, nous n'aurons que des habits. « On a beau vanter le système des arts, lorsqu'il ne « sera pas fondé sur une agriculture florissante, il sera « toujours la première cause de la ruine des États. » (1)

1. GOUDAR, *Les intérêts de la France mal entendus*, 3 vol. in-12, Amsterdam, 1756, t. I, pp. 26-30 (Bibl. Nat., R. 37496). A rapprocher de l'opuscule d'un nommé Mercier, où sous une forme symbolique, l'Agriculture s'adresse à Messieurs de l'Assemblée Nationale. Paris, 1791, p. 27. (Bibl. Nat., Sp 4146). On y retrouve ce même dédain des arts ; le style seul a changé et est devenu plus ampoulé : « Tous ces « niais artistes qui ciselaient, qui guillochaient les métaux, qui « doraient les plafonds, qui enchassaient les diamants, cette armée

Est-ce l'influence physiocratique qui déjà se manifeste dans l'ouvrage de Goudar? La chose est peu probable, étant donné que cet ouvrage est de quelques mois à peine postérieur à la publication dans l'*Encyclopédie* des premiers articles de Quesnay sur les *Grains* et les *Fermiers* (1). Goudar ne faisait que traduire les théories sur l'importance de la terre, qui n'étaient pas nouvelles, et que nous retrouvons bien avant les Physiocrates, même, nous l'avons noté plus haut, chez les mercantilistes comme Petty et Cantillon (2).

Ce qui paraît incontestable, c'est que les Physio-

« d'ouvriers à la solde des riches dédaigneux, ils feront mieux; ils
 « gratteront désormais la terre, et elle répondra (plus) fructueuse-
 « ment à leurs soins, que ne faisaient le marbre, la toile, le métal et
 « le chiffon réduit en pâte... Déjà à la voix de la liberté, une multi-
 « tude d'ouvriers ont déserté les ateliers de luxe et leurs bras occu-
 « pés plus utilement ont été rendus à de plus nobles travaux, à leur
 « destination primitive ».

1. *L'Ami des Hommes*, le livre du Marquis de MIRABEAU, paru également en 1756, et qui lui aussi donne la première place à l'Agriculture, ne rentre pas non plus, suivant la remarque de M. Gide, dans le cycle physiocratique, car il ignore encore cette doctrine. GIDE, *Histoire des Doctrines économiques*, Paris, 1909, p. 4 en note. Voici la dernière phrase par laquelle conclut le Marquis de Mirabeau : « La
 « vraie richesse ne consiste qu'en la population; la population dépend
 « de la subsistance; la subsistance ne se tire que de la terre; le produit
 « de la terre dépend de l'agriculture, d'où s'ensuit que tous autres
 « moyens, le commerce, l'or, les sciences, les arts, ne servent et n'éta-
 « blissent une propriété fixe et indépendante, qu'autant qu'ils vivi-
 « fient, encouragent, et éclairent l'agriculture, le premier, le plus
 « utile, le plus innocent et le plus précieux des arts ».

2. PETTY : Voir plus haut, p. 95, note 2.

CANTILLON : « La terre est la source ou la matière où l'on tire la
 « richesse, le travail de l'homme est la forme qui le produit », *Essai
 sur la nature du commerce*, chap. I, première phrase.

crates dont le crédit fut immense, non seulement en France, mais encore à l'étranger, et surtout auprès des grands, firent pénétrer ces théories, dans tous les milieux, voire même dans le milieu frivole de Versailles, où les belles dames, sous les ombrages de Trianon, parlaient volontiers économie rurale, et que l'Agriculture, grâce à eux mise à la mode, prit sa revanche de l'abandon dans lequel jusque-là on l'avait laissée.

Désormais commerce et industrie devront lui céder le pas. C'est ainsi que Loménie de Brienne, archevêque de Sens et premier ministre, dans la séance du Bureau du Commerce du 21 juillet 1788, faisant l'exposé des principes qui devaient servir de base aux délibérations des séances ultérieures, écrivait : « Dans les concessions du Gouvernement, le « premier objet de son affection doit être les consommateurs nationaux, le second les agriculteurs, le « troisième les fabricants et les commerçants. » (1)

Quelle place allait prendre dans cette classification l'industrie minière?

Si la plupart des Physiocrates, malgré la rareté des textes en cette matière, semblent bien avoir assimilé complètement, au point de vue du *produit net*, les

1. A. N. F¹² 107.

mines à l'agriculture (1), l'un d'eux cependant, et non des moindres, Turgot, défend résolument l'opinion contraire. Comme il le dit avec raison : « un champ
« produit chaque année des fruits... Il n'en est pas
« de même d'une mine métallique; elle ne produit
« point de fruits, *elle est elle-même le fruit à recueillir* ».

Mais la question ainsi envisagée est pure question d'école, où le côté spéculatif a plus de part que le côté pratique, par conséquent sans intérêt au point de vue qui nous occupe, et nul doute que cultivateurs et exploitants miniers n'aient des intérêts différents et quelquefois même tout à fait opposés.

C'est pour défendre les intérêts des premiers que Heurtault Lamerville, à la séance du 21 mars 1791, monte à la tribune, et au nom de l'agriculture, proteste avec véhémence contre la main mise de la nation sur les mines. « Pour exploiter les mines, dit-il, au
« nom de la nation qui en serait réputée propriétaire,
« prévoyez-vous, Messieurs, toutes les exactions et
« toutes les hostilités qui se commettraient? Avez-
« vous connaissance de tous les crimes contre l'Agri-
« culture et même contre la personne des laboureurs,
« que des entrepreneurs ou leurs subordonnés se sont

1. L'abbé Baudeau est le seul qui, dans ce sens, ait apporté quelque précision en cette matière. Voir sur cette question la thèse de M. PERVINQUIÈRE : *Contribution à l'étude de la productivité dans la physiocratie*, Paris, 1906.

« permis... Vous concevez le parti que je pourrais
« tirer de ce tableau, pour vous prouver combien
« toute propriété particulière où il y a de la mine
« serait encore bien plus sacrifiée qu'autrefois, si
« l'entrepreneur était fondé à croire par un de vos
« décrets, qu'il jouit du bien de la nation, et consé-
« quemment du sien propre. » (1)

C'était suivant un mot spirituel de l'orateur et par une allusion à la nature des mines dont il était question, vouloir renouveler la lutte du pot de fer contre le pot de terre. Et cependant l'argile n'eut pas ici la fragilité du vase de la fable, car l'agriculture, en la personne des propriétaires de la surface, fut la plus forte et gagna son procès.

L'éloquence des défenseurs fut sans doute pour une bonne part dans ce résultat; la faveur dont jouissait l'agriculture, faveur à laquelle les Physiocrates, nous l'avons vu, n'étaient pas étrangers, y contribua également dans une large mesure, mais à cette cause d'ordre général devaient s'ajouter des causes d'ordre particulier, nous faisons allusion aux réclamations des propriétaires miniers, et en particulier de ceux du Forez et du Lyonnais.

1. *Arch. Parl.*, t. XXIV, p. 239.

* * *

L'Ancien Régime avait toujours sauvegardé, dans une certaine mesure, les droits des propriétaires, tout au moins au moyen de l'indemnité. « Il ne faut pas dire, écrit M. Aucoc, dans ses *Conférences de Droit administratif* (1), qu'avant 1789 l'expropriation en vue des travaux publics, s'accomplissait sans indemnité. Le principe de la nécessité d'une indemnité était proclamé dans de nombreux arrêts du Conseil du Roi, et il était souvent appliqué. Seulement dans la pratique, spécialement pour les routes, le principe ne recevait qu'une application restreinte, et, dans quelques provinces, les propriétaires n'étaient pas indemnisés faute de ressources ».

Cette observation du savant jurisconsulte se vérifie non seulement pour les travaux publics proprement dits, mais aussi, d'une façon plus générale, chaque fois qu'une limitation était apportée au droit de propriété, dans un intérêt public, et en particulier pour les mines, lorsque le concessionnaire par le fait

1. Aucoc, *Conférences de Droit administratif*, 1878, 2^e édition, introduction, p. 27.

de l'exploitation du sous-sol, troublait le propriétaire de la superficie. (1)

Dès l'ordonnance de 1413 (2), le principe d'une indemnité est affirmé, et il sera formulé dans tous les actes où l'autorité royale viendra réglementer l'exploitation de la matière minérale.

A n'étudier que les premières ordonnances, on pourrait discuter sur la nature et l'étendue de cette indemnité (3). S'agit-il d'une redevance tréfoncière, s'appliquant à la mine elle-même, ou bien d'une indemnité destinée à compenser la perte de jouissance de la superficie? La question, à l'origine, se présente incertaine au milieu de textes peu précis. Mais il n'en est plus de même à partir de l'ordonnance du 30 septembre 1548, sous Henri II, où il est dit expressément que les propriétaires ne seront payés de leurs terres que pour « *le dommage et intérêt qui leur seront fait pour le regard de la valeur des dites terres seulement et non des mines y étant.* » (4) La restriction se retrouve

1. La question des mines et la question des routes sont souvent liées l'une à l'autre, les routes étant nécessaires pour l'exploitation des mines. Ainsi le Tiers État de la ville de Saint-Chamond demande dans le cahier des vœux de 1789 : « que les personnes et les propriétés soient sous la sauvegarde des lois afin qu'on ne puisse leur préjudicier par des concessions toujours nuisibles au commerce, ni ouvrir des routes, sans que les propriétaires soient assurés d'une indemnité proportionnée. » BROSSARD, *op. cit.*, p. 12.

2. LAMÉ FLEURY, *op. cit.*, p. 6.

3. LAMÉ FLEURY, *op. cit.*, p. 13, note d.

4. LAMÉ FLEURY, *op. cit.*, p. 29.

dans les lettres patentes de François II du 29 juillet 1560 (1) et dans un arrêt du Conseil du roi, permettant aux maîtres de forges de tirer « mines et castines », en tous lieux, du 20 juin 1631 (2).

Il nous est permis de croire qu'il en fut ainsi jusqu'au moment de la Révolution, car dans un mémoire tiré du dossier des mines de Gravenaud et du Mouillon, et qui porte la date du 5 juillet 1765, à propos de la rétribution accordée aux propriétaires de ces terrains et fixée par exception à une certaine quote part du charbon extrait, il est dit : « Les propriétaires de « terrains de Gravenaud et du Mouillon sont traités « bien plus favorablement que les propriétaires des « autres terrains situés dans le royaume, car il est « notoire qu'à l'égard de ceux-ci, les différentes concessions qui ont été faites n'imposent aux concessionnaires aucune autre charge que de *les indemniser « de la superficie de leurs terrains où il sera ouvert des « puits.* » (3)

Cependant cette indemnité, en admettant qu'elle fut toujours payée, ce qui est loin d'être exact, à en croire certains documents (4), ne pouvait suffire à

1. LAMÉ FLEURY, *op. cit.*, p. 48.

2. LAMÉ FLEURY, *op. cit.*, p. 127.

3. A. N., F¹⁷ 1311.

4. Voir l'*Adresse à l'Assemblée nationale de plusieurs communes du Forez*, Lyon, 1791 (Bibl. Nat., LK⁴ 1219) : « ... Le concessionnaire des « carrières de charbon de Roche-la-Molière donne le centième au pro-

imposer silence aux plaintes des propriétaires. Ceux-ci avaient trop d'autres sujets de récriminer. Nous avons vu déjà (1), à propos de la concession faite au Duc de Montausier, puis à la Duchesse d'Uzès, les difficultés survenues en Anjou, entre des propriétaires exploitant leurs mines, et des concessionnaires voulant les dépouiller du fruit de leurs travaux. Nous savons aussi que les difficultés de ce genre étaient fréquentes, qu'elles donnaient lieu à de nombreux procès, et que le roi n'avait trouvé d'autre moyen d'y mettre fin que de rendre aux propriétaires la liberté d'exploiter. Mais en dehors de ces difficultés, en dehors des tracasseries multiples auxquelles étaient en butte les propriétaires de la part des concessionnaires, le fait de limiter l'indemnité aux dommages causés à la super-

« propriétaire; celui de Saint-Chamond ne lui donne rien. Est-ce là « l'indemnité fixée par la loi? »

Voir également : *Cahier des vœux et doléances du Tiers État de la ville et Marquisat de Saint-Chamond*. Cité par BROSSARD, *op. cit.*, p. 12 : « ...Nos mines sont concédées les unes sans indemnité pour « les propriétaires, les autres avec une indemnité modique, les autres « enfin avec une indemnité proportionnée aux dommages. Quelle « est donc cette loi qui attaque la propriété? »

Voir enfin : *Rapport de la Commission intermédiaire* (15 mars 1788) *relativement à la concession d'Osmond*. Cité par TÉZENAS DU MONTCEL, *L'Assemblée du Département de Saint-Etienne et sa Commission intermédiaire*, p. 256 : « ...Quelques démarches qu'aient faites jusqu'à « présent la plupart des propriétaires pour obtenir l'indemnité qui « leur est due... soit auprès de la Compagnie, soit par les voyes judi- « ciaires, ils n'ont pu encore l'obtenir, et cependant M. le Marquis « d'Osmond n'a pas laissé de s'emparer de plusieurs mines, d'en « extraire des charbons, de profiter des travaux, que les propriétaires « avaient faits, et de pratiquer des entrepôts de charbon et des « chemins sur la superficie ».

1. p. 87 et 88.

cie, sans tenir compte du tréfonds, aurait suffi à rendre inacceptable pour les propriétaires le principe même de cette indemnité.

Ce principe ainsi compris n'avait-il pas contre lui l'opinion admise alors sur l'étendue du droit de propriété, opinion qui était celle de nombreux jurisconsultes, celle également d'administrateurs éclairés, enfin opinion que justifiaient des coutumes et des usages invariablement fixés depuis des siècles en certaines provinces.

Lorsque le caractère domanial du droit régalien eut en effet disparu pour faire place à la notion d'utilité publique, et cela nous l'avons vu, sous l'action des légistes, alors dans le droit coutumier put s'appliquer aux mines la règle romaine : « *cujus est solum, hujus est usque ad cælum et usque ad inferos* » (1). Celui à qui appartient un fonds de terre est donc dorénavant propriétaire des richesses naturelles qu'il recèle, à l'exception toutefois des matières d'or et d'argent pour lesquelles subsiste un droit particulier.

1. La loi romaine était déjà la règle dans les pays de droit écrit. « Ces productions souterraines données par le droit naturel aux propriétaires du sol qui les renferme leur sont encore assurées par le Droit romain, qui forme la loi territoriale de cette province; dans tous les temps, ils en avaient joui; elles étaient affermées, vendues, inféodées, comprises même dans l'allivrement du fonds dans lequel elles se trouvaient, et des actes authentiques remontant jusqu'au *xiv^e* siècle, attestent avec évidence ce droit manifeste et cette possession constante. » Art. 7 des *Cahiers des Etats de Languedoc de 1789*.

Cette doctrine sera celle des commentateurs de notre ancien droit. « En France les mines d'or et d'argent appartiennent au Roi, en payant le fonds au propriétaire », dit Loisel dans ses *Institutes coutumières*, et il ajoute : « à l'égard des autres mines, elles appartiennent aux propriétaires des fonds qui peuvent y fouiller comme il leur plaît. » (1) Loisel n'avait fait que reprendre les Commentaires de Guy Coquille sur les coutumes du Nivernais, auxquels du reste il renvoie, et dont l'article 2 est ainsi conçu : « Les minières font portion de la terre naturellement, et sont produites par la terre, partant la propriété d'elles appartient au propriétaire de la terre... car le propriétaire de la superficie est propriétaire du dedans et jusques au centre. » (2)

Développées peu à peu par la coutume, commentées et mises au point par nos juristes, ces règles feront bientôt loi dans notre jurisprudence. C'est ainsi que dans la *Collection de jurisprudence* (3) de Denisart, le premier en date des recueils de ce genre, nous les retrouvons exposées presque dans les mêmes termes.

Comment, dans ces conditions, ces règles n'auraient-elles pas trouvé appui auprès des fonctionnaires et

1. LOISEL, *Institutes coutumières*, édition Dupin et Laboulaye, 2 vol., in-12, Paris, 1846, t. 1, p. 250.

2. *Les Œuvres de M. Guy Coquille*, in-folio, Paris, 1646, *Commentaires sur les Coutumes de Nivernais*, art. 2, p. 10.

3. DENISART, *Collection de jurisprudence*, in-4°, Paris, 1768, au mot mines.

administrateurs, hommes de loi, eux aussi, en tout cas chargés de son application dans les provinces ou dans les Conseils du Gouvernement. Dans la lutte, lutte parfois fort vive, engagée entre concessionnaires et propriétaires, presque toujours ils prennent parti pour ces derniers. A propos de l'Édit de 1744 et des difficultés rencontrées dans sa mise en pratique, nous avons eu l'occasion de citer une lettre de Trudaine du 19 juin 1757 (1) qui est tout à fait en faveur de cette opinion. Il faut laisser aux propriétaires, dit-il, la liberté d'exploiter leurs mines. C'est aussi ce que pensera Terray, Intendant de Lyon, tout en maintenant le principe de la concession ; et dans une lettre à de la Boulaye, Intendant des mines, du 26 mars 1786 (2), il donne ainsi son avis sur une demande en concession formulée par un certain Rousseau de Rimoigne pour les mines du Forez : « Il est à désirer
« que les propriétaires aisés soient principalement
« chargés des concessions, attendu le mauvais effet
« que doit produire l'arrivée d'un concessionnaire
« étranger, dans un pays où l'habitant propriétaire
« n'a d'autre revenu que le charbon qu'il tire de son
« champ, et où le journalier ne subsiste que par le tra-
« vail que lui procure ce propriétaire. »

Déjà à propos des mines du Forez, M. d'Ormesson,

1. p. 102.

2. A. N., F¹⁴ 156 B. Cette lettre se trouve reproduite également dans la liasse F¹⁴ bis 7744.

Contrôleur général, avait écrit en 1783 aux officiers municipaux de la ville de Saint-Étienne qui lui avaient manifesté leurs craintes, à l'annonce d'une nouvelle concession de privilège : « Vos craintes ne sont nullement fondées. L'intention du Gouvernement est au contraire de maintenir le régime actuel, pourvu que les extracteurs se conforment aux principes de bonne exploitation. » (1)

Mais ce n'est pas seulement dans le Forez, où des usages anciens pouvaient expliquer cette tolérance du gouvernement vis à vis des propriétaires, c'est d'une façon générale, pour toute la France, que se manifestaient de la part des administrateurs et même du pouvoir central, ces tendances favorables à leur égard. Une observation de Xavier de Breuille, avocat au Parlement de Paris, dans un mémoire de 1780 (2), mérite à ce point de vue d'être citée. Parlant des mines de charbon, il fait allusion à une formule nouvelle introduite par Bertin, Contrôleur général, dans les arrêts de concession, formule destinée à donner une apparence de satisfaction aux propriétaires et à rendre une sorte d'hommage rétrospectif à l'édit libéral de 1698. Au mot *concession*, Bertin voulait qu'on substituât le mot de *permission exclusive*. Et de Breuille conclut : « comme la différence de ces

1. Extrait du mémoire de Pérignon, avocat, Imprimé de 36 pages, Paris, 1788 (A. N., F¹⁴ 156 B).

2. A. N., F¹⁴ 1313.

« mots ne faisait rien au fond de la chose, les extracteurs s'en sont contentés. »

Question de forme sans doute, mais suffisante pour nous indiquer de quel côté penchait la balance dans les régions du pouvoir.

La propriété, dans cette question des mines, commençait du reste à trouver de fervents défenseurs même parmi les fonctionnaires du roi. Qu'il nous soit permis d'en donner une preuve intéressante en signalant un dernier document.

C'est un avis donné par M. de Cheyssac, Grand Maître des Eaux et Forêts du Département du Languedoc, à M. de Beaumont, le 17 février 1773, sur une demande faite par un sieur Dolbau, d'un privilège exclusif d'exploitation de mines de fer aux environs de Carcassonne. Il s'y montre nettement hostile à la concession du privilège demandé. « Le mémoire du sieur « Dolbau, dit-il, et ses projets sont d'un homme qui, « sans beaucoup d'occupation, rêve tranquillement de « parvenir à une fortune considérable, en vexant les « particuliers et les communautés d'un coin de province, et en rendant ses tributaires quantité de gentils hommes qui ont découvert ou peuvent découvrir « dans leurs terres des mines de fer, qu'ils feront « exploiter par eux-mêmes avec l'autorisation du Conseil... A quoy aboutit en général un privilège exclusif?... Il sert uniquement à faire la fortune d'un ou

« de plusieurs particuliers unis par le même intérêt,
« et cela au détriment d'une province entière, dont
« les individus, même les propriétaires de la chose qui
« fait l'objet du privilège sont assujettis par là à une
« espèce de tyrannie. Quelle rigueur pour eux de rece-
« voir la loi d'un étranger avide de leurs biens, et de
« ne pouvoir pas disposer à leur gré de ce qu'ils
« tiennent des droits sacrés de la nature, et de la loi
« respectable de la propriété... Je crois que dans un
« État comme le nôtre, chaque particulier doit avoir
« le libre exercice des produits de ses possessions...
« Je n'en excepte même pas la liberté de n'en faire
« aucun usage, s'il croit que ses successeurs en puissent
« tirer un meilleur parti que lui. » (1) Certes le ton
ne sera pas plus acerbe dans les discussions passion-
nées des clubs et des Assemblées, quelques vingt
ans plus tard, en pleine Révolution.

Mais les paroles, si ardentes ou si pleines de pro-
messes soient-elles, ne suffisent plus pour calmer les
ressentiments; il faut des actes et des actes de révolte,
là où il y a un affleurement des veines minérales, où,
par suite, les habitants sont amenés à considérer le
minerais, comme la production naturelle et exclusive
de leur sol; où des usages s'établissent, conséquence
de cet état de choses, usages en vertu desquels les

1. A. N., F¹⁴ 1312.

contrats d'acquisition ou de partage font mention des productions souterraines, qui entrent ainsi pour une part dans l'estimation, de même qu'elles sont comprises dans le calcul de l'allivrement foncier; où enfin le prince, par une sorte de sanction donnée à ces usages, perçoit sur le prix de ces différents contrats, « les droits d'insinuation, de contrôle, de taille, de « vingtième », et les seigneurs « ceux de lods, mi-lods, « cens et servis. » (1)

Ceci existait principalement dans le Forez (2), mais à la vérité ce n'est pas seulement pour cette province, qu'on aurait pu constater la justesse de ce passage d'un mémoire écrit en 1788 : « Le charbon de terre « est pour le propriétaire ce qu'est ailleurs le bled pour « le laboureur; c'est sa moisson, c'est le produit de « sa terre. Tout propriétaire est extracteur de mines, « c'est la seule manière d'user et de tirer parti de sa « chose, puisque le charbon de terre est sa seule pro- « duction. » (3)

En pareil cas, toucher au tréfonds minéral, en le concédant à un tiers, n'était-ce pas porter atteinte à

1. *Adresse à l'Assemblée nationale*, Lyon, 1791 (Bibl. Nat., LK⁴ 1219) et art. 7 du *Cahier des Etats de Languedoc* de 1789 (A. N., F¹⁴ bis 7682).

2. Ceci existait aussi dans le Languedoc, art. 8 du *Cahier des Etats de Languedoc* de 1783 (A. N., F¹⁴ bis 7682): « Toutes les mines « du Diocèse d'Uzès... ayant été considérées comme accessoires des « fonds qui les renferment, elles sont entrées dans la fixation de « l'allivrement de ces fonds ».

3. Mémoire de Pérignon cité plus haut, Paris, 1788 (A. N., F¹⁴ 156 B.)

la propriété même de la terre? Aussi par une suite toute naturelle de l'acuité qu'avait prise dès la fin de l'ancien régime, la question de la libération de la propriété foncière, le concessionnaire, victime à son tour de son privilège, se verra plus d'une fois en butte aux haines et aux violences d'une populace déchaînée.

A Rive-de-Gier dans la Généralité de Lyon, un arrêt de concession du 10 avril 1759 ne peut être exécuté qu'avec l'aide de soldats d'une compagnie franche, auxquels l'Intendant s'est adressé, au refus de la maréchaussée. « Un sergent, un caporal, et trois « soldats ont accompagné l'huissier qui a trouvé un « attroupement de seize personnes armées, avec un « drapeau, tambour et fifre; à son approche, les « révoltés ont armé leurs fusils qu'ils tenaient sur « le bras prêts à tirer. » (1)

Dans la Généralité de Montauban où un certain de la Barbarie, concessionnaire des mines de charbon de Cransac, avait formé une compagnie pour leur exploitation, les paysans qui exploitaient antérieurement, nous dit Xavier de Breuille dans son mémoire déjà cité, se sont ameutés, ont renversé leurs travaux, chassé leurs ouvriers. » (2)

Le propriétaire des forges de Gaillon, près Alençon, le sieur Olry d'Orainville, n'a pas moins à se plaindre

1. A. N., F¹⁴ 1313.

2. A. N., F¹⁴ 1313.

des propriétaires de terrains où se trouve la mine, pour laquelle il demande (1780) autorisation d'exploiter : « ... Si les ouvriers font des trous dans le jour, ils « les bouchent la nuit, y jettent les outils... Souvent « ils viennent de jour jurer contre les ouvriers, blas- « phémer et menacer de mort d'homme, le fusil à « la main. » (1)

Le concessionnaire lui-même ne sort pas toujours indemne de ces rencontres. Écoutons le récit lamentable du sieur Tubeuf, concessionnaire dans le Languedoc de mines situées aux environs d'Alais et de Saint-Ambroise, et dont les procès auraient suffi à lui assurer la célébrité, par la richesse en actes de procédure auxquels ils donnèrent lieu. Le 21 mars 1784, dans l'intention de faire exécuter deux arrêts rendus en sa faveur, les 19 mars 1782 et 9 mars 1784, Tubeuf se transporte sur la paroisse de Trouillas (mines de la Grand Combe) avec trois huissiers escortés par un détachement d'invalides. « A peine nous vit-on « paraître, dit-il, que sans égard pour le caractère « d'officiers de justice, sans ménagement pour l'uni- « forme dont les invalides étaient revêtus, un huissier « et leur escorte furent assaillis de pierres; plusieurs « d'entre eux ont été blessés. Quant à moi j'eus le « malheur d'être atteint d'une pierre lancée avec tant

1. A. N., 115 1313.

« de force, qu'elle me brisa trois dents, et me fit une
« ouverture au dessous de l'œil, que j'ai perdu peu
« après ». (1)

Les mines du bassin de Saint-Étienne sont aussi le théâtre de scènes non moins violentes. Le charbon avait ici une importance particulière par suite du commerce de *quincaille* et d'armes à feu de la ville de Saint-Étienne, commerce qui occupait plus de 15.000 ouvriers et plus de 30.000, en y ajoutant ceux employés dans les hameaux voisins (2). A Roche-la-Molière, bassin houiller exploité par la compagnie du Marquis d'Osmond, et l'un des plus importants de la région, ces scènes revêtent même un caractère franchement révolutionnaire. Il est vrai qu'elles nous transportent au lendemain de la prise de la Bastille, alors que l'émeute grondait partout menaçante dans notre pays. Le 24 juillet 1789, sous la conduite d'un sieur Nicolon, bourgeois notable de Saint-Étienne, un certain nombre d'habitants, « gens domiciliés et riches, « tous sans intérêts, puisque aucun n'avait de propriété dans l'étendue de la concession, mais à qui « on avait persuadé que, tous les privilèges étant « anéantis par l'Assemblée Nationale, il était de leur « devoir de détruire la concession, se transportèrent

1. A. N., F¹⁴ bis 7682.

2. Extrait des délibérations du Bureau intermédiaire du D^t de Saint-Étienne. Séance du 4 juin 1788 (A. N., F¹⁴ 156B).

« dans le domicile des concessionnaires. » (1) Sur le point d'agir, il semble qu'il y ait eu chez eux un moment d'hésitation, mais l'un d'eux « leur ayant « rappelé le serment qu'ils avaient fait de chasser les « concessionnaires, ils leur intimèrent à nouveau l'ordre de quitter le pays; les menaces les plus terribles « accompagnèrent cette nouvelle injonction; les vitres « de la maison furent brisées; les chevaux emmenés « de force; leur conducteur fut excédé de coups; on « alluma de grands feux; on tira des coups de fusils; « enfin on n'oublia rien de ce qui pouvait inspirer le « plus grand effroi. » (2) Le tout se termina par un pillage en règle du matériel et des dépendances de la concession.

Ceci est à rapprocher de la peinture que Lambert d'Herbigny, dans un mémoire sur le Gouvernement de Lyon, fait du caractère forézien : « A Saint-Étienne, il y a aussi beaucoup de partialité et « d'envie, mais comme cela roule plutôt sur une espèce « de dureté d'esprit que sur la vivacité, que d'ailleurs « on y est fort laborieux, le travail et l'intérêt l'emportent aisément sur les passions. » (3) Lambert

1. Contrat d'association du 17 décembre 1791. Imprimé (A. N., F¹⁴ bis 7744).

2. Réponse au mémoire de Pérignon. Imprimé (A. N., F¹⁴ bis 7744).

3. Voir la *Revue d'Histoire de Lyon*, t. I, 1902, p. 75. Ce mémoire avait été rédigé à la demande du Duc de Boulaingvilliers pour l'instruction du Duc de Bourgogne. Il fut remis à ce dernier à son passage à Lyon en 1701.

d'Herbigny écrivait, il est vrai, en 1697. En 1789, il n'aurait plus reconnu ses administrés.

Il eût été surprenant que l'écho de ces querelles ne fut pas arrivé jusqu'à l'Assemblée des États Généraux. Et de fait en 89, nombreux sont les cahiers qui contiennent les revendications des propriétaires miniers contre les concessions. Dans certaines provinces, comme le Languedoc et le Forez, on peut dire que chaque municipalité délibère et donne son avis sur la question. (1) Noblesse, Clergé et Tiers État se rencontrent dans les mêmes vœux. (2) La formule est presque toujours identique; les rédacteurs de cahiers se répètent les uns les autres; ils copient ce qu'ils ont lu bien des fois dans les cahiers des États (3), en pays d'États, ou dans les rapports adressés aux commissions

1. *Cahiers de doléances de la sénéchaussée de Nîmes pour les États généraux de 1789*, publiés par BLIGNY-BONDURAUD, Paris, 1908. Voir les cahiers de : Anduze, t. I, p. 46; Le Mas-Dieu, t. I, p. 429; Montalet, t. I, p. 524; Pont-Saint-Esprit, t. II, p. 21; Roussou, t. II, p. 110; Saint-Jean de Valeriscle, t. II, p. 260; Saint-Andréol de Trouillas, t. II, p. 129.

BROSSARD, *op. cit.* Cahiers du Tiers État de la ville et du Marquisat de Saint-Chamond, p. 12. Cahiers de Alboën, Chazeau, Périgneux, p. 13.

2. *Extrait des cahiers des doléances des trois ordres de la ci-devant province du Forez arrêtés dans les assemblées générales de leurs députés en mars 1789* (A. N., F¹⁴ bis 7744).

3. Voir l'article 8 des *Cahiers des États de Languedoc* de 1783, et l'article 7 des *Cahiers des États de Languedoc* de 1789 (A. N., F¹⁴ bis 7682).

intermédiaires (1), en pays d'Élection, cahiers et rapports n'étant eux-mêmes le plus souvent que la reproduction des mémoires des avocats (2), appelés à défendre leurs droits de propriétaires au cours de leurs procès.

Mais c'est surtout durant les discussions qui précéderent le vote de la loi du 28 juillet 1791, qu'il est intéressant de noter l'action des comités locaux, et de rechercher leur influence sur les décisions de l'Assemblée Nationale. Cette action est surtout manifeste pour le Forez. A chaque instant les procès verbaux des séances du *Comité d'Agriculture et de Commerce* (3), chargé spécialement de la préparation de la loi sur les mines, mentionnent la remise au rapporteur Regnault d'Epercy, de mémoires, pétitions et adresses des habitants des communes situées dans le Bassin houillier de Saint-Étienne. Successivement nous trouvons indiqués dans le recueil des procès-verbaux publiés par MM. Gerbault et Schmidt, les noms des municipalités pétitionnaires : *Saint-Etienne, Villard,*

1. Voir l'extrait des délibérations du Bureau intermédiaire du D^t de Saint-Étienne. Séance du 15 mars 1788, et Séance du 4 juin 1788. (A. N., F¹¹ 156 B).

2. Voir le *Mémoire de Pérignon* pour les propriétaires des mines de charbon de terre de Roche-la-Molière en Forez, Paris, 1788 (A. N., F¹¹ 156 B).

3. Le 24 juillet 1789, l'Assemblée Constituante fut saisie d'une proposition de création d'un Comité spécialement chargé de recevoir les mémoires qui lui seraient présentés sur le commerce, et de préparer la discussion de ces matières.

Roche-la-Molière, Saint-Genest-Lerpt, Saint-Just (1). Des pétitions envoyées, quatre seulement existent à notre connaissance dans nos Archives (2), numérotées 2140, 2141, 2194 et 2195; elles sont relatives aux municipalités de Roche-la-Molière et de Saint-Genest-Lerpt (3), et lecture en fut donnée au Comité dans les séances des 19 janvier et 4 février 1791.

Nous croyons pouvoir y ajouter une délibération de la municipalité de Saint-Genest-Lerpt portant la date du 29 décembre 1790, avec le numéro 2193 (4), et pouvoir identifier cette pièce avec celle dont il est question dans le procès verbal de la 184^e séance du Comité, et dans la lettre numérotée 2194 du 21 décembre 1790. Sans doute l'antériorité de cette dernière irait à l'encontre de notre explication, si cette antériorité n'était pas, à notre avis, simplement apparente et due à une erreur de date (5); autrement il faudrait

1. GERBAUX et SCHMIDT, Paris, 1906. Séances des : 16 novembre 1789 (20^e séance); 22 janvier 1790 (33^e séance); 13 décembre 1790 (165^e séance); 31 décembre 1790 (171^e séance); 19 janvier 1791 (178^e séance); 24 janvier 1791 (180^e séance); 4 février 1791 (184^e séance).

2. A. N., F¹⁴ bis 7744.

3. ROCHE LA MOLIÈRE : nos 2140 et 2195. SAINT-GENEST-LERPT : nos 2141, 2194.

4. A. N., F¹⁴ bis 7744.

5. La date de la *délibération* du 29 décembre 1790 est écrite en toutes lettres dans le texte même de la pièce. S'il y a eu erreur, celle-ci est plus facile à supposer pour la date de la *lettre*, celle-ci étant écrite en chiffres.

On peut faire cette objection : le n^o 2193 est déjà inscrit sur une autre pièce, d'après les procès-verbaux du Comité (GERBAUX et SCHMIDT, t. II, p. 17). Mais pourquoi ne pas supposer également une

admettre deux délibérations de la municipalité, à quelques jours d'intervalle, portant sur le même objet, ce qui est peu supposable.

Enfin nous possédons une pièce imprimée adressée à l'Assemblée Nationale, mais dont ne font pas mention les procès-verbaux du Comité, ce qui ferait croire qu'elle parvint directement aux membres de l'Assemblée. Elle porte la date de 1791, et émane « des maires et citoyens » des communes de *Saint-Chamond, Rive-de-Gier, Dargoire, Tartaras, Saint-Martin-la-Plaine, Saint-Genis-Terrenoire, la Cula, Saint-Paul-en-Jarez, Saint-Martin-en-Coalieu, Saint-Jean-de-Bonnefond, Saint-Julien-en-Jarrest, Sorbier*, toutes communes du pays du Forest, unies dans un même acte de révolte contre les concessions (1).

Quelle impression devaient produire ces protestations, souvent véhémentes, sans cesse renouvelées, venant de gens qui paraissaient bien résolus, en cas d'insuccès, à pousser les choses à l'extrême, et à se faire s'il le fallait justice eux-mêmes (2). La réponse

erreur de numéro? Ceci est d'autant plus vraisemblable que la lettre du 22 décembre 1790 portait, elle aussi primitivement le n° 2193, et que le 4 a été mis en surcharge sur le 3. Le correcteur, contemporain ou non de la rédaction, n'aurait ainsi corrigé qu'une pièce sur deux. Autrement dit lettre et délibération devraient porter le même numéro 2194, tel qu'il est indiqué dans le procès-verbal de la 184^e séance du Comité.

1. Lyon, 1791, 12 pages imprimées. (Bibl. Nat., LK⁴ 1219).

2. « ...Les officiers municipaux ne pourraient ni prévenir, ni arrêter « la fureur du peuple sans exposer leur vie s'ils tentaient de la résis

n'est pas douteuse, étant donné surtout qu'elles s'adressaient à des hommes toujours prêts à s'incliner devant la volonté des foules; aussi plus d'une fois allait-on faire allusion à ces protestations dans les rapports et les discours, en particulier dans ceux de Mirabeau, au cours des débats publics de l'Assemblée Nationale sur le projet de loi minier.

C'est ainsi que dans son discours du 21 mars 1791, Mirabeau cite plusieurs passages du fameux mémoire où l'avocat Pérignon défend la cause des propriétaires du Forez, contre les prétentions du Marquis d'Osmond, mémoire rédigé en 1788 (1), mais que Mirabeau indique comme étant d'une date plus récente (2), sans doute parce qu'il avait été publié et répandu à nouveau au moment de la discussion de la loi. Et

« tance, et s'ils voulaient protéger un privilège exclusif (celui du Marquis d'Osmond) qui verrait couler le sang de leurs frères ». Délibération de la Municipalité de Saint-Genest-Lerpt du 29 décembre 1790. Pièce n° 2193 (A. N., F¹⁴ bis 7744).

« Dans l'Assemblée primaire de la Municipalité de Saint-Genest-Lerpt... les citoyens actifs assemblés au nombre de 131... se lient par serment d'employer la voie des armes pour défendre leurs propriétés... », 19 janvier 1791. Pièce n° 2141 (A. N., F¹⁴ bis 7744).

« Dans l'Assemblée primaire de Roche-la-Molière... « ...les citoyens actifs au nombre de 119... font serment... de répandre jusqu'à la dernière goutte de leur sang, les uns pour les autres, pour défendre leurs propriétés des invasions du fisc, ou du ci-devant pouvoir arbitraire ». Délibération de la Municipalité de Roche-la-Molière du 19 janvier 1791. Pièce n° 2140 (A. N., F¹⁴ bis 7744).

3. A. N., F¹⁴ 156 B.

4. Séance du 21 mars 1791 : « ...Je n'ai besoin que de vous citer quelques passages d'un ouvrage *qui vient d'être publié* contre le rapport du Comité, en faveur des propriétaires des mines du Forez et du Languedoc, et qui porte la signature du sieur Pérignon ».

lorsque sept jours après, dans la séance du 28 mars, Mirabeau, déjà atteint par le mal qui quelques heures plus tard devait l'emporter, rassemble tout ce qui lui reste d'énergie, pour parler une dernière fois sur les mines, sa préoccupation est, avant tout, de réfuter les objections des habitants du Forez contre le projet qu'il défend, et de détruire la mauvaise impression qu'a pu produire dans leur esprit, cette formule qu'il a faite sienne : « *les mines sont à la disposition de la nation.* »

Son discours terminé, la priorité ayant été donnée à son projet (1), on passe au vote des premiers articles de la loi. Le décret du 28 mars (2) maintient le principe des concessions. Mirabeau triomphe. Son amour-propre est satisfait, et avec lui, nous le verrons bientôt, son intérêt personnel, ou plutôt celui d'un de ses amis le Comte de la Marck. Mais ce décret consacre également les droits des propriétaires, et ceux-ci conservent même toute liberté d'exploitation, lorsque les mines ne dépassent pas cent pieds de profondeur.

Dans ce résultat, en partie favorable à leur cause, les habitants du Forez n'hésitent pas à reconnaître leur œuvre. C'est à leurs injonctions que les comités puis l'Assemblée ont obéi, et, pour en témoigner, ils vont encore une fois entrer en scène.

1. *Archives Parlementaires*, t. XXIV, p. 416.

2. Six articles furent décrétés constitutionnels par l'Assemblée.

Le registre des délibérations du Conseil général de Saint-Étienne porte, en effet, qu'à la date du 14 avril 1791, « le Conseil général extraordinairement assemblé... s'est présenté le sieur Colomb, député extraordinaire des propriétaires de carrières de charbon du Lyonnais et du Forez, auprès de l'Assemblée Nationale, qui a reçu les témoignages de reconnaissance du Conseil général de la commune sur le zèle, l'intelligence et les peines qu'il s'est donné pour le soutien et la défense des intérêts des propriétaires des carrières de charbon du Lyonnais et du Forez, et il a fait part d'une adresse à l'Assemblée pour lui offrir un bloc de charbon, avec des inscriptions, comme un hommage de la reconnaissance des propriétaires de carrières de ces contrées sur le décret qui les affranchit de l'avidité des concessionnaires. » (1)

Les intérêts des habitants du Forez avaient pu se concilier avec ceux de Mirabeau. Quels étaient les intérêts de ce dernier dans la question minière? Ceci nous amène, par une transition toute naturelle, après avoir parlé des influences d'ordre général, puis des influences d'ordre particulier et local, qui s'exercèrent sur le vote de la loi, à rechercher s'il n'y eut pas également des influences d'ordre personnel.

1. Registre des délibérations du Conseil Général de Saint-Étienne cité par BROSSARD, *op. cit.*, p. 15.



Ce sont en effet des influences d'ordre personnel qui détermineront l'intervention de Mirabeau, et celle de Heurtault Lamerville, tous deux orateurs de premier plan, au cours des débats sur la législation minière, et précisément personnifiant dans l'Assemblée les deux opinions opposées entre lesquelles va choisir le législateur : *la mine à l'Etat, la mine au propriétaire*. S'ils prennent la parole — et Dieu sait avec quelle véhémence ! — pour défendre, chacun son système, c'est sans doute, un peu, par souci du bien général, mais c'est surtout pour obéir l'un et l'autre à des sollicitations intéressées. Ajoutons du moins à la décharge de Mirabeau que ce n'est point le sentiment bas de l'égoïsme qui est le mobile de son action, mais au contraire un sentiment élevé, celui de l'amitié, et de l'amitié poussée jusqu'à l'héroïsme, car dans les deux séances où sa parole éloquente, en faisant maintenir les concessions, sauve la fortune de son ami de la Marck, il doit, épuisé par l'effort, y laisser sa vie.

Quelle page plus émouvante que celle où le Comte de la Marck lui-même raconte, en témoin qui a vu, ces heures tragiques qui furent les dernières du

grand tribun. Nous ne pouvons résister au désir de la reproduire toute entière; elle éclaire d'un jour imprévu cette âme aux passions violentes et désordonnées, mais parfois généreuses, et dont ce dernier trait suffirait à lui seul à effacer bien des fautes.

« Lorsque cette question (des mines) fut portée « à la délibération de l'Assemblée, écrit le Comte de « la Mark, dans une note datée de mars 1791, le « Comte de Mirabeau se sentait déjà fortement « incommodé, néanmoins il s'en occupa avec beau- « coup de zèle. Persuadé qu'il était de conserver le « principe des concessions pour l'exploitation des « mines, il avait découvert dans l'Assemblée la plus « grande tendance à décréter le principe contraire. Il « me dit donc : si je ne me mêle pas de défendre les « vrais principes, sans aucun doute, il n'y aura plus de « mines en France, et vous perdrez l'une des parties « les plus importantes de votre fortune. Si je les « défends je terrasserai les opposants.

« Il prit, à plusieurs reprises, lecture des discours sur « cette matière que lui avait proposés Pellenc (1), un « des hommes qui travaillaient pour lui. Il y retrans- « chait, il y ajoutait; enfin il en fit son ouvrage et en « parut content. A la première discussion de l'Assem- « blée sur cet objet (20 et 21 mars 1791), il fit déjà

1. Pellenc faisait partie avec Reybaz, Dumont, Duroveray, de ce groupe de collaborateurs qui préparaient les discours de Mirabeau, et que celui-ci désignait sous ce nom : « mon atelier ».

« beaucoup d'effet, mais la question resta encore en
« suspens. Quoique déjà malade, il s'occupa avec
« Pellenc d'un second discours, qui devait être le
« victorieux.

« Le jour où il devait le prononcer, le 27 mars, il
« vint chez moi avant neuf heures du matin; il avait
« le visage défait et toute l'annonce d'une grave
« maladie. Il se trouva plus mal et perdit même tout
« à fait connaissance. Je fis tous mes efforts pour
« l'empêcher d'aller à l'Assemblée. Je n'y parvins
« pas. Sa réponse répétée à plusieurs reprises, fut
« toujours : Mon ami, ces gens-là vont vous ruiner,
« si je n'y vais pas; je veux partir, vous ne parvien-
« drez pas à me retenir. Trop faible pour marcher,
« il se rappela que j'avais du vieux vin de Tokay
« dont il avait bu plusieurs fois. Il sonna et demanda
« lui-même qu'on en apportât; puis, en ayant pris
« deux verres, il monta en voiture. Je voulais l'accom-
« pagner mais il ne permit pas même que je fusse, ce
« jour-là, à l'Assemblée; il me pria de l'attendre chez
« moi où il viendrait en sortant de la séance. Je fus
« contraint de céder.

« Vers trois heures il revint chez moi. En entrant
« dans ma chambre, il se jeta sur un canapé, et me
« dit : *votre cause est gagnée et moi je suis mort*. Je
« n'exprimerai pas ici ce qui se passa en moi dans le
« moment où je fus exclusivement livré à tout l'effroi
« que m'inspira l'état où je voyais Mirabeau. Après

« quelques moments, je lui donnais le bras; je le reconduisis dans sa voiture, j'y montais avec lui, et « il rentra chez lui, d'où il ne sortit plus que pour être « conduit au tombeau . » (1)

Mirabeau avait pu craindre de voir intervenir au cours de la discussion les Jacobins, ses amis d'hier aujourd'hui devenus ses adversaires les plus acharnés, depuis le jour où il avait fait échouer, sans doute de connivence avec la cour, le projet de loi contre les émigrants, projet présenté à l'Assemblée à la suite du départ de Mesdames, tantes du roi. Sans doute l'amitié avait été le stimulant qui lui avait permis de triompher malgré le déclin de ses forces; mais n'y avait-il pas aussi chez lui, pour expliquer son ardeur à la lutte, une âpre jouissance à faire sentir encore une fois à ses ennemis cette « main de fer et de feu », avec laquelle, nous raconte un témoin, il avait

1. DE BACOURT, *Correspondance entre le Comte de Mirabeau et le Comte de la Marck pendant les années 1789, 1790 et 1791*, 3 vol. in-8°, Paris, 1851, t. III, p. 92.

Dans une lettre du 19 mars 1791, le Comte de Mirabeau écrit au Comte de la Marck : « ... Je ne suis à Paris que pour les mines et minières, sans quoi je serais à mes arbres. *Vale et me ama* ».

LA FAYETTE, dans ses *Mémoires* (t. IV, p. 47), fait allusion à la scène rapportée par le Comte de la Marck : « A la séance du 27 mars « 1791, le discours de Mirabeau sur les mines n'a de remarquable que « d'avoir contribué à la mort de ce prodigieux orateur. M. de la Marck, « son intime ami, avait un grand intérêt à la question. Mirabeau était « malade et se força pour parler. Il est probablement mort victime de « l'amitié ».

« empoigné » quelques jours auparavant, Alexandre de Lameth et ses collègues, au club des Jacobins. (1)

Le récit de de la Marck nous le montre préoccupé des intrigues que nouent autour de lui ceux qui, par haine politique, chercheront peut-être à mettre en échec son projet de loi minière. Cependant une chose le tranquillise : n'ont-ils pas parmi leurs bailleurs de fonds, « le millionnaire Laborde » (2), et ce banquier de Bruxelles Walkiers, qui avait des intérêts importants dans les mines d'Anzin et de vieux Condé, et au sujet duquel Mirabeau écrit le 19 mars 1791 : « Je ne crois point que les chefs des « Jacobins risquent de faire perdre 100.000 livres de « rentes à Walkiers pour contrarier mon discours. » (3)

C'est du Bassin houillier d'Anzin, la chose mérite d'être notée, que de la Marck tirait très probablement ses revenus (4). C'est du Bassin houillier

1. AULARD, *La Société des Jacobins*, 8 vol. in-8°, Paris, 1889, t. II, p. 112.

2. AULARD, *La Société des Jacobins*, 8 vol. in-8°, Paris, 1889, t. I, p. 464. Laborde de Méréville, fils de Jean-Joseph de Laborde, banquier de la Cour de France, élu député du Tiers aux États Généraux par le Bailliage d'Étampes, fut nommé trésorier patriotique « chargé « de réunir à l'Hôtel des Monnaies l'argenterie des églises, fabriques, « chapelles et confréries, qui ne serait pas nécessaire pour la décence « du culte. »

3. DE BACOURT, *op. cit.*, t. I, p. 91 et note.

4. Le comte de la Marck prince d'Arenberg épousa la Marquise de Cernay, qui lui apporta en dot la terre de Raisme, ce qui lui permit de représenter, bien qu'étranger, le Quesnoy aux États Généraux de 1789. Or, cette terre de Raisme avait été par arrêts rendus les 3 décembre 1754 et 8 mars 1755, l'objet d'une concession au profit du Marquis de Cernay. Des difficultés s'ensuivirent avec la Compagnie

d'Anzin dont il sera question également à plusieurs reprises pendant les débats, et en particulier dans le discours de Mirabeau à la séance du 27 mars. (1) C'est sur lui en effet que l'attention était fixée en raison des fortunes considérables dont il avait été l'origine, malgré les difficultés du début de l'exploitation.

Ainsi tout semble se ramener dans cette discussion d'une des principales lois de la Constituante, lorsqu'on l'étudie d'un peu près, à un conflit d'intérêts particuliers autour d'actions d'une société minière.

Nous avons revu depuis des conflits de ce genre, et en comparant ce qui se passe aujourd'hui dans nos Assemblées parlementaires avec ce qui s'y passait autrefois, comment ne pas reconnaître avec Vico, que l'histoire est un perpétuel recommencement.

Les craintes de Mirabeau ne s'étaient pas réalisées. Des Jacobins, un seul, orateur de mince envergure,

du sieur Desandrouins qui précédemment, le 8 mai 1717, avait obtenu sous le nom du sieur Desaubois « le privilège exclusif de tirer... le « charbon de terre des mines qu'elle pourrait rencontrer et décou-
« vrir, et de fouiller sur les terrains qui se trouvent depuis Condé
« jusqu'au village de Rombiès, comme aussi sur tout le terrain qui se
« trouve entre la rivière de Lescaut (*sic*) et celle de la Scarpe ». Les
contestations prirent fin par la fusion des deux Compagnies, qui,
désormais n'en formèrent qu'une seule, origine de la Compagnie
actuelle d'Anzin, et dans laquelle entra le prince de Croy qui avait
émis les mêmes prétentions que le Marquis de Cernay.

(Renseignements tirés en partie du Mémoire du sieur Taboureaux, 1770. A. N., F¹⁴ 1312. L'arrêt de mai 1717 est mentionné également dans la liasse, F¹⁴ 1311).

1. *Archives Parlementaires*, t. XXIV, p. 251.

Saint-Martin, était monté à la tribune au début de la discussion. Son adversaire le plus redoutable avait été Heurtault de Lamerville riche propriétaire du Berry, qui, dans deux circonstances récentes, venait de prendre la défense des intérêts de l'agriculture, lors de la discussion du Code rural (1), et lors du vote du décret relatif au dessèchement des marais. (2) Ses attaches terriennes ne pouvaient que l'incliner vers la solution donnant au propriétaire la propriété du fonds et du tréfonds? D'autres raisons l'y poussaient également, et c'est là où par suite de circonstances locales, nous allons voir à nouveau intervenir des intérêts personnels.

Heurtault de Lamerville possédait dans le Berry un domaine important nommé *la Périsse*, où, depuis de longues années, il faisait l'élevage du mouton et cherchait à améliorer la race indigène par des croisements avec des moutons étrangers. Il avait eu plus d'une fois à souffrir du voisinage de forges, dont les exploitants, en vertu de l'ordonnance de 1680 sur la marque des fers (3), avaient le droit de prélever

1. Heurtault Lamerville fait lecture de son rapport sur le Code rural à la séance du Comité d'Agriculture et de Commerce du 13 août 1790, GERBAUX et SCHMIDT, *op. cit.*, t. I, p. 458. Le Code rural fut voté le 28 septembre 1791.

2. 26 décembre 1790-5 janvier 1791.

3. Ordonnance de juin 1600, art. 9. : « Ceux qui ont des mines de « fer dans leur fonds seront tenus à la première sommation qui leur « sera faite par les propriétaires des fourneaux voisins, d'y établir « des fourneaux pour convertir la matière en fer, sinon permettons au « propriétaire du plus prochain fourneau, et, à son refus, aux autres

sur son domaine le minéral dont ils avaient besoin. A deux reprises différentes, ses plaintes parviennent au Bureau du Commerce. La mention en est faite dans les procès-verbaux des séances des 23 octobre et 18 décembre 1788.

Voici le texte de ces procès-verbaux :

Séance du 23 octobre 1788 : « M. de Tolozan, l'Intendant du Commerce intérieur, a dit que M. de Lamerville, qui a établi dans sa terre de La Périssette un troupeau de bêtes espagnoles, demande que sa terre soit exempte de la fouille et du lavage de la mine de fer, que les propriétaires de forges viennent tirer dans sa dite terre.

« M. l'Intendant, qui a été consulté, a envoyé son avis.

« Délibéré que M. le Rapporteur écrira à M. de Lamerville qu'il serait difficile de priver les propriétaires des forges de la faculté qui leur est accordée de pouvoir extraire de la mine dans les environs de leurs usines, qu'au surplus, MM. les Commissaires avaient désiré savoir en quoi l'extraction et le lavage peuvent nuire aux moutons. » (1)

« propriétaires de fourneaux, de proche en proche, et à ceux qui les font valoir, de faire ouvrir la terre et d'en tirer la mine de fer en payant aux propriétaires du fonds pour tout dédommagement un sou par chacun tonneau de mine de cinq cents pesant ». ISAMBERT t. XIX, p. 242.

1. A. N., F¹² 107, p. 500.

Séance du 18 décembre 1788 : « Mémoire de M. de
« Lamerville relativement à la délibération du 23 octo-
« bre dernier, par lequel il démontre tous les inconvé-
« nients qu'occasionne à son établissement de bêtes
« à laine espagnoles, la fouille de la mine de fer que le
« sieur le Clerc exploite aux environs de Lapérisse. »

« Il proposa d'obliger les entrepreneurs à se can-
« tonner en dehors de la dite terre de Lapérisse. C'est
« le seul moyen de conserver un établissement si
« utile. »

« Délibéré de renvoyer le mémoire à M. l'Intendant,
« en le priant de vouloir bien le communiquer au sieur
« le Clerc pour qu'il y réponde. » (1)

Les réponses obtenues par de Lamerville ne pou-
vaient assurément le satisfaire, et, sans craindre
la médisance, on peut supposer qu'une fois député,
détenteur d'une parcelle du pouvoir, tout en prenant
les intérêts de ses commettants, il ait aussi songé aux
siens propres et voulu obtenir de l'Assemblée ce que,
simple propriétaire, il n'avait pu obtenir, quelques
mois auparavant, du Bureau du Commerce. Nommé
membre du Comité d'Agriculture et de Commerce, il
intervient à quatre reprises différentes (2) comme

1. A. N., F¹² 107, p. 575.

2. « ...M. le Rapporteur a observé que c'est le quatrième mémoire
« sur cette matière dont il avait l'honneur de faire le rapport ». GER-
BAUX et SCHMIDT, *op. cit.*, t. I, p. 60.

Nous ne trouvons mention que des mémoires n° 1 et n° 77. Il en est

Rapporteur de mémoires relatifs à cette question, et chaque fois il conclut à l'établissement d'une réglementation de l'extraction des mines de fer.

Cette réglementation limitée toutefois aux seules mines ne dépassant pas cent pieds de profondeur (1), devait prendre place au titre deuxième de la loi de 91. L'Assemblée avait tenu, sans accepter jusqu'au bout la thèse de Lamerville, sans faire des mines de fer une dépendance du fonds lui-même, à ne pas mériter les reproches dont celui-ci la menaçait par avance, lorsque dans son discours du 27 mars, il disait : « Tout vous prouve, Messieurs, que si vous ne déclarez « pas que les mines de fer sont une propriété indivi-
« duelle, vous sacrifiez tous les petits propriétaires
« de la campagne, et leurs fermiers, et les laboureurs,
« aux grands terriens qui ont des forges. » (2)

Dans un autre passage (3), il se défendait d'avoir voulu autre chose que le bien général. Il nous est permis cependant, après ce que nous avons appris,

question dans les séances du Comité d'Agriculture et de Commerce des 10 septembre, 12 octobre, et 16 novembre 1789. GERBAUX et SCHMIDT, t. I, pp. 4, 39 et 60.

1. « Le droit accordé aux propriétaires par l'article 1 du titre « premier du présent décret, d'exploiter à tranchée ouverte et avec « fosse et lumière jusqu'à cent pieds de profondeur, les mines qui se « trouveront dans l'étendue de leurs propriétés, devant être subor-
« donné à l'utilité générale, ne pourra s'exercer pour les mines de
« fer que sous les modifications suivantes... » Art. 1, titre II de la loi du 28 juillet 1791.

2 et 3. *Archives Parlementaires*, 1^{re} série, t. XXIV, p. 243.

de supposer que l'intérêt personnel fut aussi pour une part dans son intervention.

* * *

Au milieu de tant d'intérêts divers qu'il cherchait à concilier, le législateur de 1791 se montra hésitant entre les principes, et ne s'attacha finalement à aucun. « Son œuvre fut plutôt une transaction entre « des avis opposés, dit Regnaud de Saint-Jean-d'Angely dans son exposé des motifs de la loi de 1810, « qu'une décision franche, claire et précise sur des « questions controversées. » (1) Mais au milieu des dispositions incohérentes, quelquefois même contradictoires, ce qui apparaît comme la caractéristique de cette loi, c'est, d'une part, la liberté laissée aux propriétaires d'exploiter, sans aucune autorisation, les mines superficielles se trouvant sur leurs terres, jusqu'à cent pieds de profondeur, et d'autre part la limitation à cinquante années de la durée des concessions. Nous n'avons pas ici à exposer en détail, nous tenant de préférence sur le terrain des principes, les conséquences néfastes pour l'avenir de l'industrie minière de semblables dispositions. Qu'il nous suffise

1. LOCRÉ, t. IX, p. 488.

de rappeler une note administrative parue en 1806 (1), et qui les résume en ces termes :

« L'expérience démontre qu'il est résulté de l'ex-
« ploitation des mines par les propriétaires des
« terrains superficiels, un gaspillage ruineux pour la
« société. Les propriétaires abandonnent bientôt des
« travaux qui n'ont été conçus, exécutés, que dans
« la vue d'une prompte jouissance. Il s'ensuit que
« des ressources précieuses pour l'État restent ense-
« velies sous les décombres ou noyées par des amas
« d'eau, qui rendent la suite des exploitations plus
« dangereuses et beaucoup plus dispendieuses qu'elle
« ne l'eût été, en suivant un plan régulier et dirigé
« dans la vue d'une longue jouissance. »

Ne croirait-on pas entendre, et sous une forme presque identique, les mêmes plaintes auxquelles avait donné lieu le régime établi par l'arrêt de 1698, régime de liberté d'exploitation, qui, nous l'avons vu, avait été celui de toute la première moitié du XVIII^e siècle.

En 1791, la leçon du passé avait été oubliée, et le législateur de la Constituante, faute d'une juste compréhension de l'intérêt général, faute surtout du principe directeur qui aurait dû l'inspirer, avait suivi les anciens errements de la Royauté. Pour sauvegarder des intérêts particuliers, il avait sacrifié

1. A. N., F¹⁴ 1315, 22 mars 1806. Imprimé, 8 pages.

les droits de l'inventeur aux droits du propriétaire.

Qu'allait-il advenir avec la loi de 1810? Elle aussi sacrifie les droits de l'inventeur, mais cette fois au profit des droits de l'État, et par souci du bien public : sous Napoléon reparaît dans la législation minière le principe d'autorité.

CHAPITRE III

Napoléon I^{er} et la Loi du 21 Avril 1810.

Retour au Principe d'Autorité

Déjà, avant 1810, la question minière s'était posée à nouveau, lorsque l'article 552 du Code Civil avait énoncé ce principe : « la propriété du sol emporte
« la propriété du dessus et du dessous... sauf les
« modifications résultant des lois et règlements relatifs
« aux mines ». Personne ne s'y était trompé et n'avait vu là, en ce qui concernait les mines, une consécration du droit d'accession. Dès 1801, alors que l'article était encore en discussion, Lefebvre d'Hellancourt, membre du Conseil des Mines, écrivait : « Je ne pense
« pas que l'intention des auteurs du projet ait été
« de reconnaître par cet énoncé que les mines sont
« dépendantes des propriétés superficielles. L'expression : *sauf les modifications résultant des règlements
« relatifs aux mines*, établit une *exception favorable
« à leur égard.* » (1)

Les résultats si désastreux pour l'avenir des exploitations, auxquels avait abouti la liberté laissée par la loi de 1791 aux propriétaires de la surface, n'étaient

1. *Journal des Mines*, 2^e semestre de l'an IX, t. X, p. 288.

pas faits assurément pour assurer le triomphe du système de l'accession. Ni les administrateurs, ni les savants, ni les ingénieurs, ni ceux en un mot qui se trouvent, de par leur situation, en contact plus étroit avec les faits positifs, n'étaient disposés à tenter encore une fois une expérience aussi néfaste. Tout au plus ce système pouvait-il trouver un appui auprès de juristes, tels qu'un Cambacérès, un Berlier, un Portalis, juristes imprégnés de droit romain, dont ils n'avaient guère fait que traduire les principes lors de la rédaction du Code Civil, particulièrement au titre II du Livre II : *de la Propriété* (1), et dont certains même avaient pris la défense (2), contre de violentes attaques auxquelles le droit romain avait été soumis durant la période intermédiaire. (3)

Les idées économiques de l'École libérale, École si brillamment représentée à cette époque par J.-B. Say, le continuateur du célèbre philosophe Adam Smith,

1. « Dans ce titre, plus peut-être que dans aucun autre, on remarque « des traces de la législation romaine, parce que cette matière a été « moins soumise aux mœurs et aux habitudes; on a dû en puiser les « décisions dans l'équité naturelle, et le peuple romain est celui de « tous, après tous, qui a su le mieux en déduire les principes ». Grenier, orateur du Tribunat. LOCRÉ, t. VIII, p. 209.

2. « La plupart des auteurs qui censurent le Droit romain avec « autant d'amertume que de légèreté, blasphèment ce qu'ils ignorent ». Portalis, dans LOCRÉ, t. I, p. 162.

3. « Le Code civil de Rome tant vanté par ceux qui n'ont pas été « condamnés à le lire, était un volume corrompu par le Chancelier « pervers d'un empereur imbécile. » BARRÈRE, dans le *Moniteur* du 22 Fructidor an II.

semblaient, il est vrai, devoir plaider en faveur des propriétaires, en consacrant l'action individuelle et en repoussant l'intervention de l'État. N'est-ce pas Adam Smith qui avait dit : « Pour élever un État du « dernier degré de barbarie au plus haut degré d'opulence, il ne faut que trois choses : la paix, des taxes « modérées et une administration tolérable de la « justice. Tout le reste est amené par le cours naturel « des choses. » (1)

Sans doute J.-B. Say reconnaissait que dans certains cas l'État avait le droit d'intervenir, et que pour les mines en particulier, « la crainte de perdre les minéraux qu'enferme le sol, impose quelquefois à l'administration l'obligation de se réserver l'exploitation « des mines, ou bien de prescrire un mode d'exploitation aux propriétaires de terrains où elles se trouvent. » Évidemment son esprit était hanté par le souvenir des ruines accumulées sous le régime de la liberté d'exploitation, car il ajoutait : « On sent « que si la manière d'exploiter restait entièrement « libre, un défaut d'intelligence, une avidité trop « impatiente, où des capitaux insuffisants pourraient « conseiller à un propriétaire des fouilles superficielles « qui épuiserait les portions les plus apparentes et « souvent les moins fécondes d'une veine, et feraient « perdre la trace des plus riches filons. »

1. *Collection des principaux économistes*, édition Guillaumin, 1843, t. V, préface, p. XXI.

Et cependant, à peine a-t-il écrit cette phrase qu'il semble la regretter, et poussant à l'extrême la thèse du *laissez faire, laissez passer* — quatre mots qui avaient été la devise de Vincent de Gournay et des Physiocrates, et dont pouvait se réclamer à plus forte raison la nouvelle École — il termine par cette réflexion qui contredit toute la première partie : « Encore n'oserais-je pas répondre qu'il ne fut préférable de respecter le travers d'un propriétaire récalcitrant et que la société ne gagnât davantage à maintenir inviolablement ses droits qu'à posséder quelques mines de plus. » (1)

Si l'on se rappelle que l'une des conceptions fondamentales de Smith : celle de la bonté des institutions économiques spontanées, ce que l'on a appelé *l'optimisme de Smith*, a pour complément, pour conclusion pratique, *la liberté économique*, que tout son livre *La Richesse des nations* a pour but de battre en brèche la théorie mercantiliste de la balance du commerce, et par suite *le protectionnisme*, on comprend pourquoi à l'époque où nous sommes arrivés, l'époque du Consulat et du 1^{er} Empire, époque de guerres, de protectionnisme à outrance, et du blocus continental, qui en était l'expression la plus complète, Smith

1. *Traité d'économie politique*, J.-B. SAY, grand in-8°, Paris, 1841, 6^e édition, pp. 136 et 137.

n'avait aucune chance d'être écouté, en France, tout au moins.

Malgré la traduction de ses ouvrages, faite en 1800 par Germain Garnier, malgré la publication en 1803 du livre de J.-B. Say, qui popularisera la doctrine du Maître, les idées libérales, au point de vue économique, resteront lettre morte jusqu'à la Restauration, mais alors pour prendre de nouveau leur essor dans le monde, et atteindre leur apogée, en Angleterre, dans les *Principes* de Stuart Mill, plus tard en France, dans les *Harmonies* de Bastiat.

Par suite on ne saurait s'étonner si parfois l'on constate non seulement un arrêt dans le développement des conceptions économiques, mais même une régression vers les doctrines d'avant les Physiocrates. C'est ainsi que dans le programme que la rédaction du *Journal des Mines*, après une interruption de quelques mois dans la publication, avait fait paraître en 1801, au début du tome X, nous lisons cette note, à propos des pays où est appliqué le droit régalien : « On y est (il s'agit de l'Allemagne) convaincu depuis longtemps de ce principe, que *tout Etat doit extraire de son propre sol, les substances dont il a besoin, quand elles lui seraient plus coûteuses que s'il les tient des pays voisins* ; car c'est alors que l'industrie s'entretient, et que le numéraire se conserve, tandisqu'au contraire on

« s'appauvrit peu à peu par les importations étrangères ».

Nous retrouvons là le préjugé économique de l'importance du numéraire, auquel Smith s'est le plus violemment attaqué pour en démontrer l'absurdité.

Qu'on supprime de cette note, ce qu'elle contient d'erroné au point de vue économique, il reste la conclusion, conclusion en tous points semblable à celle vers laquelle devait tendre Napoléon, lorsque, de 1806 à 1810, dans les séances du Conseil d'État, où se discutait la loi minière, son clair bon sens vint en préciser les principes.

* * *

Si dans ces dernières années, l'on a pu, avec raison, discuter sur le rôle joué par Napoléon dans la rédaction du Code Civil (1), sinon pour diminuer l'importance de ce rôle, du moins pour le ramener à de plus justes proportions et le dégager de ce que les auteurs du Second Empire avaient mis d'hyperbolique dans leurs appréciations louangeuses (2); en revanche

1. ERNEST JAC, Bonaparte et le Code Civil, *Revue catholique des Institutions et du Droit*, 1897, 2^e semestre, et 1898, 1^{er} semestre.

2. Voir : PÉROUSE, *Napoléon et les lois civiles du Consulat et de l'Empire*, in-8°, Lyon, 1866; et MADELIN, *Le Premier Consul législateur*, in-8°, Paris, 1865.

lorsqu'il s'est agi de la loi de 1810, et de la part prise par Napoléon dans la confection de cette loi, ceux qui ont écrit sur l'œuvre impériale, n'ont jamais eu à craindre, en décernant l'éloge, de dépasser les bornes d'une saine critique.

Napoléon seul, en effet, posa les principes d'où découlèrent naturellement tous les articles de la loi, et ces principes il les découvrit, non par la connaissance du droit, non par l'étude des doctrines économiques, mais par la seule puissance de son génie créateur, par une vision, d'une acuité particulière, appliquée aux faits que lui apportait son expérience de chaque jour et qui lui montra, avec le but à poursuivre, les moyens propres à le réaliser.

Le but, il est tout entier dans la conclusion dont nous parlions plus haut : « *La France doit extraire de son propre sol les substances dont elle a besoin* ». Mais cette conclusion n'est point pour Napoléon le résultat d'une théorie économique. Où en aurait-il puisé les éléments ? Les Mémoires du temps nous ont appris combien peu étendues étaient ses connaissances apprises dans les livres, en dehors des mathématiques, de l'histoire et de la géographie. « Au fond, il est ignorant, n'ayant que très peu lu, et toujours avec précipitation », nous dit Madame de Rémusat (1).

1. MME DE RÉMUSAT, *Mémoires*, I, 115.

Nous pourrions douter de ce témoin qui n'est pas toujours de bonne foi, mais nous trouvons la même note chez d'autres contemporains, entre autres chez Stendhal et chez Bourrienne (1).

Cette conclusion n'est pas non plus chez lui l'aboutissant d'un raisonnement *à priori*, sans aucune base dans la réalité, fruit de ces rêveries à vide dans lesquelles se complaît volontiers l'esprit des philosophes. Nous savons en quelle médiocre estime il tenait la *métaphysique*. A plusieurs reprises, il s'en est expliqué ouvertement. « Ils sont là douze ou quinze *métaphysiciens* bons à jeter à l'eau », dit-il, parlant du Tribunat, « c'est une vermine que j'ai sur mes habits. » (2) Après l'attentat de la rue Saint-Nicaise, le 3 Nivôse an IX, répondant à ceux qui lui opposent la légalité, lorsqu'il songe à sévir, il reprend ses invectives contre les métaphysiciens, « une sorte d'hommes, dit-il, à qui nous devons tous nos maux... Il faut pardonner comme Auguste, ou prendre une grande mesure qui soit une garantie pour l'ordre social... Il faut considérer cette affaire en « homme d'État ».

C'est aussi en homme d'État qu'il interviendra dans

1. STENDHAL, *Vie de Napoléon*, in-12, Paris, 1876, p. 29.

BOURRIENNE, *Mémoires*, I, pp. 20-22.

2. THIBAUDEAU, *Mémoires sur le Consulat*, p. 204.

la discussion de la loi sur les mines. Parmi les substances dont le pays a besoin, il en est deux, le *plomb* et le *cuivre*, dont l'importance grandit chaque jour, par le fait même de la guerre qui en augmente la consommation. Or, nos frontières sont fermées, et notre sol ne peut fournir la quantité qui nous est nécessaire. Il y a là un danger menaçant pour la sécurité du pays, danger qui n'échappe point à l'esprit toujours en éveil de Napoléon.

Dès 1805 il s'en préoccupe. Nous le savons par une lettre de Pierre Duhamel, ingénieur en chef des mines et usines, chargé de la surveillance du bassin de la Sarre, et qui au cours d'un séjour à Trèves, s'y était rencontré avec l'Empereur. Cette lettre, du 22 Vendémiaire an XIII, est adressée aux membres du Conseil des Mines. Duhamel y rend compte de son entrevue. On y retrouve notées pour ainsi dire mot par mot, avec demandes et réponses, les phrases échangées dans une conférence de plus d'une heure, et qui porta successivement, sur les houillères de Nassau, sur la législation minière, sur l'organisation du corps des mines, et enfin sur les mines de cuivre et de plomb, en particulier sur celles du D^t de la Sarre. Parlant de ces dernières, l'Empereur, dit Duhamel, « m'en demanda le nombre, quel pourrait être leur « produit en métaux, dans le cas où elles seraient « exploitées convenablement ou reprises avec activité. « Il parut surtout désirer que la France s'affranchit de

« l'impôt qu'elle paye à plusieurs nations pour ces
« substances et énonça la quantité effrayante des
« besoins de la guerre et de la marine en *plomb* et
« *cuivre*, et parut effrayé de ce que nos mines ne
« pouvaient suffire. » (1)

Cette préoccupation persistera avec la guerre, et sera partagée par d'autres que Napoléon. Nous la retrouvons trois ans plus tard, dans un rapport du ministre de l'Intérieur adressé le 15 juin 1808 à « S. M. l'Empereur et Roi » : « A aucune époque il ne fut
« plus désirable de voir s'accroître en France l'explo-
« tation des mines. La guerre qui place l'empire dans
« un genre d'isolement dont il n'est pas possible de
« mesurer la durée exige qu'aucune de ses ressources
« ne soit négligée, non que l'on doive aspirer à la
« recherche et à l'exploitation de métaux riches — de
« tous les intérêts, c'est le plus faible, — mais outre
« le fer et la houille, on doit considérer que la France
« fut toujours dans la dépendance des pays étrangers
« pour le *cuivre* et le *plomb*. Ces deux métaux jouent
« aujourd'hui un grand rôle dans la force des états. » (2)

Rien n'a changé depuis dans l'importance de ce rôle, tout au moins pour le premier de ces métaux, et l'on sait quelle préoccupation cause dans la guerre

1. A. N., F¹⁴ 1315.

2. A. N., F¹⁴ 1315.

actuelle, aux États de la Duplice, la pénurie du cuivre. (1)

*
* * *

Si, comme on l'a prétendu, Napoléon a toujours recherché le *pourquoi* et le *comment* des choses (2), ces deux questions ont dû surgir dans son esprit, dès qu'il entrevit le péril où le conduisait presque fatalement l'absence des métaux indispensables à la puissance de ses armées.

Pourquoi nos mines n'arrivaient-elles pas à produire le cuivre et le plomb dont nous avions besoin? La réponse sans aucun doute, lui apparaissait dans les imperfections de la loi de 1791, imperfections signa-

1. On ne peut lire sans un certain scepticisme ce passage d'un rapport déposé le 31 janvier 1915, par M. Schrödter de Dusseldorf à l'Assemblée générale du *Verein deutscher Eisenhüttenleute* : «... Si « notre production ne suffit pas, et que nos stocks importants s'épuisent, nous prenons, naturellement contre des indemnités correspondantes, tout ce qui est fait en cuivre dans les pays occupés : conduites et cables électriques, coussinets des machines, tuyères des « hauts fourneaux, chaudières des sucreries, cuivrierie de ménage « jusqu'au dernier loquet. En considérant que l'industrie a consommé « dans les dernières années des centaines de milliers, non, des millions « de tonnes de cuivre, il est évident que nous pouvons soutenir une « guerre de trente ans, avant d'arriver à fondre les toitures des Églises « et les monuments de bronze ».

Traduction donnée par le *Comité des Forges de France*, Circulaire n° 3287, du 26 mars 1915.

2. « Pourquoi et comment sont des questions si utiles qu'on ne saurait trop se les faire ». Mme de RÉMUSAT, I, 103.

lées déjà à maintes reprises par l'administration, le corps des mines et tous les exploitants et chefs d'usine (1). D'où la nécessité rendue plus impérieuse que jamais par l'état de guerre, de faire une nouvelle législation. Mais cette législation, pour être efficace, ne devait-elle pas, avant tout, donner la sécurité pour l'avenir aux exploitants, et encourager par là l'apport des capitaux nécessaires aux exploitations.

Comment atteindre ce résultat? Autrement dit, de quels principes s'inspirer pour que cette législation ne retombât pas dans les errements des législations précédentes? Sur ce point, l'opinion unanime dans les milieux administratifs était, semble-t-il, en faveur de la *domanialité publique*. N'était-ce pas le régime adopté dans la plupart des pays d'Europe, celui que décrivaient dans leurs rapports les ingénieurs Jars, Duhamel, d'Aubuisson, Héron de Villefosse, de Bonnard (2); et ces derniers n'allaient-ils pas surtout

1. « Depuis près de quatre ans, l'Administration, le corps des ingénieurs, tous les exploitants et chefs d'usine, sont dans l'attente d'une nouvelle loi et d'un décret d'organisation, qui, d'une part, puisse revivifier cette branche intéressante de l'industrie française, de l'autre, soutenir le zèle et donner enfin une existence honorable et la considération nécessaire à ceux qui se livrent avec constance au bien de cette portion des revenus de l'Empire ».

Rapport du Conseil des Mines à son Excellence le Ministre de l'Intérieur Cte de l'Empire, 22 décembre 1808 (A. N., F¹⁴ 1315).

2. JARS et DUHAMEL, *Voyages métallurgiques*. Les rapports de Jars qui sont de la fin du XVIII^e siècle se trouvent aux Archives Nationales dans le dossier F¹⁴ 1310.

HÉRON DE VILLEFOSSE, *De la richesse minérale*, 2 vol. in-4°, Paris, 1810. Cet ouvrage fut connu avant la date de son édition. Le Ministre

chercher leurs exemples en Allemagne, particulièrement en Saxe et en Prusse, pays de droit régalien, où la production minérale jouissait depuis longtemps d'une grande prospérité. (1)

Aussi dans le projet de loi rédigé par Miot de Mérito, rapporteur au Conseil d'État, le 3 Nivôse an XIV (24 décembre 1805), projet repris et présenté par Fourcroy, au nom de la section de l'Intérieur, le 1^{er} février 1806, au lendemain même du départ de Miot de Mérito pour le royaume de Naples (2), nous lisons à l'article 1 : « Les minerais métallifères, les « combustibles minéraux et les substances salines qui « sont renfermés dans le sein de la terre et dont les « gisements sont désignés sous la dénomination de « mines, *font partie du domaine public.* » (3)

y fait allusion dans une lettre adressée aux membres du Conseil des Mines le 14 août 1808 (A. N., F¹⁴ 1315).

D'AUBUISSON, *Des Mines de Freyberg en Saxe*. Un extrait de cet ouvrage fut imprimé en 1806 et envoyé au Ministre de l'Intérieur. Lettre du 3 avril 1806, par laquelle d'Aubuisson annonce au Ministre de l'Intérieur l'envoi de son ouvrage. (A. N., F¹⁴ 1315).

DE BONNARD, *Rapport sur les mines de houille du pays de Sarrebruck*, 1807. (A. N., F¹⁴, 1073). Cité par ENGERAND dans son article sur l'Allemagne et le fer, *Le Correspondant*, 25 juillet 1915.

1. Voir entre autres, dans la lettre de Duhamel du 22 vendémiaire an XIII ce passage de l'entretien de l'Empereur avec son ingénieur :

L'EMPEREUR : « Quel est le moyen de tirer le meilleur parti des « mines ?

DUHAMEL : « ... Refondre en entier la loi sur les mines : appliquer à « la France les lois de l'Allemagne autant qu'elles ne seraient pas « contraires à la législation française. » (A. N., F¹⁴ 1315).

2. « Je quittais Paris le 31 janvier 1806. » *Mémoires de Miot de Mérito*, in-12, Paris, 1873, t. II, p. 283.

3. A. N., F¹⁴ 1315.

Lefebvre, membre du Conseil des Mines, qui avait été chargé d'annoter ce projet, précise le sens de ces derniers mots. Il y trouve matière à équivoque. Il voudrait qu'on leur substituât cette autre expression : *sont des propriétés publiques*, afin de mieux marquer que les mines sont une dépendance du domaine national, de même nature que les biens de ce domaine énumérés dans les articles 538 à 541 du Code Civil, et par suite inaliénables. « C'est, dit-il, en assimilant « les mines à des domaines (domaines privés), c'est « en s'appuyant sur une telle erreur, qu'on s'est permis « d'en aliéner quelques-unes, mesure également nuisible à l'intérêt public et à l'intérêt particulier de « ceux qui avaient acheté, puisqu'il a fallu revenir « sur ces actes... » (1)

Lefebvre n'était pas seul, du reste, dans le Conseil des Mines à partager cette opinion, et ses collègues et lui, tous en complet accord sur ce point, la soutiendront avec ténacité jusqu'à la veille même du vote de la loi de 1810. Le 7 avril 1809 n'envoient-ils pas au Ministre de l'Intérieur, dans le but d'éclairer son jugement, entre autres documents, l'article cité plus haut de M. Lefebvre « formant le n° 60 du *Journal des Mines* » (2), où celui-ci prend résolument la défense de la théorie domaniale; et une notice « tendant à

1. A. N., F¹⁵ 1315.

2. p. 181.

« prouver que les mines sont une propriétés publique,
« et que la loi qui l'établirait d'une manière formelle
« ne serait pas en contradiction avec le Code Napo-
« léon. » (1)

Devons-nous rappeler que le Conseil des Mines avait été créé pour servir de comité consultatif auprès du Ministre de l'Intérieur dans toutes les questions relatives aux mines, que par suite son opinion avait forcément un certain poids auprès des Assemblées où se discutait la nouvelle loi minière, et que cette opinion devait ainsi entraîner celle des hommes qui composaient les grands Conseils de législation : Conseil d'État et Corps législatif.

Nous le constatons tout au moins pour quelques-uns d'entre eux : Fourcroy, Regnaud de Saint-Jean-d'Angely, de Ségur, Défermon, au Conseil d'État (2);

1. Le Conseil des Mines à son Excellence le Ministre de l'Intérieur, Comte de l'Empire, 7 avril 1809 (*A. N.*, F¹⁴ 1315).

2. FOURCROY : « ...La législation à cet égard est uniforme chez « toutes les nations; partout les mines sont regardées comme proprié-
« tés publiques, comme partie du domaine national, ou appartenant
« aux souverains... Ainsi la France sera d'accord avec toutes les
« puissances de l'Europe dans la législation des mines ». 2^e Rédaction
du projet de loi, 21 octobre 1808, LOCRÉ, p. 145.

REGNAUD de Saint-Jean-d'Angely : « Une mine est une propriété
« nouvelle qui n'appartient qu'au gouvernement, et qui n'est pas
« soumise aux règles ordinaires ». Séance du 8 avril 1809. LOCRÉ,
p. 161. Son opinion se trouvera différente dans l'exposé des motifs
lu à la séance du Corps législatif le 13 avril 1810.

DE SÉGUR : « Chez tous les peuples, les mines sont une propriété
« publique ». Séance du 8 avril 1809. LOCRÉ, p. 161.

DÉFERMON : « ...On rendrait l'idée de Napoléon si l'on disait que

Stanislas de Girardin au Corps législatif. Ce dernier, dans un rapport lu à la séance du 21 avril 1810, se montre, à deux reprises différentes, très nettement partisan de la propriété de l'État sur les mines : « ...Les mines étant la propriété de tous, dit-il, ne « sont réellement celle de personne, et doivent consé-
« quemment entrer dans le domaine de l'État... » Et plus loin, répondant à cette question : « A qui la « propriété des mines doit-elle appartenir » ? il reprend la même idée : « L'opinion de votre commission, « Messieurs, est qu'elle doit être à l'État. Elle présume « que le projet l'eut dit nettement s'il eut précédé « le Code Civil... » (1)

Ainsi l'opinion des ingénieurs semblait devoir s'imposer à tous. On put même croire, un instant, que cette opinion serait celle de Napoléon. Le lendemain de son entretien avec Duhamel, le 15 Vendémiaire an XIII (7 octobre 1804), n'avait-il pas approuvé, comme celui-ci lui-même nous l'affirme, les bases d'un projet sur la législation des mines (2),

« les mines sont des propriétés publiques qui ne deviennent des propriétés particulières que par la concession du gouvernement ». Séance du 18 novembre 1809. LOCRÉ, p. 344.

1. LOCRÉ, pp. 510 et 512.

2. « Les deux derniers titres (Législation des mines, Administration des mines) ont été rédigés sous la forme de notes. M. Crétet les a présentés à l'Empereur, la soirée du 16, avec le projet d'arrêté concernant les houillères de Nassau. Sa Majesté a renvoyé celui-ci à

dont, à sa demande, l'ingénieur en chef des mines de la Sarre, avait dû, en quelques heures, discuter et établir les lignes générales avec un Conseiller d'État, Crétet. Or, ce projet, dont Duhamel nous donne l'analyse, commençait par ces mots : « *Déclare toutes les mines nationales.* » (1) .

Et cependant si Napoléon se ralliait à cette opinion en 1804, il s'en écartait, et d'une façon définitive, en 1808, lorsque, dans la séance du Conseil d'État du 21 octobre, il posait en principe, « que la mine fait « partie de la propriété de la surface », mettant ainsi la loi nouvelle en conformité de rédaction avec l'article 552 du Code Civil. (2)

Déjà nous avons vu les législateurs de 1791, après avoir posé le principe que *les mines sont à la disposition de la nation*, se contredire aussitôt, et donner tous les droits aux propriétaires de la superficie.

« l'examen du Conseil d'État, et a approuvé verbalement les bases des « deux autres projets. »

Lettre de Duhamel aux membres du Conseil des Mines, 22 vendémiaire an XIII (A. N., F¹⁴ 1315).

1. « Déclare toutes les mines nationales, à l'exception de celles de « fer, qui continueront d'être considérées comme propriétés particulières, dans le cas seul où elles seraient éparses en rognons dans la « terre végétale... » Par suite comment s'étonner si dans son rapport, rédigé en 1807, et dont M. Engerand nous donne le texte (*Le Correspondant*, 23 juillet 1915, p. 223), l'ingénieur de Bonnard, après avoir, entre autres moyens les plus propres à développer la richesse minérale en France, conseillé « l'administration et l'exploitation par le Gouvernement lui-même », ajoute ces mots : « Chacun de ces points paraît « déjà avoir été senti par S. M. l'Empereur... »

2. Séance du 21 oct. 1808, LOCRÉ, t. IX, p. 153.

Le changement survenu dans les idées de Napoléon est de même ordre, mais pour des raisons différentes. La théorie domaniale, en effet, ne va-t-elle pas porter atteinte au droit de propriété? Or, la puissance publique, dans l'ordre civil tout au moins, ne peut-être arbitraire, et la propriété individuelle est le terme que Napoléon assigne à son absolutisme. On connaît ses paroles au Conseil d'État, précisément à propos de la loi sur les mines : « Moi-même avec les
« nombreuses armées qui sont à ma disposition, je
« ne pourrais m'emparer d'un champ; car violer le
« droit de propriété dans un seul, c'est le violer dans
« tous. Le secret est donc de faire des mines de véri-
« tables propriétés et de les rendre par là sacrées dans
« le droit et dans le fait. » (1)

C'est que *liberté* et *propriété* sont deux notions autour desquelles s'était faite la Révolution, et que le peuple, à aucun prix, n'aurait voulu voir méconnaître. Or Napoléon n'a-t-il pas trouvé l'expression de sa politique dans cette maxime qui lui était familière : « gouverner les hommes comme le grand nombre veut l'être » (2), et ne s'y était-il pas déjà conformé, alors que Premier Consul, il avait inscrit ces mots dans le préambule de la Constitution de Frimaire an VIII : « La Constitution est fondée... sur

1. Séance du 18 nov. 1800, LOCRÉ, t. IX, p. 344.

2. ALBERT SOREL, *Livre du Centenaire du Code Civil*, Préface, p. XXIV.

« les droits sacrés de la propriété, de l'égalité, de la
« liberté... Citoyens, la Révolution est fixée aux prin-
« cipes qui l'ont amenée. Elle est finie. »

Là, devait s'arrêter son esprit d'analyse. Aller plus
avant pour découvrir le fondement de ce droit de
propriété, y trouver la loi du travail, et en tirer des
conséquences au point de vue du droit de *l'inventeur*,
c'eût été, suivant son expression : « philosopher et
« non gouverner. » (1) « Il ne faut pas chercher à
« l'œuvre législative de Bonaparte, dit excellemment
« Albert Sorel dans une étude sur le Code Civil, des
« explications trop compliquées et d'une trop haute
« philosophie. Il s'assimila les choses de la législation,
« comme il s'était assimilé les choses de la guerre, en
« les maniant. Il en fut de sa présidence au Conseil
« d'État, ainsi que de son premier commandement à
« l'armée d'Italie : il vit la fin, il vit les moyens et il
« les adopta. » (2)

Ce qui importe tout d'abord dans la question
minière, c'est de rassurer les propriétaires, en main-
tenant la règle romaine de la propriété sur le dessus
et le dessous. « La propriété est le droit d'user ou de
« ne pas user de ce qu'on possède, dit-il à la séance
« du 8 avril 1809. Ainsi dans la rigueur des principes,

1. ALBERT SOREL, *Livre du Centenaire du Code Civil*, Préface,
p. XXVII.

2. ALBERT SOREL, *Livre du Centenaire du Code Civil*, Préface,
p. XXV.

« le propriétaire du sol devrait être libre de laisser
« exploiter ou de ne pas laisser exploiter ; mais puisque
« l'intérêt général oblige de déroger à cette règle à
« l'égard des mines, que du moins le propriétaire ne
« devienne pas étranger aux produits que sa chose
« donne, car alors il n'y aurait plus de propriété ». Et
il conclut, en demandant qu'on laisse aux proprié-
taires une part dans les bénéfices.

Mais ce qui importe également, une fois ces intérêts particuliers sauvegardés, n'est-ce pas de choisir le système le plus propre à développer la mise en exploitation de la matière minérale. Celui de la loi de 1810, dont on connaît l'essor prodigieux qu'il devait donner à l'industrie minière, sera une sorte de compromis entre le droit d'accession et le droit domanial. On ne saurait trop admirer la façon dont Napoléon sut y mettre en œuvre les ressources merveilleuses de son génie pratique ; soit en établissant le régime des concessions, avec le principe d'autorité à la base, c'est-à-dire avec un pouvoir sans contrôle dans le choix des concessionnaires ; soit, et cela était tout à fait nouveau, en faisant de la mine concédée une propriété dans le sens le plus absolu du mot, c'est-à-dire de durée illimitée, à laquelle toutes les définitions du Code Civil pussent s'appliquer, pour que, nous dit Regnaud de Saint-Jean-d'Angely dans son rapport, « les mines soient bien exploitées, pour
« qu'elles soient l'objet du soin assidu de celui qui

« les occupe, pour qu'il ne sacrifie pas à l'intérêt du
« présent l'espoir de l'avenir, l'avantage de la société
« à ses spéculations personnelles. » (1)

Mais si notre admiration va sans réserve à l'*administrateur*, en revanche nous ne saurions la donner au *juriste* qui, faute d'avoir trop négligé le côté spéculatif et théorique, a forgé une loi sans base juridique précise, si bien qu'aujourd'hui encore, l'on discute pour savoir à qui appartient la propriété des mines avant la concession. (2) Dans la même séance, le 18 novembre 1809, Napoléon donne à cette question jusqu'à trois réponses différentes : « Les mines sont des
« biens dont la propriété ne s'acquiert que par concession » ; « on doit regarder les mines comme des choses
« qui ne sont pas encore nées » ; « avant la concession
« les mines ne sont pas des propriétés, mais des
« biens. » (3)

Définir, n'est-ce pas après tout, pour Napoléon, le

1. Séance du Corps législatif du 13 avril 1810, LOCRÉ, *op. cit.*, t. IX, p. 491.

2. 1^{er} Système : La mine avant la concession n'appartient à personne, ou tout au moins n'appartient qu'à l'État. Cass. 8 novembre 1827, *Sirey*, 1827, p. 697 ; 26 mai 1834, S. 1834, I, 437 ; 8 août 1839, S. 1839, I, 669 ; Conseil d'État, 10 mai 1889, S. 1891, III, 58.

2^e Système : La mine avant la concession appartient, par voie d'accession et par application de l'article 552 Code Civil, au propriétaire du sol dans lequel elle se trouve. Cass. 14 juillet 1840, S. 1840, I, 910 ; 1^{er} février 1841, S. 1841, I, 121 ; 3 février 1857, S. 1857, I, 469.

3. LOCRÉ, *op. cit.*, pp. 343 et 344.

moindre des soucis. Homme d'action, avant tout, il laissera les définitions aux philosophes.

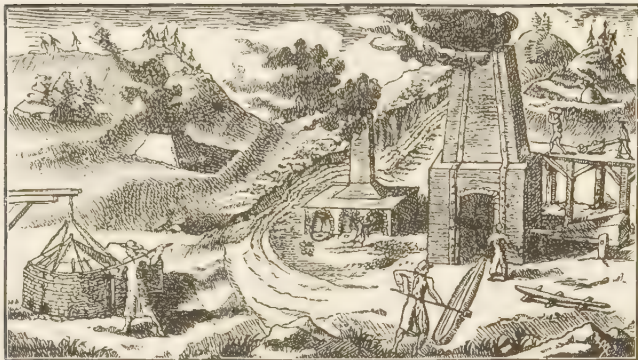
Aussi est-ce inutilement que le Ministre de l'Intérieur dans un rapport adressé à l'Empereur le 15 juin 1808, alors que l'on discutait encore sur les bases à donner à la loi, après avoir exposé les deux systèmes de la *mine à l'Etat* et de la *mine au propriétaire*, et les avoir rejetés l'un et l'autre, conseille un troisième système : la *mine à l'inventeur*. « Cette propriété, dit-il, « serait vacante et sans propriétaire nominal, tant que « la mine n'est ni exploitée, ni connue... C'est celui « qui les découvre ou les exploite, c'est celui qui y « applique ses capitaux et son industrie, c'est celui qui « a intérêt à leur conservation et aux avantages d'une « bonne exploitation, c'est celui-là, disons-nous, qui en « est le véritable propriétaire. » (1)

Avec l'abandon des droits de l'inventeur, nous assistons à nouveau à la faillite des principes de la Révolution, mais aggravée cette fois par un retour au principe d'autorité du droit régalien. Car c'est la domanialité qui domine, et c'est d'elle que résultent et le droit de dispenser discrétionnairement la propriété minière, et la tutelle des exploitations, et enfin la fixation des redevances tant à l'État qu'aux propriétaires du sol. Cette redevance elle-même, qui était

1. A. N., F¹⁴ 1315.

comme une consécration du droit du propriétaire de la superficie sur le sous-sol minéral, une sorte d'indemnité pour la « purge » de ce droit après la concession, devient en fait tellement minime, qu'un économiste, Michel Chevalier, a pu dire, dans une expression d'une fine ironie, qu'elle n'était plus « qu'un coup de « chapeau » à l'article 552 du Code Civil. (1)

1. Réunion du 5 mai 1855 de la Société d'Économie politique, *Journal des Economistes*, mai 1855, p. 288.



CONCLUSION

La loi de 1810 est toujours en vigueur; on a pu la modifier sur certains points de détail, en 1838, en 1866, en 1880; on a pu, dans son application, parfois en fausser l'esprit, et certes c'est à bon droit, que des protestations (1) se sont élevées contre les décrets de concession qui, depuis 1908, avec plus ou moins la complicité du Conseil d'État, en supprimant en fait la gratuité, en donnant à l'acte de concession, par les offres de concours à l'État, les caractères d'une adju-

1. LOUIS AGUILLON, Les Concessions de mines, Le Gouvernement et la loi, *Revue politique et Parlementaire*, juin 1912.

PAUL LEROY-BEAULIEU, Un cas curieux et fatal de paralysie générale gouvernementale, *L'Economiste français*, 22 juillet 1911.

PAUL BLANCHET, *op. cit.*

dication de travaux publics, ont violé manifestement la loi. (1)

Que ce soit là un symptôme des tendances socialistes qui prévalent dans les Conseils du Gouvernement; que celui-ci nous permette d'entrevoir dans quel sens les nouveaux projets de loi seront discutés et votés, sur ces points, il ne saurait y avoir aucun doute. Mais en attendant, il faut bien reconnaître que les principes posés par Napoléon sont toujours inscrits dans la loi, et que tout magistrat, de l'ordre administratif ou judiciaire, serait obligé, sous peine de forfaiture, d'en tenir compte dans son application.

Dans l'historique que nous avons fait, des principes qui, tour à tour, depuis les origines, ont inspiré notre législation minière, la loi de 1810 devient forcément le terme de notre étude. Il nous faut maintenant poser la conclusion.

1. Voir les décrets de concession du 16 juin 1908 (concessions de houille dans la partie Sud du Bassin du Pas-de-Calais). Offre de « fonds de concours » et obligation pour les bénéficiaires de participer à des travaux publics éventuels, et de construire un hôpital pour les ouvriers. Un maximum est fixé par le fonds de concours.

Voir les 4 décrets parus au *Journal officiel* du 4 avril 1912, pp. 3278 et suiv. (Concessions de Abbéville, Gde Rimont, Beaune et Auriéras). Offre de « fonds de concours » : il est pris acte de « l'offre de verser à « l'État à titre de fonds de concours, pour des études intéressant « l'industrie minière, et pour des œuvres intéressant les ouvriers « mineurs, une fraction des bénéfices nets annuels de l'exploitation, et, « le cas échéant, des produits nets de la liquidation de la société ». La forme de l'offre de fonds de concours est restée sensiblement la même dans les décrets qui ont suivi.

Mais celle-ci, ne l'avons-nous pas indiquée dès les premières pages, et le système de *la mine à l'inventeur*, ne découle-t-il pas comme de sa source, du droit naturel, droit sans doute méconnu, en politique, avant la Déclaration de 1791, sous le régime du pouvoir absolu, mais remis en honneur et proclamé bien haut par les hommes de la Révolution.

Si ce système n'a pas encore pris place dans notre législation, ce n'est pas, nous l'avons vu, par raison de principe, et nous savons à quelles préoccupations diverses a obéi le législateur en 1791 et en 1810.

Aujourd'hui il en est différemment, et c'est bien, cette fois, sur le terrain des principes que s'engage la discussion. Aussi, n'est-ce pas sans étonnement que nous voyons ceux qui invoquent le plus volontiers la *Déclaration des Droits*, et les « immortels principes » de 89, parmi les partisans d'un *Étatisme* destructeur du droit individuel.

Le fait que ces derniers semblent former à l'heure actuelle une majorité pourrait décourager d'avance ceux qui seraient tentés de suivre notre thèse, car beaucoup pensent qu'il est des courants d'opinion qu'on ne remonte pas. Qu'ils se rassurent; notre conclusion est encore plus près des réalisations pratiques, qu'une étude superficielle de la législation minière dans le monde, permettrait, au premier abord, de le supposer. Cette conclusion est celle, en effet, à laquelle aboutissent les législations des princi-

paux États, voire même notre propre législation, en tant qu'elle s'applique à notre domaine colonial.

Instaurer dans notre droit minier le régime de la mine à l'inventeur, ne serait-ce pas nous rapprocher des législations libérales de l'Allemagne, de l'Autriche, de l'Espagne, de la Grèce, où une loi relativement récente, la loi du 13 janvier 1910 (1), a admis comme régime de droit commun des mines l'acquisition en deux stades, à la priorité de la demande ou de l'occupation, d'un périmètre de recherches exclusif, d'abord, qui seul peut être transformé en un périmètre d'exploitation.

Sans doute, à la loi du 24 juin 1865 qui, pour la première fois, en Allemagne, substitue au régime régalien (*Bergregal*), un régime de liberté (*Bergbau-freiheit*), et, de préférence, réserve dans la concession la mine à l'inventeur, on peut opposer la loi du 18 juin 1907. Celle-ci, tout en laissant subsister l'ancienne législation de 1865, dans les provinces de *Prusse Orientale*, *Brandebourg*, *Poméranie*, *Schleswig-Holstein*, marque dans le reste de l'Empire allemand une évolution très nette vers l'exploitation d'État, tout au moins pour la *houille* et les *substances salines*.

Ces tendances se sont même accentuées, dans ces derniers temps, en Alsace-Lorraine, où la loi du

1. *Annales des Mines*, X^e série, 1910, t. XVIII, p. 67.

25 juin 1913 (1), est venue modifier la loi des mines des 16 décembre 1873-8 décembre 1909, en vue de réserver exclusivement à l'État, la recherche et l'acquisition de la propriété minière, non seulement pour la houille et les substances salines, produits que mentionnait également la loi de 1907, mais aussi pour le *fer en couches*, mettant ainsi fin au régime de liberté qui, depuis 110 ans, avait régné dans cette province (2).

Sans doute, également, la Hollande et la Belgique ont modifié leur législation minière, soumise jusqu'alors aux prescriptions de notre loi de 1810, non dans le sens que nous défendons, mais dans un sens étatiste. Dans l'un et l'autre pays, l'État s'est taillé, en vue d'une exploitation directe, des domaines miniers importants, situés, pour le premier, dans le Bassin houiller découvert au S. E. du Limbourg (Loi du 24 juin 1901), pour le second, dans l'important Bassin houiller de la Campine (Loi des 3 mars-6 avril 1911).

Rien ne démontre cependant qu'il y ait eu, dans ces différents pays, une intention d'aboutir à la *nationalisation* des mines. Au contraire, chaque fois que la

1. Comité central des Houillères de France. Circulaire n° 4751, 11 juillet 1913.

2. De même qu'en Prusse, la loi du 5 juillet 1905 (loi Gamp), en Alsace-Lorraine, deux lois, à deux reprises différentes, le 22 juin 1907 et le 23 août 1912, avaient suspendu en attendant une loi générale, toute concession pour la houille et le sel gemme.

la question a été posée, cette solution extrême du socialisme, a toujours été violemment combattue par les ministres au pouvoir, et n'a jamais trouvé dans les Assemblées délibérantes une majorité pour l'approuver. (1)

Pour saisir la portée et le sens exact des lois que nous venons de citer, il faut avoir bien soin d'envisager les circonstances particulières, d'ordre économique, politique ou social, en vue desquelles elles ont été promulguées et qui laissent tout à fait en dehors la question des principes.

En Hollande ce que l'on a voulu, avant tout, c'est conserver à l'exploitation son caractère national. Dans ce pays essentiellement agricole, où les mines n'existaient pour ainsi dire pas avant la découverte,

1. En 1902 lorsqu'il est question de l'extension du domaine fiscal en Westphalie, le Ministre fait alors au Landtag cette déclaration très nette : « Notre intention n'est pas de préparer par cet essai le « retour à l'État de toutes les mines, comme nous l'avons fait pour les « chemins de fer... Contentons-nous d'une solution qui permettra « d'exercer une action régulatrice, mais gardons-nous d'être appelés « à prendre en ces matières les directions souveraines, et de mettre « en nos mains le sort de l'industrie du pays ». Landtag prussien. Comptes rendus sténographiques, 20 février 1902.

Le 9 avril 1902, dépôt d'un projet de loi à la Chambre des Représentants de Belgique, demandant le vote du principe de la domania-lité. Malgré l'autorité des auteurs du projet : MM. Denis et Vander-velde, le projet est repoussé.

Échec également devant la Chambre hollandaise, à la séance du 22 octobre 1907, de la motion Koll, chef du parti socialiste hollandais, motion déposée à propos de la concession des « Champs de la Meuse », et commençant par ces mots : « L'exploitation d'État doit « être la règle... »

Voir dans la collection des Codes Miniers du *Comité central des Houillères de France*, celui des Pays-Bas. CLÉMENT, Paris, 1912.

vers 1890, du prolongement vers le Nord du Bassin houiller du Limbourg, on a craint que cette richesse ne passât, sans profit pour le pays, entre des mains étrangères. (1)

En Allemagne, si nous voulions exposer les causes de la loi de 1907, il nous faudrait refaire toute l'histoire du développement du Bassin houiller de la Ruhr, de la constitution, en 1893, du syndicat Rhénan Westphalien, de la place considérable prise par ce syndicat et d'autres organisations du même genre, comme la société internationale de forage, au point de devenir sur le marché industriel un danger pour l'intérêt public, et des moyens mis en œuvre, depuis 1902, par le Gouvernement allemand pour contrebalancer leur action.

Les Cartells n'étaient point chose nouvelle dans ce pays. La Ligue des Agriculteurs s'était déjà fait connaître, et par son action économique, et aussi par son action politique, qu'avait éprouvée à leurs dépens les prédécesseurs de M. de Bülow. Aussi ce dernier parlait-il en homme averti, lorsqu'au moment

1. C'est dit expressément dans l'exposé des motifs du projet de loi de 1901 : « ...Étant donné le caractère international et la grande « mobilité du capital, la majorité des actions des entreprises pourront « passer facilement et rapidement en la possession d'étrangers. La « certitude que le charbon trouvé en Hollande servira aux besoins « hollandais, ne peut exister que si l'État devient possesseur des mines « du Limbourg et se charge de leur exploitation ».

Débats parlem. (annexes) 1900-1901, n° 159-163. Traduction donnée dans les *Annales des Mines de Belgique*, t. VIII, livre I, p. 215.

des grèves de Westphalie, se faisant tout à la fois le défenseur de l'État et de l'autorité, en même temps que des intérêts particuliers, il déclarait qu'il fallait imiter l'exemple des États-Unis, et « préserver la « collectivité contre les excès de cette organisation « industrielle. » (1)

Ce que nous disons pour l'Allemagne, pourrait se répéter pour la Belgique, et des débats législatifs auxquels donna lieu la loi de 1911, il résulte bien, comme le fait remarquer M. Ajam, que le Parlement a eu surtout en vue « la concurrence possible que « l'État est susceptible d'avoir à exercer contre un « *trust* des régies minières, ayant pour but de faire « surenchérir au delà de toute mesure le *pain de* « *l'industrie.* » (2)

Peut-être qu'à ces préoccupations diverses, la plupart d'ordre social, se sont ajoutées quelquefois des préoccupations d'ordre budgétaire, l'État voulant obtenir par la prise de possession et l'exploitation d'un domaine minier, ou bien par la participation aux bénéfices, les ressources nécessaires pour faire face aux charges, chaque jour plus lourdes, des budgets modernes.

Mais ce qu'il importe avant tout de mettre en évi-

1. Reichstag, Séance du 1^{er} février 1905.

2. MAURICE AJAM, *op. cit.*, p. 81.

dence, c'est que, s'il y a eu un retour vers le droit régalien, on ne saurait en chercher l'explication dans un bouleversement des principes sur lesquels reposait jusqu'alors, relativement aux mines, le droit de propriété. On comprend alors pourquoi la loi de 1865 continue à fixer le droit commun des mines en Allemagne, et est toujours en vigueur en *Prusse Orientale*, *Brandebourg*, *Poméranie*, *Schleswig-Holstein*, en un mot dans les provinces de l'Empire où, les mines n'existant pas encore, il importe d'encourager les initiatives individuelles, en vue de la découverte de nouvelles richesses minérales.

Encourager les initiatives individuelles, voici en effet le meilleur argument économique à donner en faveur du système de la *mine à l'inventeur*. N'est-ce pas pour ce motif que dans notre législation coloniale sont inscrits depuis longtemps les principes que nous voudrions voir introduire dans la législation minière de la métropole. (1)

Cette observation appelle de suite une objection. Nos colonies, dira-t-on, sont des pays neufs, pour la plupart complètement inexplorés, bien différents de ces régions où les sondages des ingénieurs ont depuis longtemps fixé les éléments géologiques, et où il

1. Sur les décrets fixant la législation minière dans nos colonies voir : PAUL DE VALROGER, *Etudes sur la législation des Mines dans les colonies françaises, autres que l'Algérie et la Tunisie*.

semble qu'il n'y ait plus rien à découvrir que nous ne connaissions. Déjà le rapport de M. Versteyleu du 25 janvier 1906, à la Chambre des Représentants de Belgique, en faisait la remarque à propos du Bassin de la Campine : « Quel est l'inventeur ? Ne doit-on pas « réserver ce nom et accorder les faveurs de la concession par privilège, à celui qui a véritablement fait « connaître le gisement et les moyens de l'exploiter » ; et citant le passage d'un article de M. Michel Bodeux, paru dans la *Revue sociale catholique* (7^e année, n^o 3, p. 81), il ajoutait : « En fait de découverte réelle de « mines de houille, il y a peu d'inventeurs à l'heure « actuelle... » (1)

Cependant sans sortir de nos frontières, jetons les regards du côté de la Lorraine, considérons l'effort vraiment prodigieux, par lequel nos savants, nos ingénieurs, nos industriels de l'Est, au lendemain de nos désastres, au lendemain du traité de Francfort, traité préparé, nous le savons aujourd'hui, moins par des soldats et des diplomates que par des ingénieurs (2), et qui annexait à peu près en entier le gisement de minerai de fer alors connu (3), ont su,

1. Chambre des Représentants de Belgique. Documents parlementaires, n^o 62, p. 28.

2. La nouvelle frontière tracée sur les indications d'un géologue allemand, M. Hochkorn, avait enlevé à la France 43.000 hectares de terrains miniers.

3. Fer hydroxydé oolithique du Lias supérieur ou *minette*.

en peu d'années, non seulement réparer nos pertes (1), mais développer par la création du Bassin de Briey, un centre minier prépondérant en France, objet à son tour des convoitises de nos rapaces voisins (2).

Considérons également le travail de ces hardis pionniers qui, pour libérer définitivement la métallurgie française de l'état de dépendance où elle se trouvait vis-à-vis de l'étranger, au point de vue du charbon (3), ont entrepris de rechercher sur notre sol le prolongement du Bassin houiller de la Sarre et de la Moselle, et qui reçurent une première récompense de leur labeur et de leur foi dans la réussite, par la découverte, le 26 mai 1904, du terrain houiller productif, à Eply.

Devant ces résultats, qui, à eux seuls, plaident si éloquemment en faveur de l'initiative individuelle, comment pourrait-on laisser dire, que celle-ci appli-

1. Dès 1878 pour la fonte, et dès 1880 pour les minerais, la production en Meurthe-et-Moselle dépassait celle de 1869, dans l'ancienne Lorraine française.

2. L'invention, en 1880, du procédé Thomas, en permettant de produire économiquement de l'acier au convertisseur avec la *fonte phosphoreuse*, donna tout son essor à l'exploitation des gîtes de minette.

Voir sur le développement des mines de fer en Lorraine, l'article de M. GABRIEL SEPULCHRE, Les Mines de fer en Lorraine, *La Technique moderne*, 15 décembre 1913.

3. En 1900, le Département de Meurthe-et-Moselle consommait 4.750.000 tonnes de charbon, dont 60 % importé de l'étranger.

Voir l'article de M. GABRIEL SEPULCHRE, Le Bassin houiller de la Lorraine, *La Technique moderne*, mars 1910.

quée à la mise en valeur du sous-sol français, est désormais chose négligeable, et qu'il n'y a plus lieu de l'encourager. Comment aussi ne pas s'étonner que cette conclusion, en contradiction si absolue avec les faits les plus récents de notre histoire économique, ait reçu l'appui de notre Parlement. N'a-t-il pas, en effet, de 1904 à 1912, prêtant une oreille complaisante aux suggestions socialistes, apporté des entraves de toutes sortes aux initiatives publiques et privées en matière de mines, « en sorte que les concessions de la « région des minerais siliceux, dont la mise en valeur « était attendue par les usines exploitant les gites un « peu trop calcaires de la vallée de l'Orne, restaient « en suspens, en même temps que la question de « l'Ouenza, et celle du Bassin houiller de Meurthe-et-Moselle. » (1)

Il y eut alors des fautes commises sur le terrain industriel... comme sur bien d'autres, hélas ! par imprévoyance, par ignorance surtout, et c'est là ce qui peut les rendre excusables.

Aussi avons-nous vu nos capitaux, faute de pouvoir s'employer autrement, s'en aller servir, pour ne parler que des affaires de l'Est, à la mise en valeur du Bassin houiller de la Campine, de la Westphalie, et des régions d'Aix-la-Chapelle et de Maëstricht, afin

1. GABRIEL SEPULCHRE, Problèmes techniques, commerciaux et sociaux, soulevés par le rapide développement du Bassin de Briey, *La Technique moderne*, 15 juillet 1914, p. 56.

d'obtenir le combustible indispensable à nos industries, et qu'on leur refusait en France, malgré les demandes réitérées de concession. La contre-partie fut l'entrée en scène sur notre marché des agents de l'étranger, les Thyssen et autres, agents industriels, souvent aussi agents de l'*avant-guerre*, qui, en échange du charbon qu'ils nous fournissaient, prenaient des parts d'intérêts dans nos concessions de minerai de fer du Bassin de Briey, ou exploitaient nos mines de Normandie. (I)

En économie politique, plus qu'en toute autre matière, la moindre faute commise peut avoir une répercussion plus ou moins immédiate sur toutes les manifestations de la vie nationale. Aussi, ce fut une faute lourde d'avoir méconnu, pour donner satisfaction à la minorité socialiste, une des lois fondamentales du travail humain, qui a besoin pour être productif, du libre développement des facultés de l'individu et du ressort de l'intérêt personnel.

Puissent du moins nos fautes passées nous servir de leçon, surtout au lendemain de cette guerre, lors-

1. Voir :

L'interpellation de M. Lebrun à la séance de la Chambre du 25 novembre 1907.

L'article de M. GRUNER, vice-président du Comité central des Houillères de France, dans *Revue Financière Universelle*, n° du 15 mars 1913, p. 19.

L'article de M. GABRIEL SEPULCHRE, *op. cit.*, dans la *Technique moderne*, 15 juillet 1914, p. 57, note 1.

que, pour réparer les ruines, pour réédifier l'édifice social ébranlé, il nous faudra faire appel à toutes les énergies et grouper tous les efforts particuliers.

M. Ribot, du haut de la tribune de la Chambre, en a déjà tiré un enseignement dont nous devons dès aujourd'hui faire notre profit :

« Un grand pays, dit-il, ne vit pas de rentes et de placements. Il vit de travail et d'industrie. Il se tromperait singulièrement s'il croyait que l'abondance des capitaux qu'il peut exporter est la mesure de sa richesse; il s'appauvrit s'il ne développe pas son outillage, son esprit d'entreprise. Et j'espère que ce sera une des leçons que nous tirerons de cette guerre; à savoir qu'il faut apporter dans le développement de nos affaires, un esprit autre que celui qui a présidé jusqu'à présent à notre commerce. Il faut plus d'initiative et d'énergie. » (1)

En un mot, il nous convie à aider de toutes nos ressources, matérielles ou intellectuelles, au développement de l'industrie nationale.

Devoir magnifique ! But élevé proposé à nos efforts ! Mais ces paroles, si pleines de promesses, seraient vaines, l'*Œuvre de paix* resterait inachevée, si l'*ouvrier* que l'on y convie, n'avait comme stimulant

1. Chambre des Députés, Séance du 7 mai 1915, *Journ. off.* 8 mai 1915, p. 625.

l'espoir d'une possession paisible du fruit de son activité et de ses peines.

Si la loi de 1810 a contribué à donner à l'industrie minière cette prospérité dont elle n'a jamais cessé de jouir depuis l'époque troublée de la Révolution, n'oublions pas que ce fut pour une grande part grâce au principe de la *Mine à l'Inventeur*, qui fut toujours suivi, sinon en droit, du moins en fait, dans le choix des concessionnaires par le Gouvernement. (1)

N'est-ce pas répondre aux préoccupations de l'heure présente, n'est-ce pas contribuer à assurer d'une façon complète la sécurité de demain que de vouloir désormais que ce principe soit inscrit dans la loi.

1. Lorsque le Conseil d'État, dans son avis du 26 décembre 1907, manifestait le regret de ne pas voir la mise en adjudication des concessions inscrite dans la loi, il n'avait en vue que les gisements pour lesquels il n'existait aucun droit d'*invention*. L'*invention* lui paraissait ainsi l'indication la meilleure en faveur des demandes de concession. « Considérant, dit l'avis, ... que ces inconvénients disparaîtraient, si « une disposition législative permettait de substituer au mode actuellement suivi pour les concessions, la mise en adjudication par lots « des gisements sur lesquels *il n'existe aucun droit d'invention* ».

Vu : *Le Président de la Thèse*
SOUCHON.

Vu : *le Doyen*,
F. LARNAUDE.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

IMPRIMÉS :

- AGUILLON LOUIS *Législation des Mines françaises et étrangères*
3 vol. in-8°, Paris, 1886.
La Concession des Mines. Le Gouvernement et la loi *Revue politique et parlementaire*, 10 juin 1912.
- AJAM MAURICE *La nouvelle législation minière*, in-8°, Paris 1911.
- ARNDT *Zur Geschichte und Theorie des Bergregals*, Halle, 1879.
- AUCO *Conférences sur le Droit administratif*, 2^e édition, Paris, 1878.
- AULARD *Histoire politique de la Révolution française*, Paris, 1901.
La Société des Jacobins, 8 vol. in-8°, Paris, 1889.
- AVENEL (D') La Propriété foncière de Philippe-Auguste à Napoléon, *Revue des Deux Mondes*, 15 février 1893.
- BABELON ERNEST *La Théorie féodale de la Monnaie*, in-4, Paris, 1908.
- BACOURT (DE) *Correspondance entre le Comte de Mirabeau et le Comte de la Marck, pendant les années 1789 1790 et 1791*, 3 vol. in-8°, Paris, 1851.
- BARDON ACHILLE *L'exploitation du Bassin houiller d'Alais sous l'Ancien Régime*, in-8°, Nîmes, 1898.
- BAUDRILLART HENRI .. *Bodin et son temps*, in-8°, Paris, 1853.
- BEAUSSIRE ÉMILE *Les Principes du Droit*, in-8°, Paris, 1888.
- BLANCHET JULES *Les nouvelles concessions minières et la loi de 1810*. Thèse, Paris, 1914.
- BLONDEL GEORGES *Etude sur les droits régaliens et la Constitution de Roncaglia*, 1158. Dans *Mélanges*, Paul Fabre, in-8°, Paris, 1902.
- BOISGUILBERT PIERRE LE PESANT (DE). *Le Détail de la France ou La France ruinée sous le règne de Louis XIV*, Cologne, 1696, in-12.

- BOISLISLE (DE) *Correspondance des Contrôleurs des Finances avec les Intendants*, 3 vol. in-folio, Paris 1874, 1883, 1898.
- BOULAINVILLIERS (Comte de). *Etat de la France*, 2 vol. in-folio, Londres, 1727.
- BOURRIENNE..... *Mémoires sur Napoléon, le Directoire, le Consulat, l'Empire et la Restauration*, 10 vol. in-8°, Paris, 1829.
- BOUTILLIER JEHAN *La Somme rurale*, grand in-folio, Bruges, 1479.
- BOUTMY..... *La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, Annales de l'Ecole libre des Sciences politiques*, t. XVII, 1902, pp. 415 et suiv.
- BRIDREY *La Théorie de la Monnaie au XIV^e siècle. Nicole Oresme*, in-8°, Paris, 1906.
- BROSSARD *Etude historique sur les mines de houille dans le département de la Loire*, in-8°, Saint-Étienne, 1887.
- BRUN-DURAND *Le Dauphiné en 1698*, suivant le mémoire de l'Intendant Bouchu, in-8°, Lyon, Grenoble, 1874.
- BUCHEZ et ROUX *Histoire parlementaire de la Révolution française ou Journal des Assemblées nationales depuis 1789 jusqu'à 1815...*, 40 vol. in-8°, Paris, 1834-1838.
- CADET FÉLIX *Pierre de Boisguilbert, précurseur des Economistes*, in-8°, Paris, 1870.
- CANGE (DU) *Glossarium mediae et infimae latinitatis; au mot mina*, in-folio, Paris, 1845.
- CHANTELAUZE..... *Histoire des Ducs de Bourbon et de la Mure*, Paris, 1868-1894.
- CHARLETY *Mémoire sur le G^t de Lyon par Lambert d'Herbigny*, 1697. *Revue d'Histoire de Lyon*, t. I, 1902, pp. 72 et 75.
- CHÉNON *Théorie catholique de la souveraineté nationale, Revue canonique*, 1897-1898.
- CLÉMENT PIERRE *Lettres, Instructions et Mémoires de Colbert*, 8 tomes en 10 volumes, grand in-8°, Paris, 1861-1882.
Histoire du système protecteur de la France depuis le Ministère de Colbert jusqu'à la Révolution, in-8°, Paris, 1854.

- CLÉMENT..... *Codes miniers publiés sous les auspices du Comité Central des Houillères de France*. Pays-Bas, Paris, 1912.
- COQUILLE GUY *Les Œuvres de M. Guy Coquille*, in-folio Paris, 1646.
- COUFFON *L'Industrie minérale en Anjou. Les Mines de charbon en Anjou du XIV^e siècle à nos jours*, in-8°, Angers, 1911.
- DARESTE *Histoire de France*, Paris, 1885.
- DENISART..... *Collection de jurisprudence*, 6^e édition, 3 vol., Paris, 1768.
- DEPPING *Correspondance administrative sous Louis XIV*, 4 vol. in-4°, Paris, 1850-1855.
- DESJARDINS ARTHUR .. *La Mine et les Mineurs. Revue des Deux Mondes*, 1885, t. LXVIII, p. 840.
- DOM DEVIC et DOM VAISSETTE. *Histoire générale du Languedoc*, 14 vol. in-4°, Toulouse, 1872-1876.
- DIÉTRICH (B^{on} DE) *Description des gîtes de minerais et des bouches à feu de la France*, 1786-an VIII.
- DIEUDONNÉ *La Théorie de la monnaie à l'époque féodale et royale*, in-8°, Paris, 1909.
- DOMAT..... *Les loix civiles dans leur ordre naturel; Droit public*, Paris, 1771.
- DUBOIS AUGUSTE *Précis de l'histoire des doctrines économiques dans leurs rapports avec les faits et avec les institutions*, t. I : L'époque antérieure aux physiocrates, in-8°, Paris, 1903.
- ENGERAND FERNAND .. *L'Allemagne et le Fer. La France et le bassin houiller de la Sarre. Le Correspondant*, 25 juillet 1915, pp. 193-229.
- ESMEIN *Cours d'histoire du Droit français*, in-8° Paris, 1898, 3^e édition.
- FAGNIEZ *L'Economie sociale de la France à l'époque de Henri IV*, in-8°, Paris, 1897.
- FAGUET *Libéralisme et Étatisme. Revue des Deux Mondes*, 1^{er} décembre 1910.
- FLACH *Les origines de l'ancienne France*, 3 vol. in-8° Paris, 1904.
- FUSTEL DE COULANGES . *Etude sur le titre « de Migrantibus » de la Loi Salique*, in-8°, Paris, 1886.

- GERBAUX et SCHMIDT. . *Procès-verbaux des Comités d'Agriculture et de Commerce*, in-8°, Paris, 1906.
- GIDE CHARLES. *Cours d'Economie politique*, in-8°, Paris, 1909.
Principes d'économie politique, in-8°, Paris, 14^e édition, 1913.
- GIDE CHARLES et RIST CHARLES. *Histoire des Doctrines économiques depuis les physiocrates jusqu'à nos jours*, in-8°, Paris, 1909.
- GIRARDOT (B^{on} DE). . . . *Essai sur les Assemblées provinciales et en particulier sur celles du Berry*, Bourges, 1845.
- GLASSON. L'évolution de la propriété foncière en France, pendant la période monarchique. *Séances et travaux de l'Académie des Sciences morales et politiques. Comptes rendus*, t. CLII, 1899, pp. 369-387.
- GOBET. *Les anciens minéralogistes en France*, 2 vol. in-8°, Paris, 1779 (Bibl. nation., S 20127 et 20128).
- GOLDAST, MELCHIOR DE HAIMINSFELD. *Collectio constitutionum impé-
 rialium*, in-folio, Francfort, 1713 (Bibl. nat., F 3409 et 3410).
- GOUDAR. *Les intérêts de la France mal entendus dans les branches de l'Agriculture, etc.*, 3 vol. in-12, Amsterdam, 1756 (Bibl. nat., R 37496).
- GRANDIDIER. *Histoire de l'Eglise et des Evêques Princes de Strasbourg*, 2 vol. in-4°, Strasbourg, 1777-1778 (Bibl. nat., L³ K 651).
- GUA DE MALVES. *Projet d'ouverture et d'exploitation des miné-
 rais et mines d'or et d'autres métaux*, in-8°, Paris, 1764 (Bibl. nat., V 40875).
- GUIGNE GEORGES. *Procès-verbaux de l'Assemblée provinciale de la Généralité de Lyon et de sa commission intermédiaire*, 1787-1790 in-8°, Trévoux 1898.
 L'Etat du Commerce en France dans le Levant avant et après les croisades: *Académie des inscriptions et belles lettres*, t. XXXVII, 1774, p. 467.
- GUNTHERUS LIGURINUS *De rebus gestis Imp. Cacs. Frederici primi* (Frédéric Barberousse), vers 481-482 (Bibl. nat., Yc 9029 et 9030).

- HENRY-GRÉARD *L'exploitation des Mines par l'Etat dans le Royaume de Prusse*, in-8°, Paris, 1912.
- HÉRON DE VILLEFOSSE . *De la richesse minérale*, 2 vol. in-4°, Paris 1810.
- ISAMBERT..... *Recueil général des anciennes Ordonnances*.
- ISNARD ALFRED *Catalogue général des livres imprimés de la Bibliothèque nationale, Actes royaux* in-8°, Paris, 1910.
- JAC ERNEST *Bonaparte et le Code Civil. De l'influence personnelle exercée par le Premier Consul sur notre législation civile. Revue catholique des Institutions et du Droit*, 1897, 2^e semestre et 1898, 1^{er} semestre.
- JANET PAUL..... *La Propriété pendant la Révolution française. Revue des Deux Mondes*, 15 septembre 1877, t. XXIII, pp. 320-354.
- JELLINEK *La déclaration des droits de l'homme et du citoyen*, traduction Fardis, Préface de M. Larnaude, in-8°, Paris, 1902.
Réponse de M. Jellinek à M. Boutmy, *Revue de Droit public*, t. XVIII, 1902, pp.358 et suiv.
- LAMÉ FLEURY *De la législation minérale sous l'ancienne monarchie ou Recueil méthodique et chronologique des lettres patentes, édits, ordonnances, déclarations, arrêts du Conseil d'Etat du Roi, du Parlement et de la Cour des Monnaies de Paris, etc... concernant la législation minérale*, in-8°, Paris, 1857.
De la Propriété souterraine, Revue des Deux Mondes, 1857, pp. 657-685.
- LAMPRECHT CHARLES .. *Etude sur l'état économique de la France pendant la première partie du Moyen Age*, Paris, 1889.
- LANFREY..... *Essai sur la Révolution française*, in-8°, Paris, 1897.
- LANGROGNE *Codes Miniers publiés sous les auspices du Comité Central des Houillères de France. Prusse et Alsace-Lorraine*, Paris, 1911.

- LAURENT *Cahiers des doléances pour les Etats Généraux de 1789. Département de la Marne. Bailliages de Sézanne et Châtillon-sur-Marne réunis, Épernay, 1909.*
- LEGRAND *Richard Cantillon. Thèse. Paris, 1900.*
- LEFEBVRE D'HELLANCOURT. Considérations relatives à la législation et à l'administration des mines, *Journal des Mines*, 2^e semestre de l'an IX, n^o LX de Fructidor, p. 888.
- LEROY-BEAULIEU PAUL. *Traité théorique et pratique d'Economie politique*, 4 vol. in-8^o, Paris, 1896.
Un cas curieux et fatal de paralysie gouvernementale, *L'Economiste français*, 22 juillet 1911.
- LEVASSEUR E. *Mémoire sur les Monnaies du règne de François 1^{er}. Dans Ordonnances des Rois de France. Règne de François 1^{er}, 2 vol., Paris, 1902, t. I, pp. XI à CCXXXVIII. Histoire des Classes ouvrières et de l'Industrie en France avant 1789, 2^e édition, 2 vol., Paris, 1904.*
- LOCRE (B^{on}) *La législation de la France*, in-8^o, Paris, 1827, t. I, VIII et IX.
- LOISEL *Institutes coutumières*, in-12, Paris, 1679, édition Dupin et Laboulaye; notes de de Laurière (1710); 2 vol. in-12, Paris, 1846.
- "
- LOMÉNIE (LOUIS DE) ... *Les Droits féodaux et la Révolution, Le Correspondant*, 10 février 1877.
Les Mirabeau, 5 vol. in-8^o, Paris, 1889-1891.
- LOUZON *Régime légal de la propriété des mines en Prusse, Belgique, et Hollande. Thèse, Paris, 1907.*
- LUCHAIRE *Etudes sur les Actes de Louis VII. in-4^o, 1885.*
Histoire des Institutions monarchiques sous les premiers Capétiens, 2 vol. in-8^o, Paris, 1883.
Manuel des Institutions françaises. Période des Capétiens directs, in-8^o, Paris, 1892.
Histoire de France de Lavisse, Paris, 1902, t. III, 1^{re} partie, pp. 390-391.
- MABLY (ABBÉ DE) *Deux proposés aux Philosophes économes*, 1768.

- MACQUER *Dictionnaire des Arts et Métiers*, 4 vol. in-8°
Yverdon, 1766.
- MADELIN..... *Le Premier Consul législateur*, in-8°, Paris,
1865.
- MARTIN GERMAIN *La grande Industrie sous le règne de
Louis XIV plus particulièrement de 1660
à 1715*, in-8°, Paris, 1899.
*La grande Industrie en France sous le règne
de Louis XV*, in-8°, Paris, 1900.
*Bibliographie critique de l'Histoire de l'In-
dustrie en France avant 1789*.
- MAUGUIN..... *Etudes historiques sur l'Administration de
l'Agriculture*, 3 vol., Paris, 1877.
- MAVIDAL ET LAURENT.. *Archives Parlementaires*.
- MERCIER DE LA RIVIÈRE *L'Ordre naturel et essentiel des sociétés poli-
tiques*, grand in-8°, Londres, 1767.
Lettre sur les Économistes, *Encyclopédie
méthodique*, Paris, 1786, au mot *Econo-
mistes*.
- MICHEL HENRY *L'idée de l'État*, in-8°, Paris, 1896.
- MIOT DE MÉLITO..... *Mémoires*, 3 vol. in-12, Paris, 1873.
- MIRABEAU *Discours et Opinions*, 3 vol. in-8°, Paris, 1820.
- MISPOULET J.-B. *Le régime des mines à l'époque romaine et
au Moyen Age, d'après la table d'Aljus-
trel*, *Nouvelle Revue historique de Droit
français et étranger*, 1907, pp. 345 et suiv.,
et pp. 491 et suiv.
L'Inscription d'Ain Djemala, *Nouvelle
Revue historique*, 1907, pp. 1 et suiv.
- MONTCHRÉTIEN (ANTOYNE DE). *Traicté de l'Economie politique*, in-8°,
édition Funck Brentano, in-8°, Paris, 1889.
- MORELLET *Mémoires sur le XVIII^e siècle et la Révolu-
tion*, 2 vol. in-8°, 1821.
- PÉROUSE *Napoléon et les lois civiles du Consulat et
de l'Empire*, Lyon, in-8°, 1866.
- PERVINQUIÈRES LOUIS . *Contribution à l'étude de la notion de la
productivité dans la physiocratie*. Thèse,
Paris, 1906.
- PICOT GEORGES *Histoire des États généraux*, Paris, 1888.
- PIGEONNEAU et DE FOVILLE. *L'Administration de l'Agriculture au
Comité général des Finances*, 1785-1787.

- PLANIOI *Traité élémentaire de Droit Civil*, 4^e édition, in-8°, Paris, 1906.
- POCQUET DE LIVONNIÈRES CLAUDE. *Arrests célèbres rendus pour la province d'Anjou ; à la suite des Coutumes du pays et duché d'Anjou*, in-folio, Paris, 1725.
- RÉCY RENÉ (DE) La Propriété des mines, *Revue des Deux Mondes*, 1889, pp. 568-591 et pp. 867-893.
- RÉMUSAT (Mme DE) ... *Mémoires*.
- RONDEAU PHILIPPE ... *Un grand ingénieur au XVIII^e siècle, Pierre Toufaine*, in-8°, Pons, 1884. Extrait du *Bulletin de la Société des Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis*, avril, 1884.
- ROSTAING *Etude sur le régime des concessions de mines*, Lyon, 1910.
- ROUVIÈRE FRANÇOIS .. *L'exploitation des mines nationales du Gard (1792-1810)*, in-16, Nîmes, 1901.
- ROUZAUD HENRI *La Mine de Rancié depuis le Moyen Age jusqu'à la Révolution*. Thèse, Paris, 1908.
- SAGNAC *La législation civile de la Révolution*, in-8°, Paris, 1898.
- SAVARY *Dictionnaire universel du commerce*, Copenhague, 1759.
- SAY J.-B. *Traité d'économie politique*, grand in-8°, Paris, 1841.
- SAY LÉON *Les solutions démocratiques de la question des impôts* 2 vol. in-8°, Paris, 1886.
Turgot, in-12, Paris, 1887.
- SEPULCHRE GABRIEL .. Le Bassin houiller de la Lorraine, *La Technique moderne*, mars 1910.
Les Mines de fer en Lorraine française, *La Technique moderne*, 15 décembre 1913 et 15 février 1914.
Problèmes techniques commerciaux et sociaux soulevés par le rapide développement du bassin de Briey, *La Technique moderne*, 15 juillet 1914.
- SOREL ALBERT *Livre du Centenaire du Code civil, 1804-1904*, 2 vol. in-8°, Paris, 1904, t. I, préface.

- SORTAIS GASTON *Les Catholiques en face de la Démocratie et du Droit commun*, in-8°, Paris, 1914.
- STEIN HENRI *Inventaire analytique des Ordonnances enregistrées au Parlement de Paris jusqu'à la mort de Louis XII*, Paris, 1908.
- STENDHAL *Vie de Napoléon*, in-12, Paris, 1876.
- STOURM RENÉ *Les Finances de l'Ancien Régime et de la Révolution*, Paris, 1885.
- TAINE *Les origines de la France contemporaine. Le Régime moderne*, in-8°, Paris, 1891.
- TCHERNOFF Montesquieu et J.-J. Rousseau. Contribution à l'étude de la philosophie politique au XVIII^e siècle. *Revue de Droit Public*, 1903, t. XIX et XX.
- TÉZENAS DU MONTCEL.. *Etude sur les Assemblées provinciales. L'Assemblée du D^t de Saint-Etienne et sa commission intermédiaire*, 8 octobre 1787-21 juillet 1790.
- THIBAUDEAU *Mémoires sur le Consulat, 1799-1804*, in-8° Paris, 1827.
- THIERS *De la Propriété*, édition de 1848.
- TOCQUEVILLE ALEXIS (DE). *L'Ancien Régime et la Révolution*, in-8°, Paris, 1856.
- TOURNEUX *Les sources bibliographiques de l'Histoire de la Révolution*, in-8°, Paris, 1898.
- TURGOT *Œuvres*, édition Guillaumin, 2 vol. in-8° Paris, 1844.
- VIOLLET PAUL *Le Roi et ses Ministres*, Paris, 1912.
Histoire des Institutions politiques de la France, 2 vol. in-8°, Paris, 1898.
- WEISS *L'exploitation des mines par l'Etat*. Thèse, Paris, 1901.
- YOUNG ARTHUR *Voyages en France (1787, 1788, 1789)*, traduction Lesage, 2 vol., Paris, 1882.
- ZYCHA ADOLF *Das Recht des ältesten Bergbaues bis ins 13 Jahrhundert*, in-8°, Berlin, 1899.

Recueils et Périodiques divers :

Annales des Mines — *Bibliothèque de l'homme public*, 1790-1792, 28 vol. in-8° — *Catalogue des acts de François I^{er}*.
Circulaires du Comité central des Houillères de France et
du Comité des Forges de France — *Journal des Mines*
 — *Journal officiel* — *Mélanges tirés d'une grande*
Bibliothèque, Paris 1779-1788, 70 tomes en 69 vol. —
Nouveau Coutumier général, in-folio, Paris, 1724 —
Ordonnances des rois de France sous la 3^e race — *Pandectes*
françaises, au mot mines, t. 40 et 41, Paris, 1962 —
Recueils de jurisprudence Dalloz et Sirey.

DOCUMENTS INÉDITS :

Archives Nationales (Abréviation : A. N.)	F ¹² 107.
—	F ¹⁴ 156 B.
—	F ¹⁴ 659.
—	F ¹⁴ 1310.
—	F ¹⁴ 1311.
—	F ¹⁴ 1312.
—	F ¹⁴ 1313.
—	F ¹⁴ 1315.
—	F ¹⁴ bis 7682.
—	F ¹⁴ bis 7744.

Bibliothèque de la Chambre des Députés :

Recueil des Arrêts du Conseil, et Concessions pour l'explo-
itation des Mines de charbon de terre et de houille avec les
dispositions concernant le Droit, par le Sieur Bruyard, pre-
 mier commis de M. Trudaine, Manuscrit n° 1092 du
 Catalogue de 1907.

Privilège à Jacques Jaër liégeois pour la recherche de la houille
en Champagne, 2 septembre 1670, Mss, n° 350, t. XIII,
 fol. 47.

GRAVURES :

Gravure extraite de la *Cosmographie universelle* de SÉBASTIAN
 MUNSTER. Édition de la Bibliothèque municipale de
 Nancy de 1568.

Gravure formant l'en-tête d'une lettre de « l'ingénieur en chef, pro-
 fesseur de minéralurgie à l'école pratique des mines »,
 portant la date du 8 février 1808 (A. N., F¹⁴ 1315).

Les gravures sur bois de notre ouvrage sont l'œuvre de MM. ERNEST et
 GEORGES BAUCHARD, artistes graveurs, que nous ne saurions trop re-
 mercier du soin scrupuleux qu'ils ont apporté dans ces reproductions.

Ceux-ci pour leur travail se sont servis également de l'édition de 1556
 de la *Cosmographie universelle* (Bibliothèque nationale : G. 70) afin de
 reconstituer certains caractères empâtés de l'édition de 1568, entre
 autres le *Glückauf* (bonne chance) formule du salut encore usité entre
 les mineurs du bassin de Sarrebruck.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1

LIVRE PREMIER

La Théorie Régalienne et le Principe d'Autorité

CHAPITRE PREMIER. — *Le Droit Régalien en matière de Mines. Son origine et son développement.*

La théorie du droit régalien n'est pas d'origine romaine; tables d'Aljustrel; conclusions de M. Mispoulet.....	23
Son origine germanique; le droit régalien dérive de la souveraineté territoriale; preuves à l'appui de cette thèse. Actes où ce droit apparaît pour la première fois : texte des <i>Gesta Dagoberti</i> (an 635), acte de partage de Louis le Pieux (an 817), Charte de Louis VII le Jeune (1162).....	31
Comment l'influence romaine intervient dans le développement du droit régalien : Frédéric Barberousse; constitution « <i>de Regalibus</i> »; rôle des légistes. Ce droit se complète par la notion de l'intérêt public. Le principe d'autorité	39

CHAPITRE II. — *Influence des idées économiques sur la législation minière : Mercantilisme et Protectionnisme.*

La situation économique au point de vue monétaire du x ^e au xvi ^e siècle : la pénurie du numéraire, ses causes, ses conséquences au point de vue des idées économiques (<i>Mercantilisme</i> et <i>Protectionnisme</i>)	45
La préoccupation monétaire apparaît de plus en plus dans les Ordonnances royales sur les mines avec Charles VII (Ord. du 21 mai 1455), Louis XI (Ord. de décembre 1461 et septembre 1471), François I ^{er} (Décl. du 18 mai 1543) et Henri II (Lettres Patentes du 10 octobre 1552)	52
Elle sera l'un des facteurs de la politique économique sous Henri IV, mais surtout sous Louis XIV, avec Colbert, et, par suite, l'une des causes du développement de l'industrie minière	58

CHAPITRE III. — *Action du pouvoir royal sur les mines, de l'avènement des Capétiens à la Révolution*

Caractère du pouvoir législatif sous l'ancien régime, et en particulier des Ordonnances royales sur les mines. Comment il faut entendre la liberté d'exploiter édictée par l'Ordonnance de Charles VI du 30 mai 1413. La concession des mines est un <i>don royal</i>	67
Importance croissante de la houille, surtout à partir de 1743; la fonte au coke; premiers essais dans la vallée de la Charbonnière (Le Creusot), par l'ingénieur Pierre Toufaire (1782)	78
Des divers régimes successivement adoptés pour les mines de charbon : 1 ^o Régime de liberté de l'Édit de 1601 et de l'Arrêt du Conseil de 1698; il ne fit jamais obstacle au <i>bon plaisir</i> du roi; but poursuivi; résultats néfastes pour les exploitations; 2 ^o Régime d'autorisation du Règlement de 1744; résistance que rencontre l'application de ce Règlement; il est confirmé en 1783	84

LIVRE DEUXIÈME

La Révolution et le Principe de Liberté

CHAPITRE PREMIER. — *Le Principe de liberté et la loi du travail, fondements du droit de propriété*

La Révolution de 89 fut avant tout une <i>libération</i> de propriété. Sens du mot libération : le droit naturel devient le fondement de la propriété. Où doit-on chercher l'acte libérateur de la Révolution ? L'acte du 4 août 1789, la Déclaration des Droits du 27 août 1789, la Constitution du 5 septembre 1791	105
La propriété individuelle et libre corollaire nécessaire du principe de liberté. Comment elle aboutit à sa forme moderne; son évolution depuis les origines du Christianisme jusqu'à la Révolution	113
Les physiocrates; opposition de leurs idées avec celles de Montesquieu et de Rousseau au sujet du droit de propriété. Leur action : continuant l'œuvre des polémistes du xvi ^e siècle, ils contribuent à faire reconnaître le droit de propriété comme un droit naturel et lui donnent, après Locke, la loi du travail comme fondement	117

CHAPITRE II. — *La Constituante et la loi de 1791. Echec aux nouveaux principes*

Le *Contrat social*; son influence dans l'œuvre de Mirabeau, et dans le rapport de Regnault d'Epercy sur les mines. Les

trois solutions offertes au législateur : la mine à l'État, la mine au propriétaire de la surface, la mine à l'inventeur. Comment le défaut de « métaphysique » fait écarter la dernière solution. Système bâtard auquel aboutit la loi de 1791	123
Des influences qui s'exercèrent sur les auteurs de la loi :	
a) Influences d'ordre général : Elles résultent des doctrines politiques ou économiques de l'époque. Double action des physiocrates ; d'une part par l'importance du rôle qu'ils assignent à l'État ; d'autre part par la faveur dont ils entourent l'agriculture, et, par suite, les propriétaires du sol. Protestation de Heurtault Lamerville à la séance du 21 mars 1791	136
b) Influences d'ordre particulier : opposition des propriétaires des mines, surtout dans le Forez et le Lyonnais ; elle trouve un point d'appui auprès de juristes, d'administrateurs, et dans certains usages et coutumes ; actes de rébellion et de pillage. Écho de leurs plaintes dans les cahiers des États Généraux et au sein de l'Assemblée Nationale pendant la discussion de la loi. Délibérations des municipalités du Forez. Nombreuses pétitions adressées au Comité d'Agriculture et de Commerce	146
c) Influences d'ordre personnel : Mirabeau et le Comte de la Marck ; la Compagnie d'Anzin ; mort de Mirabeau. Heurtault de Lamerville et ses démêlés avec les maîtres de forge sur sa terre de <i>la Périsse</i>	168
La loi de 1791 sacrifie les droits de l'inventeur aux droits des propriétaires. Résultats désastreux pour l'avenir des exploitations	178

CHAPITRE III. — *Napoléon et la loi du 21 avril 1810.*

Retour au principe d'autorité.

L'article 552 du Code Civil et le système de l'accession ; pourquoi celui-ci, appliqué aux mines, avait-il alors peu de chances de triompher?	181
Napoléon et son rôle dans la confection de la loi de 1810. Craintes que lui fait concevoir pour ses armements, en raison du blocus continental, l'insuffisance de nos mines en <i>cuivre</i> et en <i>plomb</i> . L'ingénieur Pierre Duhamel ; son entretien avec l'Empereur ; sa lettre du 22 Vendémiaire an XIII ..	186
Le système de la <i>Domanialité publique</i> ; la faveur dont il jouit dans les milieux administratifs ; c'est lui que reproduit le projet de loi rédigé par Miot de Méliot et plus tard repris par Fourcroy. Napoléon semble s'y rallier en 1804 pour le	

rejeter en 1808, lorsqu'il pose en principe que « la mine fait partie de la propriété de la surface » ; raisons de ce changement. La loi de 1810 sera un compromis entre le droit d'accession et le droit domanial. Napoléon se montre dans la circonstance plus <i>administrateur</i> que <i>juriste</i>	191
CONCLUSION	204
BIBLIOGRAPHIE.....	219


~~~~~  
PITHIVIERS. — IMPRIMERIE DOMANGÉ ET C<sup>ie</sup>. — 9700  
~~~~~